

INFORMATION TO USERS

This manuscript has been reproduced from the microfilm master. UMI films the text directly from the original or copy submitted. Thus, some thesis and dissertation copies are in typewriter face, while others may be from any type of computer printer.

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleedthrough, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send UMI a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

Oversize materials (e.g., maps, drawings, charts) are reproduced by sectioning the original, beginning at the upper left-hand corner and continuing from left to right in equal sections with small overlaps.

Photographs included in the original manuscript have been reproduced xerographically in this copy. Higher quality 6" x 9" black and white photographic prints are available for any photographs or illustrations appearing in this copy for an additional charge. Contact UMI directly to order.

**ProQuest Information and Learning
300 North Zeeb Road, Ann Arbor, MI 48106-1346 USA
800-521-0600**

UMI[®]



Université d'Ottawa • University of Ottawa

**La construction de la résistance à la mondialisation économique:
Le cas de l'AMI et de l'OMC
par Isabelle Losier**

**Thèse déposée à la Faculté des études supérieures et postdoctorales
en vue de l'obtention de la
maîtrise ès arts en science politique**

Directrice de thèse: Professeure Hélène Pellerin

**Université d'Ottawa
Le 25 juillet 2001**



**National Library
of Canada**

**Acquisitions and
Bibliographic Services**

**395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada**

**Bibliothèque nationale
du Canada**

**Acquisitions et
services bibliographiques**

**395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada**

Your file Votre référence

Our file Notre référence

The author has granted a non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of this thesis in microform, paper or electronic formats.

The author retains ownership of the copyright in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de cette thèse sous la forme de microfiche/film, de reproduction sur papier ou sur format électronique.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

0-612-66082-6

Canada

Résumé

Récemment, des manifestations contre la mondialisation économique se sont mises en branle et ne semblent vouloir s'estomper. Cette résistance manifeste se fait ressentir. Ce travail porte sur la résistance qui s'oppose à la mondialisation économique et sur les développements d'une telle mouvance sociale. Il est de notre avis que cette résistance, quoiqu'hétéroclite et fluide, converge progressivement en un seul interlocuteur. La thèse vise à identifier les dynamiques de la résistance à la mondialisation économique à l'aide des outils conceptuels, tirés des contributions théoriques sur la société civile, les mouvements sociaux et l'internationalisme, et appliqués à des cas concrets, notamment autour de trois moments: les événements entourant l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), négocié au sein de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE); les événements qui caractérisent la période entre l'AMI et le Cycle du millénaire de l'OMC; le Cycle du millénaire à Seattle.

Table des matières

Liste d'acronymes	p. 3
Introduction	p. 4
<i>Hypothèse</i>	p. 10
<i>Élaboration et justification des moments en question</i>	p. 11
<i>Plan du travail</i>	p. 13
Chapitre 1: Cadre conceptuel	p. 15
Les contributions théoriques portant sur la société civile.	p. 15
La société civile nationale	p. 18
<i>Définition</i>	p. 18
<i>Société civile nationale et société civile mondiale:</i>	
<i>Phénomènes semblables ou dissemblables?</i>	p. 21
La société civile mondiale selon Scholte	p. 28
<i>Les acteurs de la société civile</i>	p. 28
<i>Les composantes spécifiques de la société civile mondiale selon Scholte</i>	p. 30
<i>Les limites du modèle de Scholte</i>	p. 34
Les mouvements sociaux	p. 38
<i>La théorie de la mobilisation des ressources</i>	p. 39
<i>L'approche des nouveaux mouvements sociaux</i>	p. 43
<i>L'approche gramscienne des mouvements sociaux</i>	p. 45
L'internationalisme et ses composantes	p. 51
Appréciation des différentes contributions théoriques	p. 54
<i>L'ennemi commun</i>	p. 55
<i>L'effort soutenu</i>	p. 57
<i>Le degré d'institutionnalisation</i>	p. 60
Chapitre 2: Étude empirique des dynamiques de la mouvance sociale	p. 62
Contextualisation: L'opposition à la mondialisation économique	p. 66
L'AMI: Définition d'un ennemi commun	p. 69
<i>Fondements du discours</i>	p. 70
<i>Pourquoi opposer l'AMI?</i>	p. 73
<i>Les actions, l'organisation et la mobilisation</i>	p. 75
<i>L'AMI: Présage des événements à venir?</i>	p. 81
L'entre-deux: La lutte continue	p. 84
<i>Le discours</i>	p. 84
<i>Pourquoi opposer l'OMC?</i>	p. 85
<i>Les actions de l'entre-deux</i>	p. 87

<i>La continuation de la lutte: Le rôle des groupes «conventionnels»</i>	p. 89
<i>La radicalisation de la lutte: Les actions directes</i>	p. 93
<i>L'entre-deux: Une étape essentielle à la lutte de Seattle</i>	p. 97
La bataille de Seattle: Célébration de la différence?	p. 100
<i>Revue du discours</i>	p. 100
<i>Les actions: La mise en oeuvre des stratégies et les résultats</i>	p. 102
<i>Leçons de Seattle</i>	p. 109
Conclusion	p. 112
<i>Bilan</i>	p. 112
<i>Les forces et les limites de notre approche</i>	p. 115
<i>Les impacts et les limites objectives de la mouvance</i>	p. 117
<i>Perspectives d'avenir</i>	p. 123
Bibliographie.	p. 126

Liste d'acronymes

AFL-CIO	American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations
ALÉNA/NAFTA	Accord de libre-échange nord-américain/ North American Free Trade Agreement
AMI/MAI	Accord multilatéral sur l'investissement/ Multilateral Agreement on Investment
APEC	Asia-Pacific Economic Co-operation
CTC	Citizens' Trade Campaign
DAN	Direct Action Network
FMI/IMF	Fonds monétaire international/ International Monetary Fund
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
IFG	International Forum on Globalization
OCDE/OECD	Organisation de coopération et de développement économique/Organization for Economic Co-operation and Development
OMC/WTO	Organisation mondiale du commerce/ World Trade Organization
ONG/NGO	Organisation non gouvernementale/ Non-governmental Organization
ONU	Organisation des nations unies
NSM	New Social Movements
RMT	Ressource Mobilization Theory
TEP	Transatlantic Economic Partnership
TRIPs	Trade Related Intellectual Property Rights
ZLÉA/FTAA	Zone de libre-échange des Amériques/ Free Trade Area of the Americas

Introduction:

On remarque, depuis les années 1990, une présence accrue de manifestations qui provient des mouvements sociaux, d'organisations non-gouvernementales (ONG), de groupes de citoyens et de coalitions transnationales à l'échelle mondiale. Les tenants de ce mouvement se présentent en tant que contestataires de l'ordre existant et s'opposent à la perte de contrôle engendrée par la mondialisation économique («corporate globalization») auprès des populations en termes de droits humains, d'environnement, des conditions de travail, de justice sociale, etc.

Le contexte de la mondialisation néolibérale semble fournir aux différents groupes des structures d'opportunité, c'est-à-dire que la mondialisation économique néolibérale crée elle-même les contradictions de l'ordre existant contribuant à l'opposition des individus¹. En effet, depuis les années 1990, plusieurs contradictions émergent aux niveaux politique et économique, ce qui entraîne un questionnement des conditions de l'ordre mondial. Dans un premier temps, cette ère de mondialisation économique est caractérisée par un désengagement de l'État vis-à-vis ses obligations de justice et de bien-être social. La mondialisation dans ses tendances néolibérales est axée sur la capacité de l'État de gérer et non sur ses aptitudes démocratiques. L'État passe d'une forme socio-démocrate à un État compétitif². L'accent placé sur le budget et la réduction de déficits, la logique de l'économie globale incite l'État à réduire ses dépenses publiques au détriment de ses responsabilités sociales d'autrefois³. Ces changements modifient inévitablement les relations État/société:

¹GILL, Stephen, «Towards a Postmodern Prince? The Battle in Seattle as a Moment in the New Politics of Globalisation», *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 29, no. 1, p. 135.

²CERNY, Philip G., «Paradoxes of the Competition State: The Dynamics of Political Globalization», *Governement and Opposition*, vol. 32, no. 2, 1997, p.259.

³PAULY, Louis W., «Capital Mobility, State Autonomy and Political Legitimacy», *Journal of International Affairs*, vol. 48, no. 2, Winter 1995, p. 372.

[...] c'est toute l'idée de compromis sociaux et salariaux construits et développés dans un strict cadre national qui se trouve remise en question. C'est l'une des raisons qui explique que la mondialisation soit un phénomène socialement ressenti: les formes et les conséquences concrètes de notre vie sont de plus en plus déterminées par des facteurs extérieurs au cadre habituel dans lequel nous avons pris l'habitude d'agir et de penser⁴.

Plusieurs mouvements contestataires questionnent maintenant le pouvoir des institutions en place et l'écart qui se crée entre l'autorité et les citoyens⁵. La mondialisation économique financière prédominante répondrait à ses propres fins, s'émancipant de son enchassement socio-politique, contrairement aux années précédentes où les marchés étaient accessoires à la vie économique et le système économique était absorbé dans le système social⁶.

À la suite de certaines manifestations récentes, dont la visée était la critique des institutions économiques internationales, instruments de la mondialisation économique d'après de nombreux groupes sociaux, plusieurs ont été surpris de la grandeur du mécontentement. Lemire prend comme exemple le cas de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC): «La contestation a surpris par son ampleur, sa vigueur et la rapidité avec laquelle elle apparue et s'est développée. Cette mobilisation allait marquer d'ailleurs un point tournant dans les négociations économiques internationales puisqu'elle allait donner lieu à l'émergence d'un front commun généralisé»⁷.

Ces manifestations ont certes contribué à mettre en relief le besoin d'évaluer les biens et les méfaits de la mondialisation économique. Toutefois, au lieu de lancer le

⁴LAÏDI, Zaki, «La mondialisation comme phénoménologie du monde», *Projet*, no. 262, Été 2000, p. 44.

⁵COX, Robert, «Civil society at the turn of the millenium: prospects for an alternative world order», *Review of International Studies*, vol. 25, 1999, p. 12-13.

⁶GILLS, Barry K. (dir.), «Introduction: Globalization and the Politics of Resistance», *Globalization and the Politics of Resistance*, London, MacMillan Press Ltd, 2000, p. 5.

⁷LEMIRE, Marc, «Mouvement social et mondialisation économique: de l'AMI au cycle du millénaire de l'OMC», *Politique et sociétés*, vol. 19, no. 1, 2000, p. 57-58.

débat sur ces biens et méfaits, ces événements semblent plutôt avoir renforcé les positions dichotomiques et idéologiques sur la mondialisation: les individus favorables à la mondialisation économique étant perçus en tant que «pro-mondialisation» et les individus s'opposant au système existant, les tenants du camp «anti-mondialisation».

Dans un même sens, ces manifestations contre la mondialisation économique ont également déclenché un débat à propos des acteurs sociaux. Nombreux sont ceux (médias, intellectuels, dirigeants, etc.) qui tentent de définir cette résistance⁸. On en arrive vite à une panoplie de groupes: individus préoccupés de l'environnement, des conditions de travail, de la santé, des droits de la personne, de la pauvreté, de la justice sociale. Ces groupes qui opposent la mondialisation économique représentent pour certains une société civile mondiale et pour d'autres, un ensemble d'opposants sans unité, une coïncidence de mouvements.

La résistance à la mondialisation semble elle aussi être aux prises avec un débat dichotomique, soit celui du bon et du mauvais de ces acteurs sociaux. D'une part, l'influence et les arguments de ces groupes sont écartés, remis en question et même ridiculisés par certains:

A streak of almost deliberate ignorance runs through the anti-globalization movement. In the world seen through the eyes of its followers, every international corporation is a sweatshop employer, all international trade is bad trade and every international organization is conspiring to hand the world over to McDonald's⁹.

D'autre part, la résistance est perçue en tant que mouvement global positif et progressiste:

We can now envision the formation of a truly global movement capable of challenging the most powerful institutions on the planet. [...] If we look closely we can see

⁸FINANCIAL TIMES, «Network guerrillas», Thursday April 30, 1998, Online: www.gwb.com.au/gwb/news/onenation/mainet/2.html, date d'accès: 08/10/00, 14h47.

⁹GLOBE AND MAIL, «Windsor: both sides of the street», June 7, 2000, A11.

the pieces of the first global revolution being put together. Every revolution up until now has been a national revolution, aimed at seizing control of a national government. But the blatant corporate bias of global rule-making institutions such as the IMF, World Bank and the WTO have forced the grassroots democracy movement to start planning a global revolution. It is a revolution in values as well as institutions. It seeks to replace the money values of the current system with the life values of a truly democratic system¹⁰.

Puisque ces manifestations semblent de plus en plus faire partie du paysage des négociations économiques internationales, elles ne peuvent plus passer inaperçues, et constituent un phénomène qui revêt de l'importance¹¹. Il est nécessaire d'approfondir les réflexions sur ces événements afin de mieux saisir les dynamiques de cette résistance. Il s'agit de considérer sa construction et donc de voir les questions qui touchent aux buts et aux objectifs de l'opposition et surtout au «comment» (les moyens ou la façon par lesquels s'est concrétisée cette opposition) de la résistance à la mondialisation

¹⁰DANAHER, Kevin and Roger BURBACH (dir.), «Introduction: People Making History», *Globalize This! The Battle Against the World Trade Organization and Corporate Rule*, Monroe, Maine, Common Courage Press, 2000, p. 9.

¹¹L'importance du phénomène peut être démontrée par différents événements d'actualité, notamment par le fait que lors du Sommet des Amériques qui s'est déroulé à Québec en Avril 2001, des mesures importantes ont été prises par le Gouvernement du Canada et du Québec afin d'empêcher toute manifestation à l'intérieur d'un enclos érigé autour des lieux où se déroulait la conférence. La nécessité de ces démarches a été attribuée et justifiée par rapport aux événements du Cycle du millénaire de l'OMC à Seattle. Ces mesures ont été exposées à intervalles réguliers, des mois à l'avance, dans les quotidiens canadiens: «Opponents of next month's hemispheric free-trade talks in Quebec city have been confronted by a thicket of government barriers, from cancelled meeting space and anti-scarf bylaws to a dire shortage of accommodations and warnings to churches and community centres not to let protesters sleep on their floors» (GLOBE AND MAIL, «Obstacles frustrate protesters», Thursday, March 8, 2001, A5).

Par ailleurs, la prochaine rencontre de l'OMC doit se dérouler à Qatar. Ce qui est un autre effort semble-t-il afin de réduire ou empêcher les manifestations contre la mondialisation: «After shopping around the world only to learn no city wants to be the next Seattle, the World Trade Organization finally found a host for its next meeting - a place where dissent is illegal and people have no right to freedom of assembly. Still trembling in the wake of protests that shut down its meeting in Seattle two years ago, the WTO quietly announced yesterday that its next biennial ministerial meeting will take place this November in the Persian Gulf kingdom of Qatar» (GLOBE AND MAIL, «Battered WTO discovers a haven: Qatar», Friday, February 9, 2001, A1).

économique: Comment ces groupes rallient-ils leur opposition autour des effets de la mondialisation économique? Comment ces manifestations perdurent-elles? Quelles structures permettent d'accommoder ces groupes, leurs causes, leurs stratégies hétéroclites? Les questions posées ont souvent été sans réponses¹². Afin de mieux saisir le sens des événements et de la nature de cette mouvance sociale, c'est-à-dire ses objectifs, son contenu, son projet, son organisation, ses membres, bref ses traits particuliers, nous pensons qu'il s'avère nécessaire de poser et surtout de répondre à de telles questions. Cette approche pourra nous permettre de procéder en évitant les idéalizations et les débats statiques sur cette résistance.

Le bref parcours des événements récents démontre le manque d'information sur la mouvance sociale, soit les groupes qui s'engagent dans des actions en opposition aux institutions économiques mondiales. Il semblerait qu'un problème fondamental soit non seulement l'empressement d'affirmer ou d'infirmer la pertinence de la mouvance sociale s'opposant à la mondialisation économique mais aussi la décontextualisation des manifestations, le manque de critères rigoureux et d'examen empirique pour bien comprendre et expliquer les phénomènes de résistance mondiale. De ce fait, les traits importants des manifestations récentes risquent d'être négligés, mal compris ou exagérés. Par exemple, nous pensons qu'il est nécessaire de se pencher sur la logique qui existe entre les grandes manifestations afin de démontrer que ces dernières ne peuvent être considérées en tant que moments séparés et spontanés. En limitant l'étude aux manifestations évidentes qui figurent dans les journaux ou qui se passent dans la rue, les

¹²Ce manque de contenu ou de réponse est le constat d'un individu dans le courrier du lecteur du *Globe and Mail*, écrivant à propos de la couverture médiatique des manifestations en vue du Sommet des Amériques: «Do you think the only print-worthy articles are those pertaining to protester "protocol schools" and the police counter-demonstration tactics? Maybe Canadians ought to be better informed on what the proposed policies are. Why are thousands of rational people going to protest? What are the matters they feel so strongly about? Why are they so driven to express their concern? These are the real issues» (GLOBE AND MAIL, «Letters to the editor», Thursday, April 5, 2001, A14).

révélation de mécontentement peuvent nous donner l'impression d'être spontanées ou réactionnaires. Mais si les groupes orchestrent la résistance entre les grandes manifestations, ces dernières ne peuvent être considérées spontanées. Il devient donc important, afin de mieux relever les dynamiques de la résistance, de se pencher sur une période de temps donnée. Ce type d'interprétation nous permettra de voir le développement de la résistance, la formation et le maintien des coalitions.

Nous proposons donc dans cette étude de nous pencher sur la résistance en nous intéressant à ses dynamiques et ses caractéristiques par l'entremise de moments de résistance mondiaux récents c'est-à-dire de souligner ces aspects dans les moments concrets. Le fait d'affirmer que ces groupes représentent oui ou non un développement positif ou négatif nous en dit très peu sur les forces et les dynamiques qui se dégagent de ces moments de résistance. En se penchant sur les événements qui entourent l'opposition contre l'AMI et l'OMC, soit des moments où le débat sur la société civile bat son plein, il serait possible, à notre avis, de dépeindre une image plus complète de la mouvance¹³.

Il semblerait dès lors essentiel de s'intéresser à ce qui constitue cette mouvance sociale et comment elle s'organise, soit par l'entremise de son projet, ses membres, ses stratégies, ses objectifs, etc. À quoi résiste-t-elle? Que propose-t-elle comme alternative à l'ordre existant? Comment propose-t-elle d'y arriver? D'où la question de recherche: Quelle est la nature de la résistance s'opposant à la mondialisation économique? En s'attardant sur ces éléments ou dynamiques, il devient possible de voir ce que ces

¹³ Les événements entourant l'AMI et l'OMC à Seattle constituent, à notre avis, trois moments de résistance: les manifestations contre l'AMI représentant le premier moment, la période suivant l'AMI et précédant le Cycle du millénaire à Seattle représentant le deuxième moment et Seattle représentant le troisième moment. Le choix et l'élaboration des moments choisis seront abordés dans les sections subséquentes, soit dans l'hypothèse, dans la section «Élaboration et justification des choix» et plus spécifiquement dans le deuxième chapitre où nous tenterons de reconstituer les dynamiques importantes de chaque moment.

moments nous révèlent sur l'expression et les forces potentielles de l'opposition et ainsi de voir le processus de construction de cette résistance à l'oeuvre.

Hypothèse

Nous avançons comme hypothèse que les groupes qui constituent la mouvance sociale entourant l'AMI et l'OMC semblent de plus en plus converger en une seule force qui oppose la mondialisation économique et qui semble être le résultat d'un effort soutenu, visible par la répétition de ces manifestations. Que ce soit les médias qui la présentent en tant que mouvement anti-mondialisation ou les manifestants qui se perçoivent en tant que société civile, la mouvance depuis l'AMI semble agir de plus en plus comme un seul interlocuteur et non en tant que mouvements sociaux hétéroclites sans liens qui tentent d'avancer uniquement leur cause particulière ou leurs propres intérêts.

Les développements qui permettent de dénoter cette convergence deviennent visibles, à notre avis, en se penchant sur une période de temps donnée, (i.e. les trois moments choisis) et non à partir d'événements séparés, d'où l'importance de se pencher sur la période intermédiaire entre l'AMI et Seattle afin de voir comment se constitue et se solidifie cette mouvance. Les moments servent à faire une interprétation historique de la résistance, c'est-à-dire qu'ils nous permettent de voir les développements dans le temps et de relever les dynamiques différentes et les similarités qui se répercutent lors des moments.

En avançant une certaine convergence et durabilité de l'opposition à la mondialisation économique, notre argument va donc, en partie, à l'encontre des arguments qui dénoncent son incohérence et sa spontanéité.

Élaboration et justification des moments en question

On pourrait se demander pourquoi avoir choisi les moments constitués par l'AMI, la période suivant l'AMI et menant à Seattle et le Cycle du millénaire de l'OMC (à Seattle) et non pas les grandes conférences mondiales mises en place par l'Organisation des nations unies (ONU). Dans un premier temps, les cas de l'AMI et de l'OMC¹⁴ se sont distingués des autres moments de l'économie mondiale par l'ampleur du projet proposé. Lemire nous explique que les accords en question se différencient des autres pour différentes raisons. Dans le cas de l'AMI:

L'AMI constitue un projet de traité hors du commun en raison du haut niveau de protection juridique consenti aux investisseurs transnationaux, des obligations extraordinaires imputées aux États signataires pour la protection des investisseurs étrangers réalisés ou non sur leur territoire et

¹⁴ L'AMI, soit l'Accord multilatéral sur l'investissement est un accord qui a pour but de faciliter l'investissement international en s'assurant que les gouvernements traitent toutes les firmes, nationales et étrangères, de façon similaire. Les négociations ont commencé en 1995 au sein de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). On y exclut les pays en voie de développement pour assurer un meilleur consensus ainsi que les représentants de la société civile. Après l'interception du projet en 1997, de grandes dénonciations sont faites de la part des citoyens, des groupes de pressions et d'ONG. Ils ont avancé que l'AMI donnerait aux entreprises un pouvoir nuisant aux capacités des gouvernements de promouvoir une plus grande justice sociale. En 1998, il y a abandon des négociations.

À la base de l'accord, il y a deux principes qui soulèvent le plus de débats chez les groupes: la clause de la nation la plus favorisée et le traitement national. La première implique que les privilèges qui sont alloués à des investisseurs d'un pays doivent être alloués à tous les investisseurs. La deuxième implique que les investisseurs de l'étranger ne doivent pas être discriminés par les lois ou les réglementations nationales (KOBIRIN, Stephen J. «The MAI and the Clash of Globalizations», *Foreign Policy*, Fall 1998, p. 100). Les firmes étrangères et locales doivent être traitées de façon identique. L'accord est donc plus axé sur les droits des investisseurs et moins sur leurs obligations. Parmi les droits des investisseurs, il y a le droit de poursuivre en cour les gouvernements qui nuiraient à leur droit de faire du profit (*Ibid.*, p. 102).

Dans le cas de l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce fut instituée en 1995 afin de gérer le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade). L'OMC voit au commerce de la marchandise et des services, à la propriété intellectuelle et voit aux règlements des différends entre les pays sur les questions de commerce. Elle reprend les propositions de l'AMI et avance comme postulat fondamental la libéralisation de l'échange et de l'investissement, ce qui mène à plus de compétition et à plus d'efficacité pour le marché et donc nécessairement à un plus haut niveau de vie. On cherche à déréglementer les obstacles au commerce. Les questions d'emploi et de droits des travailleurs ne font pas partie des accords de l'OMC puisqu'elles ne concernent pas l'échange.

en raison de l'étendue des domaines couverts par l'accord¹⁵.

L'échec de l'AMI en automne 1998 n'a pas mis fin aux négociations. En effet, lors de la période suivant l'AMI, les intentions de continuer les négociations sur la libéralisation des investissements au sein de l'OMC ont été révélées. Les efforts de libéralisation allaient donc se poursuivre.

L'importance du Cycle du millénaire s'explique par le fait que «les négociations concernaient directement plus de 70% des pays de la planète»¹⁶. L'ampleur de cet accord était également visible par l'éventail de secteurs et sous-secteurs touchés par les négociations ainsi que l'échéance prévue de trois ans pour la mise en place de la libéralisation¹⁷. Enfin, on a repris les négociations de l'AMI au sein de l'OMC, et ce malgré les nombreuses manifestations qui s'étaient déroulées face à cette initiative.

L'opposition parallèle aux accords ou aux négociations économiques, soit l'aspect central de notre travail, est telle qu'elle se démarque également par rapport aux manifestations antérieures, nous poussant à croire qu'il s'agit d'une opposition sans précédent. En effet, les manifestations et la mobilisation dans le cadre de cette opposition à la mondialisation économique rassemblaient une multitude d'intérêts, les distinguant des autres conférences mondiales qui, elles, cherchent plutôt à rassembler les portes-paroles d'un thème en particulier (par exemple les conférences portant uniquement sur l'environnement ou sur la question des femmes). Il devenait dès lors possible de voir jusqu'à quel point la mondialisation économique touchait un éventail d'individus et jusqu'à quel point l'opposition était généralisée. La continuité entre les moments, l'exclusion quasi-totale des représentants de la société civile, l'ampleur de la résistance, l'éventail d'intérêts concernés ainsi que la non-conclusion des accords font

¹⁵ LEMIRE, Marc, «Mouvement social et mondialisation économique: de l'AMI au cycle du millénaire de l'OMC», p. 51-52.

¹⁶ *Ibid.*, p. 55.

¹⁷ *Ibid.*, p. 56.

que l'AMI et Seattle reflètent une certaine particularité vis-à-vis les autres moments mondiaux.

Par ailleurs, il est important de voir que de tels événements semblent avoir un impact auprès des tenants qui sont favorables à ces institutions et à ce genre d'accords. Les tenants tendent maintenant à justifier leurs actions ou positions, comme l'expliquent Smith et Moran au sujet de l'OMC et Seattle:

The protests successfully derailed (at least temporarily) the next round, and the WTO and its supporters have been practicing serious spin control ever since. In the United States, trade officials now talk of "educating constituents" on the benefits of free trade. Within a week of the Seattle meetings, the WTO completely overhauled its Web site, incorporating a new "global town hall" and Letterman-like "Top 10 lists" extolling the "benefits" and de-fogging the "common misunderstandings" of the WTO¹⁸.

Pour la majorité des années 1980 et 1990, les actions et les négociations économiques des institutions internationales, bien que contestées par certains, furent souvent passées sous silence ou comme l'ordre naturel des choses, ce que les manifestations récentes semblent remettre en question¹⁹.

Plan du travail

Ce travail vise à analyser l'opposition apparente à la mondialisation économique par l'entremise d'événements concrets. En s'intéressant aux dynamiques qui dénotent une convergence des forces sociales, nous pensons qu'il est possible de mieux comprendre et expliquer la mouvance sociale qui prend forme.

Notre travail comportera deux chapitres. Le premier chapitre se veut une discussion théorique où il sera essentiel de préciser les concepts et les notions qui nous

¹⁸SMITH, Jackie and Timothy Patrick MORAN, «WTO 101: Myths About the World Trade Organization», *Dissent*, Spring 2000, p. 66.

¹⁹SMITH, Neil, «Global Seattle», *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 18, no. 1, February 2000, p. 2.

permettraient de souligner les dynamiques importantes de la résistance, dont la convergence, l'opposition à la mondialisation économique et l'effort soutenu. En se penchant sur ces concepts, il sera également possible de relever les lacunes et les forces de certains de ces concepts par rapport à la mouvance en question.

Le deuxième chapitre cherche à décrire et à établir les faits entourant les manifestations aux niveaux organisationnel et argumentatif, permettant ainsi de faire ressortir plus clairement les dynamiques, les forces et les capacités acquises lors des trois moments: l'AMI, l'entre-deux et Seattle. Notre contribution aux discussions sur la résistance à la mondialisation économique est la définition de la construction de cette résistance, et ce en tentant de nous détacher des conceptions idéologiques entourant cette mouvance, qui caractérisent la plupart des écrits. En effet, ces derniers s'attardent souvent sur le bon ou le mauvais d'une telle résistance. Une lecture historique des événements nous permet de dépasser ces éléments et de voir la construction de la résistance en tentant d'expliquer comment elle est arrivée à ce qu'elle en est aujourd'hui. Il ne s'agit pas de voir si cette résistance a raison dans ses affirmations mais bien de voir comment elle se constitue dans un espace de temps déterminé.

La conclusion fera état des impacts de la mouvance et des difficultés que peuvent rencontrer ces forces sociales, ainsi que les aspects positifs et les difficultés de notre approche vis-à-vis la résistance.

Chapitre 1: Cadre conceptuel

Comme mentionné dans l'introduction, les manifestations récentes contre les institutions économiques internationales en amènent plusieurs à s'interroger sur ces événements et sur cet ensemble de groupes, de mouvements, d'ONG qui constitue cette mouvance sociale. Puisqu'il s'agit d'un phénomène assez récent, il serait utile d'explorer cette mouvance sociale en procédant de façon eclectique faute de savoir précisément ce qui constitue sa nature propre. Il est donc important de parcourir les conceptualisations en sciences sociales qui s'intéressent aux phénomènes sociaux et qui pourraient nous fournir des éléments de réponse au phénomène de convergence avancé dans l'hypothèse et de la résistance en général.

Les contributions théoriques portant sur la société civile

Cherchons maintenant à relever plus précisément les courants théoriques pertinents à notre étude ainsi qu'à déterminer et démontrer leur utilité ou déficience par rapport à notre but initial, soit la compréhension de la nature de la mouvance sociale et donc de la résistance face à la mondialisation économique. Afin de lancer la discussion théorique, il s'agit dans un premier temps de se pencher sur les conceptualisations de «société civile» et par la suite de «société civile mondiale». La conceptualisation de celles-ci est complexe puisqu'il n'existe pas de consensus sur la définition de société civile, encore moins au niveau mondial.

Ces termes sont souvent utilisés dans l'explication des manifestations récentes. Pour certains, cette présence manifeste de groupes, réseaux et coalitions dénote l'émergence d'une action collective transnationale et même d'une société civile mondiale tentant de «rééquilibrer» et de démocratiser l'ordre mondial. Plusieurs auteurs affirment l'existence et la pertinence d'une société civile mondiale en raison de plusieurs phénomènes qui démontrent une nouvelle réalité: la mondialisation des rapports sociaux, l'organisation de mouvements à l'échelle mondiale par réseaux ou coalitions et les

enjeux mondiaux. Selon Scholte, quatre éléments nous permettent aujourd'hui de traiter d'une société civile mondiale, soit l'organisation mondiale, les causes mondiales, les moyens de communication ainsi que la solidarité mondiale :

Taking these four manifestations of supraterritoriality in sum, global civil society has acquired substantial proportions in the late twentieth century. To be sure, by no means has all civic association acquired a global character. Nor has the global aspect of civic campaigns been equally pronounced and sustained in all cases. Nevertheless, owing to the contemporary growth of global issues, global communications, global organisation and global solidarities, civic activity can today no longer be understood with a territorialist conception of state-society relations²⁰.

D'un autre côté, les manifestations et le projet de société civile mondiale sont vus par plusieurs d'un oeil sceptique, c'est-à-dire en tant que projet inachevé, sans cohérence, sans être nécessairement progressif et sans proposer une alternative concrète. Halliday est un exemple de ce courant. En se penchant sur la manifestation qui s'est déroulée lors du Cycle du millénaire de l'OMC, à Seattle en novembre 1999, il affirme:

A similar caution needs to be exercised when drawing conclusions about Seattle in regard to the growth in the 1990s and 2000s of 'global civil society'. That there is something -in political, organisational, intellectual terms - corresponding to this concept is indisputable, enabled in part by the communication revolution. But to posit it as a straightforward, or unequivocal, global trend is to simplify²¹.

²⁰SCHOLTE, Jan Aart, «Global Civil Society: Changing the World», Centre for the Study of Globalisation and Regionalisation (CSGR) Working Paper, no. 31/99, May 1999, University of Warwick, Coventry, Online: <http://www.warwick.ac.uk/fac/soc/CSGR/wpaper99.html>, date d'accès: 20/05/00, 15h15.

²¹HALLIDAY, Fred, «Getting Real about the Battle of Seattle, *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 29, no. 1, 2000, p. 126.

L'auteur continue avec une critique qui caractérise un problème souvent présent dans les écrits portant sur la société civile mondiale, soit le manque de cohérence:

Whether it be in essentialising of the 'natural' and the 'feminine' in eco-feminism, or in suspension of any critical judgement with regard to ethnic, religious, and other 'indigenous' cultures, the net of supposedly world-wide collaboration has been cast so far that it lacks rational, let alone emancipatory, coherence. In much of the pro-protest coverage of the WTO, both before and after the event there is an exaggeration of either intellectual coherence or policy relevance. Not by any but the most random criteria, a plausible alternative to, let alone a plausible analysis of, the contemporary world²².

Certains avancent qu'afin qu'il soit possible d'affirmer l'existence ou la réalité d'une telle société, l'État doit agir en tant que son interlocuteur, soit le modèle traditionnel ou historique de la société civile. Une société civile mondiale ne peut exister qu'en relation à un État mondial et puisque ce dernier n'existe pas, il ne peut être question d'une société au niveau mondial²³.

Mis à part les débats, puisque les développements qui entourent l'émergence d'une société civile mondiale sont relativement nouveaux, il est de notre avis que cette dernière ne peut être expliquée simplement à partir du concept de société civile nationale, les dynamiques, les institutions et les relations de cette dernière ne se reproduisant pas nécessairement à l'échelle internationale ou mondiale, comme l'explique Kaldor:

Because of this particular historic conjuncture, it may be misleading to derive the meaning of contemporary concepts of civil society and global civil society from the classical definitions. The rediscovery of earlier theories of civil

²²*Ibid.*, p. 127.

²³GERMAIN, Randall D. and Michael KENNY, «Engaging Gramsci: international relations theory and the new Gramscians», *Review of International Studies*, 24, 1998, p. 14-17.

society helped to provide a legitimating narrative, but, at the same time, these historical interpretations may have obscured the truly novel aspects of the concept. Whereas the classical definitions presupposed the existence of a state, the contemporary concept can be described as a move away from state-centred approaches, both in a societal sense - more concern with individual empowerment and personal autonomy - and in geographical sense in respect to the territorial restructuring of social relations resulting from intensifying interconnectedness²⁴.

Le fait que cette société civile en émergence se détache de conceptions stato-centrées suppose l'existence de nouvelles dynamiques caractérisant cette société, d'où le besoin de chercher les outils nécessaires permettant la compréhension de ces dynamiques.

La société civile nationale

Définition

La définition du terme «société civile» constitue un véritable défi. D'après Ghils, la notion de société civile regroupe un ensemble de sens soit «implicites» ou «explicites» qui se rapprochent parfois de la démocratie, la citoyenneté et le libéralisme politique et qui peuvent également engager les concepts de l'État, la souveraineté ainsi que les droits de l'homme²⁵. La société civile connaît donc de nombreux sens:

Dans ses usages actuels, la société civile évoquerait davantage la figure d'un être mixte oscillant entre, d'une part, la conceptualisation abstraite de corps intermédiaires régulateurs des liens entre les individus et l'État, et d'autre part le foisonnement d'idées empiriques, de projets rationnels, d'interprétations subjectives, d'affects et d'image. [...] La structure de référence communément

²⁴KALDOR, Mary, «'Civilising' Globalisation? The Implications of the 'Battle in Seattle'», *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 29, no. 1, 2000, p. 108.

²⁵GHILS, Paul, «Le concept et les notions de la société civile», *Associations Transnationales*, 3, 1995, p. 136.

admise est la relation société civile/État, avec dominance éventuelle de l'un des deux termes²⁶.

Bien que le concept de société civile n'est pas nouveau et qu'il a de nombreux usages²⁷, ce dernier, dans le cadre de notre étude, est compris dans son sens le plus souvent utilisé, soit dans sa conception stato-centrée. D'après Shaw, la société civile n'est pas un acteur mais plutôt un contexte dans lequel plusieurs collectivités se forment et interagissent²⁸. Elle (la société civile) est constituée d'organisations formelles qui servent de représentation pour les citoyens, c'est-à-dire les partis politiques, les églises, les syndicats, etc., d'organisations formelles «fonctionnelles», c'est-à-dire les écoles, les universités, les médias, et des réseaux, c'est-à-dire des groupes sociaux et politiques informels²⁹. Les institutions de la société civile nationale sont le résultat d'une histoire plus longue que les développements entourant l'émergence d'une société civile

²⁶*Ibid.*, p. 142.

²⁷En fait, il est possible selon Carothers de retracer ses origines de Cicéron et les Romains jusqu'aux philosophes de la Grèce ancienne, bien qu'à cette époque la société civile se trouvait assimilée à l'État. Lors du 18^e siècle, l'idée de la société civile moderne émerge en tant qu'entité séparée de l'État, soit une sphère où les individus s'associent autour de leurs intérêts. Au 19^e siècle, la notion de société civile fait relâche puisque les penseurs s'intéressent davantage aux développements et conséquences de la révolution industrielle. Antonio Gramsci rend à nouveau populaire la notion suite à la première guerre mondiale, la société civile représentant une sphère indépendante d'activité politique (CAROTHERS, Thomas, «Civil Society», *Foreign Policy*, Winter 1999-2000, p. 18.). Le concept «réémerge» dans les années 1990 à la suite de plusieurs circonstances (KALDOR, Mary, «'Civilising' Globalisation? The Implications of the 'Battle in Seattle'», p. 107).

Dans un premier temps, les demandes de démocratisation résultant des événements en Europe de l'Est pendant les années 1980 font résurgir le concept de société civile. Les demandes de démocratisation sont perçues en tant que réaction à un État dominateur et en tant que demande «d'autonomie personnelle et d'organisation» reflétant les nouveaux lieux de débat politique, les lieux politiques traditionnels (partis) ne représentant plus le site principal de débat (*Ibid.*, p. 107.). La notion de société civile signifie dès lors une réaffirmation de contrôle de l'individu, soit une demande de plus en plus commune lors des manifestations mondiales. Ce phénomène de résurgence de la société civile se répercute dans de nombreux pays où l'État se fait oppressant (*Ibid.*, p. 107). Aussi, comme nous le verrons, le concept de société civile a aussi été popularisé en raison de sa «nouvelle» signification, soit la société civile mondiale. La société civile mondiale tente d'expliquer le phénomène de groupes sociaux mondiaux, d'ONG, de relations transnationales non-étatiques qui se font de plus en plus denses, etc.

²⁸SHAW, Martin, «Civil Society and Global Politics: Beyond a Social Movements Approach», *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 23, no. 3, 1994, p. 648.

²⁹*Ibid.*, p. 648.

mondiale, ses constituantes (de la société civile nationale) étant mieux définies, plus solides et stables que ce qui se développe au niveau mondial.

L'État est une partie prenante dans les conceptions historiques de la société civile. Il agit en tant qu'interlocuteur des acteurs de la société civile:

Les associations, communautés, organisations religieuses, syndicats, groupements professionnels et autres partis politiques obéissent en effet à un principe contradictoire qui mène à s'allier, dans certains cas, le plus souvent pour limiter l'emprise de l'État ou infléchir sa politique et à entrer en concurrence, dans d'autres cas, pour défendre leurs intérêts ou objectifs propres ou pour obtenir l'appui de l'État dans la poursuite de ces mêmes objectifs³⁰.

Selon Ghils, l'État joue une fonction d'unification et d'identification pour la société, qui rassemble une diversité d'acteurs.

Le concept de société civile, bien qu'il manque de contenu clair, pointe à une sphère d'action qui rassemble des groupes qui sont en partie autonomes et qui interagissent avec l'État, souvent dans le but d'influencer ses politiques à l'aide du recours à des institutions et moyens conventionnels qui permettent de canaliser le mécontentement tels que les partis politiques, le vote et les groupes de pressions. Il est également possible d'affirmer que le concept relève habituellement d'un territoire particulier, soit celui délimité par les frontières de l'État national et que ce dernier est en mesure d'offrir des droits et protections à ses citoyens.

Les acteurs sociaux articulent maintenant des demandes ou des revendications qui dépassent le cadre national, de plus en plus, comme il a été possible de voir avec l'AMI et Seattle. Les différents groupes établissent des liens ou des connexions avec d'autres groupes qui mènent les mêmes combats. Ils s'intéressent souvent à des causes

³⁰GHILS, Paul, «Le concept et les notions de la société civile», p. 150.

qui ne se limitent pas à un espace territorial telles que l'environnement, les droits humains, la santé, la pauvreté, etc³¹. Ces nouveaux liens ou connexions deviennent de plus en plus fréquents et denses et poussent plusieurs à s'interroger sur l'émergence d'une société civile mondiale: «[...] recent attempts to speak of some kind of international or global civil society gain some of their plausibility as a way of framing the practices of contemporary social movements»³². Conséquemment, le «nouveau» sens à donner au concept de société civile concorde avec la tendance résultant d'une plus grande interconnexion au niveau mondial et l'activité des différents groupes à ce niveau. La société civile mondiale, un phénomène relativement nouveau, doit, selon Macdonald éviter les comparaisons et considérer la société civile nationale et la société civile mondiale comme étant deux composantes différentes: «While these two spheres are not completely separate [...] there are differences between them which mean that global civil society would have somewhat different constituent elements, dynamics, and significance than domestic civil society»³³.

Société civile nationale et société civile mondiale: Phénomènes semblables ou dissemblables?

Comme il en a été question, les définitions classiques de société civile sont souvent perçues par rapport à ses relations à l'État. Urry avance que les études sur la société sont reliées et doivent aujourd'hui se détacher de ses conceptions traditionnelles

³¹Cette connexion se fait également entre les groupes qui ne sont pas nécessairement progressistes (i.e. réseaux criminels, groupes racistes, etc.). Ces groupes profitent des développements dans le domaine de communications, par exemple Internet, pour diffuser plus rapidement leurs activités, discours ou propagande. Nous reviendrons à cette question lors de la discussion des écrits de Scholte.

³²WALKER, R. B. J., «Social Movements/World Politics», *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 23, no. 3, Winter, 1994, p. 695.

³³Note 5 dans MACDONALD, Laura, «Globalising Civil Society: Interpreting International NGOs in Central America», *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 23, no. 2, 1994, p. 268.

qui ont dominé la plupart du 20e siècle. Un exemple de cette conception est la définition suivante:

Thus in the following theorisation of society, sovereignty, national citizenship and social governmentality lie at its core. Each 'society' is a sovereign entity with a nation-state that organises the rights and duties of each societal member or citizen. Most major sets of social relationships are seen as flowing within the territorial boundaries of the society³⁴.

Il semblerait que les conceptions historiques de la société civile soient difficilement applicables à la conceptualisation d'une société civile mondiale puisque les caractéristiques de la première (i.e. relation à l'État, institutions permettant de participer au sein de sa communauté politique) ne se reproduisent pas ou difficilement au niveau mondial. Lorsque l'on traite de la société civile mondiale, bien qu'il soit possible de voir certaines similarités ou parallèles entre les deux sociétés (notamment en ce qui a trait à l'extension du rapport société/État à société civile mondiale/gouvernance globale, ce à quoi nous reviendrons dans les prochains paragraphes), nous pensons qu'il est toutefois nécessaire de se détacher des notions historiques de société civile afin de pouvoir relever les nouvelles composantes qui font surface.

En effet, en vue des développements entourant une société civile mondiale, plusieurs auteurs avancent que les stratégies des acteurs de cette société diffèrent de celles des acteurs nationaux. La société civile mondiale représenterait une sphère où la diversité des intérêts est plus grande qu'au niveau national. Enfin, les acteurs de la société civile mondiale ne dirigeraient pas leurs actions par rapport à l'État mais plutôt par rapport à la sphère mondiale, envers les institutions de la gouvernance globale.

D'après Turner, les actions et les stratégies des groupes nationaux ne sont pas toujours les mêmes que celles des groupes de la société civile mondiale:

³⁴URRY, John, *Sociology beyond societies: mobilities for the twenty-first century*, London, Routledge, 2000, p. 8.

The political strategies most characteristic of global citizens in global civil society should be distinguished from the political strategies of national citizens as such. Global citizens are oriented less toward parties, voting and domestic lobbies than toward NGOs, symbolic initiatives and mass demonstrations. [...] Global citizens appear less interested in the parochial approach to problems exemplified by the state than in a discursive and universalist approach that seeks to transform the parameters of institutional legitimacy through democratic action on a global scale.³⁵

En effet, plusieurs mouvements sociaux, partie prenante du phénomène que représente la société civile mondiale, se préoccupent moins d'influencer les politiques ou les pratiques des gouvernements. Ils cherchent à changer leur contexte politique. Ils mettent l'accent sur les problèmes qui ne peuvent être remédiés à partir d'un changement au sein des politiques d'un État. Il s'agit plutôt de changer les valeurs dominantes et encourager une prise de conscience collective de ces valeurs³⁶. Les ONG sont aussi une composante essentielle de la société civile mondiale: bien que certaines cherchent davantage à influencer les politiques du système existant, d'autres adoptent les stratégies et les buts de certains mouvements sociaux, c'est-à-dire le besoin de changement ou de transformation de l'ordre existant³⁷.

Une grande partie de ces mouvements et organisations évitent les moyens traditionnels de participation (i.e. par l'entremise du processus institutionnel associé à l'État). Dans le cas de Seattle, il a été possible de voir des stratégies de manifestation

³⁵TURNER, Scott, «Global Civil Society, Anarchy and Governance: Assessing an Emerging Paradigm», *Journal of Peace Research*, vol. 35, no. 1, 1998, p. 32-33.

³⁶*Ibid.*, p. 30; DRAINVILLE, André C., «Continental Integration and Civil Society in the Americas», *Social Justice*, vol. 24, no. 1, 1997, p. 121.

³⁷Il est à noter que dans le but de transformer leur contexte politique national, certains groupes vont souvent chercher à mener une action internationale ou mondiale dans le but d'influencer de façon plus efficace l'opinion publique et leur gouvernement national respectif. Dès lors, il devient difficile de bien définir et distinguer le contexte politique national et international.

non-conventionnelles, telles qu'adoptées par le Direct Action Network (DAN), un des organisateurs principaux des événements de Seattle:

[...] they (les manifestations) should be "festivals of resistance," filled with giant puppets and theatrical spontaneity. [...] This is the "show don't tell" theory that holds that you don't change minds just by screaming about what you are against. You change minds by building organizations and events that are a living exemple of what you are for³⁸.

On utilise souvent des moyens de manifester qui eclipsent l'institutionnalisation, comme par exemple la désobéissance civile. Ces moyens peuvent également être utilisés au niveau national. Les deux sphères ne sont pas mutuellement exclusives. Ces propos servent surtout à démontrer que les acteurs de la dite société civile mondiale n'ont pas recours à des processus officiels leur permettant de manifester leur désaccord, comme il existe au niveau national, sauf pour les groupes internationaux qui côtoient la communauté politique (ces groupes sont perçus en tant que conformistes). Ces derniers jouissent parfois d'un statut de consultation auprès des institutions internationales.

Plusieurs auteurs s'entendent sur le fait qu'une société civile mondiale s'avère davantage diversifiée ou hétérogène que le pluralisme de la société nationale, comme avance Walker:

Another characteristic feature of global civil society is its diversity. According to Walker (1988), this diversity goes beyond state-centric liberal pluralism. It challenges the state systems by rejecting all comprehensive systems and ideologies, including the ideology of institutional absolutism, or state sovereignty. Critical social movements 'are particularly suspicious of the way in which unity claimed in the name of Reason, History, God, the State, or Human Nature has been used to humiliate or exterminate the different, the marginal, the other'³⁹.

³⁸GLOBE AND MAIL, «Windsor: both sides of the street».

³⁹WALKER, R.B.J., cité dans TURNER, Scott, «Global Civil Society, Anarchy and Governance: Assessing an Emerging Paradigm», p. 32.

Puisque cette société en émergence est tellement diversifiée, en raison de l'étendue des intérêts, des causes, des types de groupes, on perçoit souvent cette société comme étant incohérente et fragmentée, contrairement à la société nationale unie autour d'un État⁴⁰.

À présent, au lieu d'entretenir leurs rapports avec l'État, plusieurs groupes de la société civile semblent plutôt diriger leurs rapports vers les institutions multilatérales telles l'OMC, soit les «représentants» de la mondialisation. Ces institutions forment la gouvernance globale. Bien qu'il y ait une possibilité de tirer des parallèles à partir de la relation entre les membres de la société civile nationale et l'État, d'une part, et les acteurs de la société civile mondiale et la gouvernance globale, d'autre part, c'est-à-dire en terme des luttes ou pressions exercées afin de changer certaines choses, nous pensons que la nature des relations et des rapports est différente. La relation État/société civile représente une relation plus réciproque dans le sens où l'État peut accorder des droits ou protections aux membres de la société civile. Dans le cas où les mouvements s'opposent à des agents de l'économie globale, le rapport n'est plus le même puisqu'il n'est plus réciproque. Ces derniers ne sont pas redevables aux citoyens: «Non seulement ces *potestates indirectae* n'ont de façon générale aucun compte à rendre à qui que se soit et ne sont donc ni responsables ni imputables d'un point de vue politique, mais cette nébuleuse contribue par ailleurs à réduire l'importance des acteurs et des institutions démocratiques elles-mêmes»⁴¹. L'action des groupes représente plutôt une confrontation ou des pressions exercées sur une organisation. Si cette organisation cède, on pourrait y voir un certain degré de réciprocité mais jamais à un même niveau que l'État puisque

⁴⁰ Il est possible de constater la diversité des groupes composant la société civile mondiale en se référant aux propos de Scholte dans la prochaine section. Une grande partie de la conceptualisation de Scholte s'attarde justement à la description et à la composition des groupes au sein de cette société.

⁴¹ THIBAUT, Jean-François, «Réflexions sur la démocratie, la mondialisation et les relations internationales», *Associations Transnationales*, no. 4, 1999. Online: <http://www.uia.org/uiata/THIBAUT.htm>, date d'accès: 20/01/00, 14h57.

cette organisation n'est pas en mesure d'accorder des droits ou un statut à un individu. Dans une étude sur les groupes de la société civile et l'OMC, Scholte et al. ont décrit les relations ou les rapports comme étant inégaux, superficiels et limités en réciprocité⁴².

Les institutions de la gouvernance globale entretiennent bien souvent des rapports sélectifs avec la société civile. Ces institutions voient alors d'une façon «positive» la société civile mondiale et les possibilités qu'elle met de l'avant afin d'influencer les structures émergentes du pouvoir⁴³. Toutefois, les agents de la société civile favorisés par ces institutions sont souvent ceux qui véhiculent une vision du monde et une organisation (hiérarchique) similaires à celles de ces institutions. Dans leur étude portant sur l'OMC, Scholte et al. ont trouvé que les associations économiques avaient davantage accès à cette institution:

The various elements of civil society have not enjoyed equal opportunities to engage with the WTO. In a rough ranking, conformers like business associations have usually had easiest access. Thus for example, 65 percent of the civic organizations accredited to attend the Singapore Ministerial Conference represented business interests. Certain reformist groups such as trade unions, environmental NGOs, and development NGOs have generally come (a rather distant) second. Many other civic bodies, including most grassroots associations, have had no direct entry to the WTO at all⁴⁴.

De son côté, Massicotte donne comme exemple le cas de la Commission de la Gouvernance Globale. Quoique la Commission veuille que la société civile joue un rôle de démocratisation de la gouvernance globale, elle ne cherche pas à problématiser le système néolibéral qui est souvent responsable de l'instabilité économique et

⁴²SCHOLTE, Jan Aart, O'BRIEN, Robert and Marc WILLIAMS, «The WTO and Civil Society», *Journal of World Trade*, vol. 33, no. 1, February 1999, p. 118.

⁴³MASSICOTTE, Marie-Josée, «Global Governance and the Global Political Economy: Three Texts in Search of a Synthesis», *Global Governance: A Review of Multilateralism and International Organizations*, vol. 5, no. 1, Jan.-Mar. 1999, p. 128.

⁴⁴SCHOLTE, Jan Aart, O'BRIEN, Robert and Marc WILLIAMS, «The WTO and Civil Society», p. 118.

environnementale, l'augmentation de la pauvreté ainsi que les inégalités au sein des populations⁴⁵.

Les groupes sociaux et la gouvernance globale émettent donc des visions du monde différentes qui contribuent à des perspectives différentes de ce que doit représenter une société civile mondiale. Ces deux conceptions de société civile mondiale ainsi que les rapports ou relations d'exclusion ont été visibles lors de différentes conférences ou négociations internationales, lors de sommets internationaux mis en place par l'ONU, entre autres le Sommet de la Terre à Rio sur l'environnement et le Sommet de Beijing sur la question de la femme. Lors de ces deux instances, se développèrent deux sommets séparés, soit un sommet officiel et un sommet en marge ou parallèle⁴⁶. La mobilisation contre l'AMI et l'OMC peut être considérée en tant que manifestations en marge.

Il a été possible de voir que l'émergence d'une société civile mondiale, selon plusieurs auteurs, est un phénomène différent de la société civile au niveau national, d'où le besoin de sa propre conceptualisation et non une simple extension conceptuelle de la notion historique de société civile. Il s'ensuit de voir si une définition de société civile mondiale permet de clarifier la mouvance sociale qui s'est mobilisée lors des moments en question, cette mouvance étant souvent considérée en tant qu'acteur de la société civile mondiale⁴⁷.

⁴⁵MASSICOTTE, Marie-Josée, «Global Governance and the Global Political Economy: Three Texts in Search of a Synthesis», p. 130-131.

⁴⁶CLARK, Ann Marie, Elisabeth J. FRIEDMAN and Kathryn HOCHSTETLER, «The Sovereign Limits of Global Civil Society: A Comparison of NGO Participation in UN World Conferences on the Environment, Human Rights, and Women», *World Politics*, no. 51, October 1998, p. 1-35.

⁴⁷Les membres des différents groupes se sont présentés ainsi dans une pétition contre l'OMC (PUBLIC CITIZENS' GLOBAL TRADE WATCH, «Statement from Members of International Civil Society Opposing A Millennium Round of Comprehensive Trade Negotiations», Online: http://www.citizen.org/pctrade/gattwto...nisterial/intl_no_new_round_letter.htm, date d'accès: 31/01/01, 9h53). Mary Kaldor perçoit les événements de Seattle en tant qu'expression de la société civile mondiale: «This is how I would interpret what happened in Seattle: as a form of global political contestation, an expression of global civil society» (KALDOR, Mary,

La société civile mondiale selon Scholte

Scholte, dont les écrits font, entre autres, autorité sur la société civile mondiale, est un des premiers à établir des critères spécifiques d'une telle entité, nous permettant d'appliquer ces derniers pour voir ce qui en est de la résistance à la mondialisation économique.

Scholte avance une définition vaste de la société civile mondiale afin qu'il soit possible de traiter de la diversité et des développements à venir d'une telle société: «We therefore need not a definitive definition, but a notion of civil society that, with due regard for cultural and historical contexts, promotes insight and effective policy in the contemporary world»⁴⁸. Il commence donc par expliquer ce qui est inclus dans une société civile, en général, et par la suite ce qui distingue une société civile mondiale. Toutefois, comme on le verra plus loin, bien que la définition de Scholte soit vaste et comporte des éléments spécifiques permettant de dénoter les types de groupes qui composent une société civile mondiale et l'émergence de cette dernière, elle ne semble pas aborder certaines forces et dynamiques importantes des forces sociales à l'oeuvre lors des événements entourant l'AMI et Seattle, démontrant dès lors les contraintes du concept de société civile mondiale en tant qu'outil d'analyse.

Les acteurs de la société civile

Dans un premier temps, une grande partie des efforts de conceptualisation de la société civile mondiale est souvent les éléments à inclure ou exclure. Pour Scholte, la société civile agirait en tant que troisième secteur («third sector»), soit une sphère d'action qui, quoique souvent reliée à l'État et au marché, se distingue de ces deux entités. La société civile est donc non-officielle, non-gouvernementale, et rassemble un

«'Civilising' Globalisation? The Implications of the 'Battle in Seattle'», p. 106).

⁴⁸SCHOLTE, Jan Aart, «Global Civil Society: Changing the World».

ensemble de groupes, d'associations et de réseaux qui tentent d'influencer les politiques, les règlements, les valeurs et les normes généralement de façon progressiste:

In terms of membership and constituencies, for example, it includes academic institutes, business associations, community-based organisations, consumer protection bodies, criminal syndicates, development cooperation groups, environmental campaigns, ethnic lobbies, foundations, farmers' groups, human rights advocates, labour unions, relief organisations, peace activists, professional bodies, religious institutions, women's networks, youth campaigns and more⁴⁹.

Doit-on inclure ou exclure les forces qui n'ont pas des buts progressistes? Scholte ne néglige pas les groupes qui n'avancent pas des buts progressistes (ex. milices, mafias ou groupes religieux fondamentalistes), soit des groupes qui tentent souvent de saper les questions de justice sociale et de bien-être général. Ces groupes font également partie de la société civile puisque, comme l'explique Scholte: «In short, it must never be forgotten that civil society is not intrinsically virtuous»⁵⁰.

Plusieurs se sont également attardés au besoin d'inclure ou non les forces économiques. Scholte cherche à exclure les acteurs économiques de la notion de société civile. Lipschutz et Falk, sont du même avis que Scholte dans le sens où ils n'incluent pas les acteurs économiques non-étatiques, puisque les acteurs de la société civile ne sont pas à la recherche du profit: «[...]civil society is not the market: it is a non-commercial realm. Civil society bodies are not companies or parts of firms; nor do they seek to make profit»⁵¹. Pour la Commission de la gouvernance globale, les forces économiques sont considérées comme des forces progressistes et s'inscrivent dans la notion de société civile⁵². Pour d'autres, une conception moins restrictive de la société

⁴⁹*Ibid.*

⁵⁰*Ibid.*

⁵¹*Ibid.*

⁵²MASSICOTTE, Marie-Josée, «Global Governance and the Global Political Economy: Three Texts in Search of a Synthesis», p. 140.

doit inclure les forces économiques puisqu'elles peuvent contraindre la société civile. Selon Smith et Smythe, l'inclusion est essentielle puisqu'en excluant l'économie, le conflit entre le capital et le travail se voit écarté : «[...] the economy cannot be omitted from the civil society. By leaving the economy outside of civil society, we neglect to analyse ways in which the economy can be seen as a despotic force as prone to coerce civil society as the state»⁵³.

Les composantes spécifiques de la société civile mondiale selon Scholte

Comme il en a déjà été question, Scholte avance quatre composantes qui dénotent l'émergence d'une société civile mondiale et qui diffèrent fondamentalement des éléments de la société civile nationale, soit l'organisation mondiale, l'intérêt porté à des causes qui transcendent les territoires, les moyens de communication utilisés ainsi que la solidarité mondiale entre les différentes parties de cette société⁵⁴.

L'ère de la mondialisation a contribué à l'internationalisation de plusieurs phénomènes:

The generalization of internationalization processes has meanwhile enabled numerous other social categories to recognize themselves as global subjects (teachers, women, and even ethnic and regional minorities). Internationalization processes have also created increasing social problems of an increasingly global nature (indebtedness, threats to the ozone layer, AIDS, state terrorism, Chernobyl). Increasingly, also, these problems are being dealt with the international fora, and the popular interests are expressing themselves in internationalist terms⁵⁵.

⁵³SMITH, Peter J. and Elizabeth SMYTHE, «Globalization, Citizenship and Technology: The MAI Meets the Internet», *Canadian Foreign Policy*, vol. 7, no. 2, Winter 1999, p. 88

⁵⁴SCHOLTE, Jan Aart, «Global Civil Society: Changing the World».

⁵⁵WATERMAN, Peter, «For the Liberation of Internationalism: A Long March Through the Literatures», *Alternatives*, vol. XIV, 1989, p. 43.

D'après Scholte, cette internationalisation ou cette mondialisation contribue au phénomène de «déterritorialisation» et donc à la possibilité de créer un espace social qui transcende les limites géographiques et qui rend possible l'élargissement de la société civile. De ce fait, l'organisation de la société civile devient mondiale, visible à travers des coalitions, des liens, des associations et des groupes transnationaux⁵⁶. Toutefois, les développements de la société civile mondiale ne remplacent pas les sociétés civiles nationales ni les moyens d'activisme politique traditionnel.

Les formes d'organisation des groupes constituant la société civile mondiale peuvent varier: «In terms of organisational forms, civil society includes formally constituted and officially registered groups as well as informal associations that do not appear in any directory»⁵⁷. D'autre part, les acteurs de différents niveaux se retrouvent au sein de la société civile mondiale, soit des acteurs du local, du national et du mondial, d'où l'utilité de faire une distinction entre les acteurs de la société civile mondiale et la société civile nationale. Aussi, le degré de radicalisme peut varier entre les différentes organisations, c'est-à-dire que certains groupes sont davantage radicaux dans leurs revendications, d'autres plus réformistes, d'autres plus conformistes, etc.⁵⁸ Les différentes formes d'organisation et de revendication qu'avancent les groupes mènent à l'utilisation de différentes stratégies et objectifs contribuant nécessairement à la diversité et l'hétérogénéité de la société civile mondiale.

D'autre part, la société civile mondiale semble s'intéresser principalement à des causes mondiales telles que l'économie, l'environnement, les droits de l'homme, la pauvreté, la condition de la femme, etc., soit des questions qui ne relèvent pas d'un territoire spécifique et qui se voient progressivement sous l'influence de la

⁵⁶SCHOLTE, Jan Aart, «Global Civil Society: Changing the World».

⁵⁷*Ibid.*

⁵⁸SCHOLTE, Jan Aart, O'BRIEN, Robert and Marc WILLIAMS, «The WTO and Civil Society», p. 112.

mondialisation⁵⁹. Par conséquent, les différents groupes font de plus en plus pression auprès des institutions de la gouvernance globale, souvent parce qu'ils pensent que l'État national est contraint par les structures de l'ordre mondial et que ces institutions internationales ont le pouvoir de changer les conditions existantes.

La société civile mondiale fait également usage de moyens de communication tels que l'Internet, le télécopieur, le téléphone, diffusant rapidement toute information, permettant de coordonner des activités à l'échelle mondiale. Ces outils permettent de créer des liens, de réduire la distance physique et les frontières entre les populations. Certains pensent également qu'il s'agit là d'un moyen de démocratisation, un espace neutre où on ne discrimine pas le genre, la nationalité et la race.⁶⁰ Cependant, il ne faut pas négliger certaines limites, notamment en ce qui a trait aux questions de classe, comme l'explique Froehling:

The disadvantages of cyberspace are no less known: the class bias at its heart (who can afford to be on the Net, and who has access?); its urban and First World bent; its masculine and white nature; its predisposition toward the English language; its isolating nature (community is

⁵⁹SCHOLTE, Jan Aart, «Global Civil Society: Changing the World». Toutefois, Scholte tient à préciser que les développements qui contribuent à l'émergence d'une société civile mondiale ne mènent pas nécessairement à la démocratisation de l'ordre existant et à une plus grande solidarité. En effet, dans certains cas, ces développements ont facilité les réseaux criminels transnationaux et la diffusion de propagande raciste, violente, etc. via Internet. Les développements peuvent donc contribuer à la fois à un résultat positif ou négatif. Le défi, selon Scholte, c'est de faire avancer les activités progressistes de la société civile en diminuant le potentiel négatif: «The challenge is to take global civic activity forward in ways that minimise the potential pitfalls and maximise the potential benefits» (SCHOLTE, Jan Aart, «Global Civil Society: Changing the World»).

Le cas de la majorité des groupes qui s'oppose à l'AMI et de l'OMC semble faire partie d'un phénomène aux buts progressistes, avançant des valeurs et des normes qui reflètent une vision du monde plus juste et cosmopolite. Toutefois, ce ne sont pas tous les groupes ou individus contre la mondialisation économique qui ont cette vision. Le cas de la droite américaine, qui avance une vision ultra-nationaliste, en est un exemple. Puisque nous croyons que les principes prônés par la majorité des manifestants à Seattle et contre l'AMI étaient pour la plupart progressistes, nous nous attarderons davantage sur ces forces que sur celles qui promouvoient des principes racistes, sexistes, ultra-nationalistes, etc.

⁶⁰KLEIN, Hans K. «Tocqueville in Cyberspace: Using the Internet for Citizen Associations», *The Information Society*, vol. 15, 1999, p. 213-220.

achieved only with a very individualized and lonely interaction with a machine); the information overload and triviality of images; and the Internet's inherent visual bias⁶¹.

L'Internet et l'espace qu'il crée reflètent souvent les relations de pouvoir qui existent présentement. Comme instrument d'égalité, de démocratisation et de libération, cet outil peut s'avérer inadéquat.

Enfin, la solidarité caractérise les relations entretenues au sein de la société civile mondiale. En effet, les mouvements sociaux contemporains tendent à considérer la solidarité en tant que relations humaine et sociale qui aurait préséance sur toute autre forme de relation⁶². De plus, cette solidarité tend à dépasser les contraintes territoriales.

En se penchant sur les critères de Scholte, il est possible de les relever dans les manifestations contre l'AMI et l'OMC à Seattle. Plusieurs des coalitions participant aux événements étaient considérées internationales sinon mondiales puisqu'elles regroupaient de nombreux pays et ne représentaient pas seulement les pays du Nord (notons, entre autres, la présence du Third World Network, coalition basée en Malaisie). De même, certains groupes ou mouvements étaient transnationaux, c'est-à-dire ayant des filiales un peu partout dans le monde (i.e. Friends of the Earth, Greenpeace, etc.). Par ailleurs, la cause à laquelle s'intéressaient les groupes dans les deux cas était l'opposition à la libéralisation de l'économie ou du capital et donc au modèle néolibéral de la mondialisation, soit un phénomène ayant un impact mondial. En ce qui a trait au sentiment de solidarité, il semble que ce principe soit à la base du mouvement. Cette solidarité peut être visible par la réconciliation (temporaire peut-être) entre des intérêts divergents au nom de la cause. Nous pensons entre autres aux écologistes et aux

⁶¹FROEHLING, Oliver, «The Cyberspace "War of Ink and Internet" in Chiapas, Mexico», *The Geographical Review*, vol. 87, no. 2, April 1997, p.292-293.

⁶²WATERMAN, Peter, «For the Liberation of Internationalism: A Long March Through the Literatures», p. 44.

syndicats qui se sont confrontés pendant de nombreuses années et qui marchaient ensemble à Seattle. Enfin, les groupes ont vu l'efficacité de leurs actions augmenter par l'utilisation de nouvelles technologies, soit par Internet.

Les limites du modèle de Scholte

En considérant les critères de Scholte, il semblerait qu'une société civile mondiale émerge et que cette émergence soit visible lors des événements entourant l'AMI et Seattle. Toutefois, suite à cette émergence, il devient nécessaire, à notre avis, de s'interroger sur les dynamiques de cette société et la pertinence de la théorisation de Scholte à ces fins.

Scholte incorpore des groupes hétéroclites, des associations qui s'organisent de façon diverse, qui ont recours à différentes ressources et stratégies, qui ont des objectifs disparates (i.e. conformistes, réformistes, radicaux), etc. En considérant l'approche de Scholte, il est possible de constater la difficulté de procéder par la description de la composition de la société civile. Cette approche laisse le lecteur avec certaines questions. Est-ce que ces groupes réussissent à s'unir autour d'un projet commun? Est-ce qu'il est possible rassembler ces différents objectifs et stratégies ou est-ce que chaque demande des différents groupes tombe dans le particularisme?

Par ailleurs, l'attention de Scholte portée au phénomène de déterritorialisation, expliquant le développement de l'espace de la société civile mondiale ainsi que la description des quatre éléments composant la société civile mondiale, sert à définir le contour (i.e. l'espace, son organisation, ses membres) de la société civile mondiale. Mais l'articulation d'un tel phénomène fait défaut dans la conceptualisation de Scholte. Par articulation nous voulons insister sur la mise en relation des différentes parties d'un phénomène. Nous pensons qu'il est nécessaire, afin de mieux comprendre la mouvance sociale ou même dans la conceptualisation de la société civile mondiale, d'avoir recours

à ce concept⁶³. Nous définissons articulation à partir de l'interprétation que fait Hall des écrits de Foster-Carter:

Foster-Carter correctly suggests that is (sic) is a metaphor used to 'indicate relations of linkage and effectivity between different levels of all sorts of things' - though he might have added that these things require to be linked because, though connected, they are not the same. [...] The unity formed by this combination or articulation, is always, necessarily, a 'complex structure': a structure in which things are related, as much through their differences as through their similarities⁶⁴.

Ce concept peut s'avérer utile afin de démontrer la nature complexe de la résistance sociale et de l'émergence possible de la société civile mondiale. En s'intéressant à l'articulation de la mouvance et en allant puiser dans les moments concrets, c'est-à-dire en contextualisant les forces sociales, il est possible de relater de façon plus fidèle la mouvance. Il ne s'agit pas simplement d'une sphère avec des groupes mais bien d'une sphère avec des groupes qui interagissent ensemble d'une manière ou d'une autre, d'où la nécessité de s'intéresser à ces interactions.

L'approche de Scholte néglige plusieurs aspects importants du phénomène de société civile mondiale. Que se passe-t-il dans cet espace? Est-ce que ces différentes organisations peuvent créer un projet commun ou assurer la cohérence? À quoi s'opposent-elles? Les explications de Scholte, bien qu'elles contribuent à dénoter l'émergence de cette société, négligent les mécanismes sous-jacents, exposant dès lors son approche descriptive. Par exemple, Scholte avance que cette société civile mondiale

⁶³Ce concept a été utilisé entre autres dans le cadre des études portant sur les modes de production. Le concept d'articulation permet de voir le capitalisme non en tant qu'évolution, succession, transition ou transcendance par rapport aux systèmes de productions précédants mais plutôt en tant que coexistence ou conjonction (FOSTER-CARTER, A. «The modes of production debate», *New Left Review*, no. 107, 1978, p. 51).

⁶⁴HALL, Stuart, «Race, articulation and societies structured in dominance», *Sociological theories: race and colonialism*, sous la direction de l'UNESCO, Paris, UNESCO, 1980, p. 325.

est hétérogène. Si cette société est hétérogène, Scholte omet de nous expliquer comment s'articulent et cohabitent les différents groupes représentant divers intérêts, souvent contradictoires. Que font les groupes face à des différences d'opinion, de stratégies, de causes? Comment établir et maintenir la solidarité face à cette hétérogénéité? Nous pensons qu'un concept de la société civile mondiale doit s'intéresser à ces questions si elle veut expliquer de façon exhaustive les phénomènes de résistance mondiale.

Scholte, en soulignant la forme hétérogène de la société civile mondiale et en n'expliquant pas la mise en relation des différents groupes, contribue partiellement à une image incomplète de cette société. Il n'est pas étonnant que certains, misant sur cette hétérogénéité, cherchent à associer les termes d'incohérence et de fragmentation au phénomène que constitue la «société civile mondiale». En effet, à propos des événements entourant Seattle, les différents intérêts présents, se prononçant tous contre l'OMC, sont pour plusieurs un ensemble de manifestants hétérogènes sans cohérence et qui n'ont pas de notion ou connaissance du bien-être que peut apporter une organisation comme l'OMC. Les prochains énoncés cités de *The Economist* serviront à démontrer nos propos. Dans un numéro précédant la manifestation, on décrit l'incohérence et l'ignorance des manifestants: «[...] a rag-bag that includes trade unionists, environmentalists, aid lobbyists, consumer-rights campaigners, human-rights activists and even a group called "Alien Hand Signals"»⁶⁵. Aussi, *The Economist* avance que les manifestants font preuve d'ignorance: «It is hard to say which was worse - watching the militant dunces parade their ignorance through the streets of Seattle, or listening to their lame-brained governments respond to the arguments»⁶⁶. Il est possible de négliger la cohérence du mouvement en se penchant uniquement sur la forme non-hiérarchique, décentralisée, non-uniforme de cette société, en contraste à l'organisation centralisée, hiérarchique et uniforme des institutions de la gouvernance globale. Toutefois, nous

⁶⁵THE ECONOMIST, «The battle in Seattle», November 27th 1999, p. 21.

⁶⁶THE ECONOMIST, «Clueless in Seattle», December 4th 1999, p. 17.

pensons que le concept de «cohérence» ne doit pas être vu en tant que «consensus» ou «homogénéité» ou «unité». En se fiant à de telles définitions, tout phénomène diversifié ou hétérogène serait considéré comme incohérent ou illogique. La cohérence fait référence à un assemblage (d'éléments semblables ou différents), une organisation logique à l'opposé d'une coïncidence de mouvements. Il y a cohérence lorsque les éléments d'un phénomène sont en harmonie, consistants et compatibles⁶⁷. Plusieurs ont fait la remarque à propos de l'habileté des manifestants de Seattle de rassembler des intérêts qui auparavant semblaient incompatibles, notamment l'environnementalisme et le syndicalisme. Les enjeux semblent être articulés de façon plus large de manière à ce que plusieurs causes soient assemblées autour d'un discours. Par ailleurs, bien que les stratégies des groupes aient été différentes, ces dernières peuvent souvent être considérées comme complémentaires, un autre phénomène visible à Seattle (voir chapitre 2). Par complémentarité, nous entendons:

Complementarity suggests the provision of that which is missing, and therefore an exchange of different desired qualities. A Complimentary Solidarity would mean that what was moving in each direction could differ but be equally valued by participants in the transaction⁶⁸.

En étudiant cette mouvance ou ce que d'autres voient comme une société en émergence, il semblerait non seulement que la panoplie d'intérêts représentés se voit rassemblée autour d'un enjeu large qu'est celui de la mondialisation économique néolibérale, mais que cette forme non-hiérarchique, décentralisé et non-uniforme soit intentionnelle et non un signe d'échec ou d'un manque d'efficacité. Cette organisation

⁶⁷ Notre définition est adaptée de celle de Lichbach portant sur la cohérence des régimes politiques. LICHBACH, Mark Irving, *Regime Change and the Coherence of European Governments*, Denver, Monograph Series in World Affairs, Graduate School of International Studies, University of Denver, 1984, p. 6.

⁶⁸ WATERMAN, Peter, «Social Movements, Local Places and Globalized Spaces: Implications for 'Globalization from Below'», *Globalization and the Politics of Resistance*, sous la direction de Barry K. GILLS, London, MacMillan Press Ltd, 2000, p. 141.

délibérée s'explique par l'effort des groupes de se dissocier des institutions en place. Aussi, il semblerait qu'il y ait un certain niveau de cohérence entre les différents éléments de cette mouvance, en raison de l'interaction entre les groupes hétéroclites et de leur opposition commune à la mondialisation. Le concept de société civile mondiale de Scholte ne semble pas être en mesure de nous aider à comprendre comment les groupes s'opposent à la mondialisation économique et comment leur opposition est convergente, pointant à un seul interlocuteur.

Afin de mieux cerner et expliquer les dynamiques à l'oeuvre dans les moments en question et puisque ces dynamiques ne sont pas ou presque pas abordées dans les écrits sur la société civile mondiale, il est nécessaire d'avoir recours à une contribution théorique qui s'intéresse aux dynamiques de l'action collective, soit le courant des mouvements sociaux. Bien que la mouvance qui nous intéresse n'est pas composée uniquement de mouvements sociaux, ces derniers sont largement présents au sein du phénomène. Les écrits sur ces mouvements qui cherchent souvent à répondre au «comment» et «pourquoi» de l'action collective, pourraient donc nous éclairer sur les événements entourant les manifestations récentes.

Les mouvements sociaux

Cherchons à l'aide de ces écrits les explications possibles des dynamiques qui semblent se manifester au sein de la mouvance, dynamiques visibles lors des événements entourant l'AMI et Seattle, qui peuvent nous éclairer sur la nature de la résistance. L'étude des différents mouvements sociaux contestataires et d'action collective a été largement dominée par deux courants théoriques, soit la théorie de la mobilisation des ressources («resource mobilization theory») et l'approche des nouveaux mouvements sociaux. Par ailleurs, il existe aussi une approche gramscienne servant à l'analyse des mouvements sociaux. Chacune de ces approches s'intéresse à différents aspects des mouvements et pourraient clarifier certains aspects de la mouvance qui expliqueraient la

convergence, et par conséquent nous être utile dans la compréhension de la résistance⁶⁹.

La théorie de la mobilisation des ressources

D'une part, la théorie de la mobilisation des ressources s'intéresse au «comment» de l'action collective, c'est-à-dire au comment de l'organisation et de la participation de tels mouvements (en terme de ressources, i.e. financement, personnel, temps, etc.). La théorie se penche sur le processus de mobilisation d'un mouvement social, la mobilisation étant vue comme la mise en commun des ressources qui sont d'utilité pour l'action collective d'un groupe. La théorie s'intéresse à l'intérêt commun qui rassemble les individus en un groupe et qui les pousse à agir⁷⁰. En somme, selon Carroll, l'utilité d'un tel courant théorique est la suivante:

RMT offers a useful means of conceptually mapping the field of movement activism in *pragmatic* terms. That is to say, it attends to mechanism rather than substance [...], to the "how" of contemporary movements - the practicalities of mobilization and strategic interaction in pursuit of collective goods⁷¹.

Cette approche a souvent été critiquée en raison de son accent sur les ressources palpables qui contribuent à la mobilisation des groupes. Dans le but de remédier à cette faiblesse, plusieurs auteurs associés à la théorie de mobilisation des ressources ont tenté d'élargir la conceptualisation en s'intéressant à l'environnement dans lequel se forme un mouvement, d'où la provenance du concept de «collective-action frames» (cadre

⁶⁹Nous sommes conscients de la diversité des écrits portant sur les mouvements sociaux. L'objet de notre étude n'est pas de décortiquer ou de reproduire les débats entourant ces écrits, mais plutôt de démontrer que ce courant théorique offre des concepts pouvant être utiles pour nous éclairer sur la dynamique de ces mouvements. De ce fait, nous nous appuyons sur des synthèses ou des exposés d'ensemble de quelques auteurs afin de relever certains aspects de l'action collective qui se retrouvent dans notre objet d'étude, soit la mouvance sociale qui s'est constituée et qui s'oppose à la mondialisation économique.

⁷⁰CARROLL, William K. (dir.), «Social Movements and Counterhegemony: Canadian Contexts and Social Theories», *Organizing Dissent: Contemporary Social Movements in Theory and Practice*, Toronto, Garamond Press, 2e édition, 1997, p. 8-9.

⁷¹*Ibid.*, p. 14.

d'action collective ou système de référence)⁷². Ce concept cherche à expliquer les motivations, les croyances similaires qui motivent les individus et les poussent à s'engager dans une action quelconque. Carroll utilise la définition de Snow et Benford à titre d'exemple:

Snow and Benford (1992) define collective-action frames as emergent action-oriented sets of meanings and beliefs that inspire and legitimate social movements campaigns and activities. Simply put, such frames are interpretive schemata through which movements define certain conditions as unjust, attribute responsibility for the injustice, and point to alternatives that might be achieved through collective action⁷³.

Il y a également la possibilité d'élargir ce concept et de traiter de «master frame» (cadre directeur). En effet, le cadre d'action collective peut servir à trois différents niveaux, soit par rapport à un événement particulier, par rapport à une question particulière ou enfin par rapport à une question plus large qui rassemble plusieurs questions particulières, la dernière option représentant le cadre directeur. Ce dernier peut être très utile dans le cas où il y a une diversité importante de groupes. Le cadre peut dès lors servir d'outil qui rassemble et qui donne une certaine cohérence au mouvement: «The research that has been reported on master frames suggests that they enable heterogeneous groups to be allied in common political struggles, and thus lend coherence to movement politics of a historical conjuncture, or even an era»⁷⁴.

Ce développement théorique peut être utile pour notre étude. Dans le cas des groupes qui composent la mouvance sociale s'opposant à l'AMI et Seattle, ils semblent s'unir autour d'un ennemi commun, la mondialisation économique. Le cadre que

⁷²CARROLL, William K. and Robert S. RATNER, «Master Frames and Counter-Hegemony: Political Sensibilities in Contemporary Social Movements», *The Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 33, no. 4, November 1996, p. 410.

⁷³*Ibid.*, p. 410-411.

⁷⁴*Ibid.*, p. 411.

représente la mondialisation rassemble plusieurs questions particulières (i.e. l'environnement, les droits humains, la santé, les droits des travailleurs, la question de la femme, etc.) en une lutte. Ce concept peut également servir dans l'explication de l'effort soutenu entre les moments de résistance, la continuité de la lutte étant assurée par la façon dont les enjeux ont été formulés et cadrés. En effet, il semble y avoir un engrenage entre les manifestations où on articule les mêmes enjeux. Le cadre de la mondialisation économique semble être en mesure d'expliquer plusieurs injustices par rapport aux différentes causes des mouvements sociaux.

Il est important de noter que la notion de cadre, telle qu'élaborée dans les écrits de la théorie de la mobilisation des ressources, précède habituellement l'action de sorte que les groupes expliquent et organisent leurs actions en fonction d'un cadre déjà établi: «[...] ces cadres organisent l'expérience et guident l'action que ce soit au plan individuel ou collectif»⁷⁵. Le cadre est donc préalable à l'action. Toutefois, dans le cas de la mouvance sociale lors de l'AMI et Seattle, le cadre d'action collective ne précède pas toujours l'action. Le cadre semble être élaboré en même temps que se déroule l'action, le cadre étant toujours en construction. Les groupes modifient ou construisent le cadre au fur et à mesure que de nouveaux obstacles se présentent afin d'accommoder la situation et les différences qui se présentent d'une manifestation à l'autre.

Un autre développement dans le courant de mobilisation des ressources est la thèse de l'institutionnalisation partielle, utile à notre étude. Il semblerait aujourd'hui que dans bien des cas, les mouvements et groupes sociaux ne cherchent pas à s'institutionnaliser. Hamel et al. avancent que la thèse de l'institutionnalisation partielle, une conceptualisation élaborée par les tenants de la théorie de la mobilisation des ressources, entre autres par Tarrow, McAdam et Tilly, s'attarde au fait que les

⁷⁵ KECK, Margaret E. et Kathryn SIKKINK, «Les réseaux de militants dans la politique internationale et régionale», *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 159, Mars 1999, p. 104.

mouvements sociaux contemporains ne cherchent pas à s'intégrer complètement aux institutions en place afin de demeurer autonomes:

Dès lors, les acteurs ne sont jamais entièrement intégrés à l'espace institutionnel. Ils s'engagent à l'occasion sur le terrain du politique institutionnel, mais n'hésitent pas à s'y soustraire ou à revoir leur engagement ou leur participation à partir de conditions souvent définies au préalable. Dans cette perspective, les mouvements sociaux sont en mesure d'utiliser les structures d'opportunité politique qui découlent de la conjoncture ou des changements politiques⁷⁶.

En effet, il y aurait aujourd'hui selon Hamel et al. une disjonction entre les acteurs sociaux et les institutions puisque ces dernières n'arrivent pas à «offrir aux acteurs sociaux un cadre de représentation, d'intégration et d'apprentissage qui soit stable»⁷⁷. Les mouvements sociaux remettent en question les modèles sur lesquels s'organisent les institutions ou organisations, entre autres les modèles hiérarchiques et les modèles qui reproduisent les valeurs dominantes, l'exclusion et les inégalités qui en résultent⁷⁸.

Les mouvements s'organisent donc de façon considérablement différente des institutions «officielles». Les mouvements sociaux adoptent souvent une organisation peu structurée, une direction, une adhésion et un processus de prise de décisions informels⁷⁹. La tendance des mouvements sociaux contemporains de ne pas s'institutionnaliser ou de s'institutionnaliser partiellement et de s'organiser de façon fluide nous est d'intérêt puisqu'il semblerait qu'une certaine fluidité soit une caractéristique inhérente de la mouvance sociale qui nous intéresse, la fluidité pouvant

⁷⁶HAMEL, Pierre, Louis MAHEU et Jean-Guy VAILLANCOURT, «Repenser les défis institutionnels de l'action collective», *Politique et sociétés*, vol. 19, no. 1, 2000, p. 12.

⁷⁷*Ibid.*, p. 13.

⁷⁸*Ibid.*, p. 13.

⁷⁹HERMANN, Tamar, «From unidimensionality to multidimensionality: some observations on the dynamics of social movements», *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, vol. 15, 1993, p. 183.

être décélée en raison de la convergence de groupes à idées, buts et stratégies différentes, sans que les divisions agissent en tant qu'entrave majeure. Les structures informelles et l'institutionnalisation partielle ont surtout été visible à Seattle en exposant les différentes stratégies et tactiques rassemblées dans une organisation décentralisée et coordonnée assurant l'autonomie des groupes.

L'approche des nouveaux mouvements sociaux

L'approche des nouveaux mouvements sociaux s'intéresse plutôt au «pourquoi?» de l'action collective. Les tenants de l'approche avancent que les mouvements agissent principalement en tant qu'expression de nouvelles identités collectives. Ce courant théorique, à la différence de la théorie de la mobilisation des ressources, adopte une approche macrosociologique s'intéressant aux changements et au contexte de la fin du 20e siècle, le contexte expliquant le besoin d'agir⁸⁰. Les nouveaux mouvements sociaux prennent leur distance par rapport aux pratiques politiques instrumentalistes, modernistes et stato-centriques de la gauche traditionnelle⁸¹. Pour Lemire, les demandes des mouvements sociaux contemporains ne sont pas basées sur des intérêts matériels, mais plutôt post-matériels:

Alors que les mouvements antérieurs portaient sur des considérations plus directement «matérielles», c'est-à-dire concrètes, comme la redistribution des richesses et l'accès aux lieux de décision, ceux d'aujourd'hui mettent surtout l'accent sur la résistance à tout contrôle social excessif ou, formulé de façon positive, sur la valorisation de l'autonomie. Ceux et celles qui prennent part au mouvement peuvent ne pas être totalement détachés des préoccupations matérielles, mais ils mettent l'affirmation des modes de vie et des identités au premier plan⁸².

⁸⁰CARROLL, William K., «Social Movements and Counterhegemony: Canadian Contexts and Social Theories», p. 8.

⁸¹*Ibid.*, p. 17.

⁸²LEMIRE, Marc, «Mouvement social et mondialisation économique: de l'AMI au cycle du

Pour Drainville, les nouveaux mouvements sociaux de femmes, de jeunes, d'écologistes, de groupes citoyens, de fermiers, de consommateurs, etc. proviennent de contextes sociaux et politiques différents mais sont unis par un enracinement dans leurs préoccupations immédiates, soit différents combats portant sur l'environnement, la santé, la justice sociale, le travail. Bien que ces mouvements ne font pas preuve d'une aussi grande continuité institutionnelle ou idéologique que d'autres formes d'action collective (i.e. les partis politiques, les groupes de pressions, les associations militantes), leurs efforts et actions s'avèrent importants puisqu'ils tentent de transformer leur contexte politique⁸³.

L'approche des nouveaux mouvements sociaux met l'accent sur les différences et l'identité. De ce fait, on sous-estime souvent la possibilité d'unification ou de partage d'une vision plus large:

[...] in emphasizing the particularistic, fragmentary character of many contemporary movements, and in embracing their wariness to unify or even construct a shared agenda, NSM theorists [...] underestimate the extent to which these movements might share a universalistic vision organized around such modernistic themes as social justice and human rights⁸⁴.

Le point soulevé par Carroll est intéressant puisque les groupes qui composent la mouvance dont nous voulons traiter sont hétéroclites. Carroll nous fait voir que l'hétérogénéité n'empêche pas la convergence des groupes autour de thèmes plus larges.

L'approche des nouveaux mouvements sociaux peut également servir à notre étude puisqu'elle permet de voir un exemple d'action en raison d'une préoccupation au niveau des valeurs et de la transformation de style de vie. Les transformations ne peuvent

millénaire de l'OMC», p. 63.

⁸³DRAINVILLE, André C., «Continental Integration and Civil Society in the Americas», p. 121.

⁸⁴CARROLL, William K., «Social Movements and Counterhegemony: Canadian Contexts and Social Theories», p. 22.

être réalisées par un simple changement au niveau de politiques. Les transformations viendront d'un changement au niveau des valeurs. Ces groupes se détachent des préoccupations reliées à des intérêts personnels. Ce type de discours est précisément celui du mouvement écologique, ce dernier largement présent lors de l'opposition à l'AMI et l'OMC. Les logiques guidant l'ordre existant telles que la production, la consommation, le libre-échange sont profondément irréconciliables avec les valeurs de préservation et la non-commercialisation des ressources.

Les enjeux prônés dans les manifestations contre l'AMI et l'OMC sont articulés autour de valeurs partagées par différents groupes, soit la durabilité de l'environnement, les droits humains, la santé, la justice sociale, etc. La diversité des demandes est unie dans la croyance qu'ont ces mouvements de la nécessité de changement.

Ces deux approches, soit la théorie de la mobilisation des ressources et l'approche des nouveaux mouvements sociaux, ne sont pas mutuellement exclusives. D'après Carroll ces deux approches se retrouvent dans une troisième approche, soit l'approche des mouvements sociaux en tant que contre-hégémonie. Carroll explique que l'approche de la contre-hégémonie sert à éclairer le «pourquoi» et le «comment», en mettant l'accent sur l'émergence de l'opposition au système existant (visible par l'effritement du consensus) et sur les efforts et les stratégies de lutte à mener (en donnant des caractéristiques de ce que constitue une lutte efficace, par exemple le besoin d'un effort soutenu).

L'approche gramscienne des mouvements sociaux

Le concept de contre-hégémonie tel qu'élaboré dans les écrits de Gramsci, interprété par différents auteurs tels que Carroll et Cox, s'intéresse à la possibilité de changement de l'ordre existant, le changement provenant de forces sociales tels que des mouvements ou des différents groupes de la société civile afin d'améliorer le sort de l'humanité. Les écrits de Gramsci peuvent être considérés comme une branche de

théorie critique qui veut non seulement analyser et comprendre les changements du monde mais qui sert surtout de guide normatif en vue d'une action collective de résistance⁸⁵.

Afin de mieux comprendre la contre-hégémonie, il est nécessaire de se pencher sur le concept d'hégémonie:

By hegemony Gramsci meant the permeation throughout civil society - including a whole range of structures and activities like trade unions, schools, the churches, and the family - of an entire system of values, attitudes, beliefs, morality, etc. that is in one way or another supportive of the established order and the class interest that dominate it. Hegemony in this sense might be defined as an 'organizing principle', or a world view (or a combination of such world-views), that is diffused by agencies of ideological control of every area of daily life. To the extent that this prevailing consciousness is internalized by the broad masses, it becomes part of 'common sense'⁸⁶.

L'hégémonie se rapporte donc aux pratiques et codes culturels ainsi qu'aux relations sociales qui servent à organiser le consentement des différents individus⁸⁷. Dans les sociétés capitalistes, la bourgeoisie, en formant des alliances (l'ensemble de ces alliances forme un bloc hégémonique), articule et présente ses intérêts comme étant ceux de tous, l'intérêt général. Elle maintient son pouvoir par le compromis, c'est-à-dire en faisant certaines concessions aux classes de la base afin d'assurer leur consentement et d'assurer l'unité de la collectivité: «In this way, a "general interest" or collective identity is constructed that unites dominant and subordinate alike as members of the

⁸⁵CARROLL, William K., «Social Movements and Counterhegemony: Canadian Contexts and Social Theories», p. 23.

⁸⁶BOGGS, Carl cité dans MOEN, Darrell Gene, «Analysis of Social Transformative Movements in Advanced Capitalism: A Neo-Gramscian Approach», *Journal of Policy and Culture*, vol. 3, March 1998, Online: <http://www.fps.chuo-u.ac.jp/~moen/essays/gram.htm>, date d'accès: 03/06/00, 15h52.

⁸⁷CARROLL, William K., «Social Movements and Counterhegemony: Canadian Contexts and Social Theories», p. 24.

same political community»⁸⁸. Selon Cox, l'hégémonie aujourd'hui est véhiculée, en partie, par un bloc historique mondial émergent:

There is something that could be called a nascent global historic bloc consisting of the most powerful corporate economic forces, their allies in government, and the variety of networks that evolve policy guidelines and propagate the ideology of globalization. States now by and large play the role of agencies of the global economy, with the task of adjusting national economic policies and practices to the perceived exigencies of global economic liberalism. [...] Competitiveness in the world market has become the ultimate criterion of state policy which justifies the gradual removal of the measures of social protection built up in the era of the welfare-state. Neo-liberalism is hegemonic ideologically and in terms of policy⁸⁹.

Les contradictions ainsi que les crises, inhérentes au capitalisme, peuvent remettre en question un ordre hégémonique. Dans ce cas, il y aurait effritement du consentement et émergence de nouvelles perspectives permettant la construction d'une alternative, soit l'émergence d'un projet contre-hégémonique. Ce projet pourrait rassembler un ensemble de groupes et de mouvements en un bloc contre-hégémonique visant la mise en place d'une société alternative⁹⁰. À l'intérieur de ces groupes, on retrouve les «intellectuels organiques», soit des individus qui ont une éducation et des connaissances approfondies ainsi que des qualités de «leadership», qui s'apparentent davantage avec les classes ou groupes subordonnés et qui cherchent à construire un ordre contre-hégémonique. Leur rôle est de mobiliser la base au projet contre-hégémonique, en éclairant la pensée des groupes sociaux, en leur aidant à comprendre leur situation actuelle dans la société et en leur expliquant la possibilité de

⁸⁸*Ibid.*, p. 24.

⁸⁹COX, Robert, «Civil Society at the Turn of the Millenium: Prospects for an Alternative World Order», p. 12.

⁹⁰CARROLL, William K., «Social Movements and Counterhegemony: Canadian Contexts and Social Theories», p. 25-26

changement de cette situation par la création d'alliances entre groupes similaires et par une lutte soutenue⁹¹.

La contre-hégémonie ne va donc pas de soi. Afin de se concrétiser, elle nécessite un effort soutenu («war of position») et une certaine cohérence. Comme l'explique Carroll: «[...] if resistance to hegemony remained fragmented and episodic, we would have little reason to invoke the concept of *counterhegemony*, with its hopeful prognosis for social and political transformation»⁹².

Ce courant théorique peut être utile dans le sens où il semble être en mesure d'expliquer un aspect de la mouvance sociale de notre étude, soit l'opposition à la mondialisation économique néolibérale. Dans un premier lieu, les mouvements sociaux peuvent être perçus en tant que forces de la base axées sur le changement de l'ordre existant. Les opposants de ce système (i.e. la mouvance sociale), en prônant des valeurs ou système différents, peuvent être perçus en tant que forces contre-hégémoniques. La mouvance s'oppose à l'ordre existant axé sur la mondialisation économique néolibérale. Les institutions de la gouvernance globale, qui promouvoient les logiques néolibérales axées sur le libre-échange et la compétition, cherchent à maintenir cet ordre en place, sans le changer. Il est donc nécessaire pour les groupes d'opposer les institutions qui empêchent ce changement.

Les institutions de la gouvernance globale avancent les principes néolibéraux en tant qu'intérêt général de tous les citoyens et non ceux de quelques uns. Souvent les groupes qui vont à l'encontre du discours hégémonique prédominant sont présentés par les tenants du discours hégémonique en tant qu'individus qui ne comprennent pas les bienfaits du système ou en tant qu'individus qui promouvoient des intérêts particuliers au

⁹¹COX, Robert, «Civil Society at the Turn of the Millenium: Prospects for an Alternative World Order», p. 16.

⁹²CARROLL, William K., «Social Movements and Counterhegemony: Canadian Contexts and Social Theories», p. 25.

détriment de l'intérêt général⁹³. Cet énoncé est certainement applicable aux événements entourant l'AMI et Seattle. Comme nous l'avons mentionné plutôt, la presse financière a souvent accusé les manifestants d'ignorance et d'incohérence. Aussi, on accuse les manifestants de ne représenter que les intérêts du Nord, soit des intérêts particuliers, au détriment de ceux du Sud, sans faire mention, par exemple, qu'il y avait des manifestations simultanées à celles de Seattle dans certains pays du Sud⁹⁴.

Les champs théoriques sur les mouvements sociaux nous ont permis de relever plusieurs concepts, dont l'institutionnalisation partielle, le cadre d'action collective, la nécessité d'action en raison de préoccupation des valeurs, l'hégémonie et la contre-hégémonie, tous utiles afin de souligner certaines dynamiques importantes de la résistance à la mondialisation économique. Toutefois, plusieurs critiques ont été émises par rapport aux théories de la mobilisation des ressources et des nouveaux mouvements sociaux sur le problème de décontextualisation, de détachement et de lecture ahistorique, ce que notre étude tente de combler. En effet, il semblerait que la théorie de la mobilisation des ressources en s'intéressant plus spécifiquement aux mécanismes de mobilisation néglige de voir comment les mouvements se maintiennent sur une période de temps donnée: «[...] RM analyses have tended to focus on the emergence of particular social movements organizations, with relatively little attention paid either to processes of maintaining a movement over time [...]»⁹⁵. De même, du côté des nouveaux mouvements sociaux, Epstein avance que les conceptualisations portent davantage sur la théorie marxiste que sur les mouvements sociaux comme tels et ont négligés de produire

⁹³EVANS, Peter, «Fighting Marginalization with Transnational Networks: Counter-Hegemonic Globalization», *Contemporary Sociology: A Journal of Reviews*, vol. 29, no. 1, January 2000, p. 230.

⁹⁴TABB, William K., «After Seattle: Understanding the Politics of Globalization», *Monthly Review*, vol. 51, no. 10, March 2000, p. 4.

⁹⁵CARROLL, William K. and Robert S. RATNER, «Master Frames and Counter-Hegemony: Political Sensibilities in Contemporary Social Movements», p. 410.

des études concrètes sur les mouvements, ce qui ne permet pas une représentation complète:

Though the New Social Movement theorists support and identify with the movements that they discuss, the intellectual purpose of their debates has less to do with the movements themselves than with Marxism. [...] the New Social Movement theorists have produced little in the way of concrete studies of the movements to which they refer in the course of the theoretical debate. The absence of a vital intellectual connection to the new social movements, the fact that these theorists understand themselves as developing theory more about than for the movements, leaves New Social Movement theory open to blind spots about those movements and gives it, overall, a certain academic cast⁹⁶.

Nous avançons l'importance de faire une lecture historique à partir de cas concrets de la mouvance sociale afin de mieux voir les développements, sa construction et l'effort soutenu. Un exemple d'une interprétation historique d'un phénomène sociopolitique est le concept d'internationalisme tel qu'élaboré par Drainville et Waterman.

L'internationalisme est un cas de phénomène social qui dépasse l'espace national. Ce dernier semble être constitué de tendances similaires à celles retrouvées dans les écrits des mouvements sociaux ainsi que dans la résistance à la mondialisation économique. Mais de façon plus importante, ce concept démontre la pertinence de considérer l'histoire afin d'expliquer les changements au sein de ce phénomène. La progression du concept de l'internationalisme démontre que le phénomène aujourd'hui jouit d'une formation plus flexible, d'une composition hétéroclite et des préoccupations axées sur le changement, soit des dynamiques qui ne se retrouvaient pas nécessairement dans l'internationalisme du 19e et du 20e siècle. L'internationalisme a donc changé de nature. Ce dernier a su s'adapter au changement de contexte, un contexte qui évolue.

⁹⁶EPSTEIN, Barbara, «Rethinking Social Movement Theory», *Socialist Review*, vol. 20, no. 1, 1990, p. 39.

L'internationalisme et ses composantes

Comme il a été mentionné, l'utilité des concepts entourant l'internationalisme est qu'il permet de conceptualiser un mouvement ou un phénomène de forces sociales à une échelle plus large que le niveau national. En passant en revue les différentes représentations de l'internationalisme du 19^e et du 20^e siècle, il est possible de voir que de nos jours l'internationalisme se diversifie davantage en raison des changements dans l'ordre mondial. Un bref survol de l'évolution de l'internationalisme nous permettra de démontrer cette diversification pour en arriver à ce que plusieurs auteurs, dont Drainville et Waterman, dénomment l'internationalisme nouveau. Ce dernier peut nous être utile puisqu'afin de composer et d'accommoder de nombreuses causes et intérêts, le nouvel internationalisme doit adopter une formation fluide de réseaux. Pour Urry, les concepts de réseaux et de fluidité sont de plus en plus importants à considérer pour la conceptualisation des phénomènes sociaux. On entend par réseau, la définition élaborée par Keck et Sikkink, soit: «Les réseaux sont des formes d'organisation caractérisées par des modes volontaires, réciproques et horizontaux de communication et d'échange. [...] il (le concept de réseau) privilégie des relations fluides et ouvertes entre des acteurs engagés et compétents travaillant dans des domaines spécialisés»⁹⁷. À l'intérieur des réseaux, les groupes échangent toute information qui leur permettent de mener une meilleure lutte. Une structure fluide permet de s'adapter à l'hétérogénéité des groupes, l'hétérogénéité n'excluant pas la possibilité d'une action efficace et permettant de rejoindre davantage de mouvements et de groupes à une plus grande échelle. L'internationalisme nouveau nous est donc utile dans la compréhension de formes d'organisation pouvant accommoder l'étendue et la diversité de mouvements plus larges.

⁹⁷KECK, Margaret E. et Kathryn SIKKINK, «Les réseaux de militants dans la politique internationale et régionale», p. 100.

Waterman définit les origines de l'internationalisme en tant que critique de l'État-Nation et du capitalisme, l'État-nation capitaliste n'étant pas en mesure d'agir sur les problèmes sociaux et sur les besoins humains. Au 19^e siècle, les marxistes présentaient l'internationalisme socialiste et de travail en tant que l'internationalisme primaire, soit un internationalisme anti-capitaliste. Ce dernier rejetait le nationalisme, malgré le fait qu'il (l'internationalisme) demeurera prisonnier d'une pratique nationaliste⁹⁸.

L'internationalisme du 19^e et du début du 20^e siècles se distingue du nouvel internationalisme de résistance que l'on retrouve aujourd'hui. D'après Drainville, la première différence serait la diversité du mouvement. Où l'internationalisme socialiste prônait un certain holisme idéologique et plaidait le cas de sujets universels (le prolétariat), le nouvel internationalisme est plutôt marqué par le particularisme et la différence, c'est-à-dire, un ensemble de luttes qui n'ont souvent rien à voir avec le socialisme⁹⁹. Ces mouvements se battent contre des organisations internationales telles que le FMI, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) ou l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) dans le but de protéger des emplois, de s'organiser en syndicats, d'avoir accès à des médicaments à des coûts raisonnables et même afin d'avoir accès à de l'eau potable ou de l'électricité¹⁰⁰.

Par ailleurs, l'internationalisme socialiste avait quand même un certain degré de durabilité. Quant aux mouvements de résistance qui constituent le nouvel internationalisme, ils ne sont pas aussi durables. Les programmes ou l'idéologie qui

⁹⁸ WATERMAN, Peter, «From Labor Internationalism to Global Solidarity», Online: <http://www.antenna.nl/~waterman/Pages/peters/globals.htm>, date d'accès: 30/01/00, 11h22.

⁹⁹ DRAINVILLE, André, C., «Left Internationalism and the Politics of Resistance in the New World Order», *A New World Order? Global Transformations in the Late Twentieth Century*, sous la direction de David A. Smith et József Böröcz, Praeger, Wesport, Connecticut, London, 1995, p. 226.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 226.

marquaient l'internationalisme socialiste ne se retrouvent pas dans le nouvel internationalisme. Il s'agit plutôt d'une collection de demandes et des actes nécessaires de solidarité qui deviennent internationalisés par la mondialisation de la vie de tous les jours¹⁰¹. Drainville décrit le mouvement en terme d'«internationalisme de nécessité» où il y a partage d'expériences sociales et historiques communes au niveau global¹⁰². Ce qui donne une certaine force ou radicalisme à ce dernier est justement cette expérience de tous les jours qui se manifeste de plus en plus face à l'économie globale. Bien que le sentiment d'aliénation soit certainement plus ancré que les projets du 19e siècle prônés par les Internationales, le nouvel internationalisme n'est pas aussi durable dans le sens où lorsque la menace disparaît, les mouvements ont tendance à disparaître également.

Aujourd'hui, le phénomène de mondialisation contribue non seulement à la création des problèmes mondiaux mais également à l'élargissement de l'internationalisme. Ce nouvel internationalisme est davantage complexe et plus différencié. Il ne rejoint pas les masses de l'internationalisme des années précédentes. Toutefois, cette diversité lui donne un certain potentiel: il est capable de rassembler différentes causes. En effet, l'internationalisme nouveau peut être perçu en tant qu'un internationalisme qui s'organise et qui doit s'organiser en fonction des principes de nouvelles communications (i.e. Internet) et de réseaux:

In so far as networks are conceived of as horizontal, flexible, incorporating participation and feedback, we can also value these over the rigid hierarchical organization[...]. [...] the idea, value and practice of networking opens wide perspectives to emancipatory global movements, previously (self-) condemned to reproduce the pyramidal and hierarchical structure of the corporation, the factory, state, army, prison, church or [...] university¹⁰³.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 227.

¹⁰² *Ibid.*, p. 227.

¹⁰³ WATERMAN, Peter, «Social Movements, Local Places and Globalized Spaces: Implications for 'Globalization from Below'», p. 144.

Ce type de formation permet de rassembler la diversité des intérêts représentés dans le phénomène de l'internationalisme nouveau. Par ailleurs, ce type de formation semble caractériser de plus en plus les mouvances sociales agissant au niveau mondial.

L'internationalisme permet de donner l'exemple d'un phénomène similaire en ce qui a trait à la forme et au contenu que peut prendre la mouvance en question, c'est-à-dire en s'opposant aux effets de l'économie mondiale mais aussi en termes de la capacité d'un phénomène de s'adapter à un changement de contexte et de circonstances.

Appréciation des différentes contributions théoriques

Que faut-il retenir de ce parcours des champs théoriques? Comme il a été démontré, la société civile nationale et mondiale représentent des phénomènes différents d'où le besoin d'avoir recours à différents outils pour comprendre ces deux réalités. Le survol des écrits sur la société civile nationale et la société civile mondiale visait précisément à démontrer la nécessité de considérer la société civile mondiale à partir de critères différents de ceux de la société civile nationale. Nous nous sommes attardés par la suite à la conceptualisation de la société civile mondiale dans le but de voir si cette dernière nous permettait de donner une explication aux événements entourant la résistance qui est devenue visible suite aux négociations de l'AMI et du Cycle du millénaire à Seattle. Cette mouvance est souvent perçue en tant que société civile mondiale en émergence, d'où l'intérêt porté à ce concept dans le cadre de notre étude. La définition de Scholte nous a permis de soulever les insuffisances des conceptualisations de la société civile mondiale par rapport à notre phénomène en négligeant d'expliquer les dynamiques d'une telle société, sapant dès lors une représentation plus complète de cette société. Les efforts jusqu'à présent de justifier ce qui est à inclure ou exclure de cette société contribuent à faire passer sous silence les autres éléments qui peuvent composer un tel phénomène (i.e les éléments de convergence d'une telle mouvance). Il est de notre avis que la mouvance sociale en

question est non seulement une formation qui dépasse le cadre national, qui se préoccupe des causes qui ne se limitent pas au territoire national, qui utilise des moyens de communications tels que l'Internet et qui est caractérisée par une certaine solidarité (i.e. les critères de Scholte), mais une mouvance où une articulation existe entre les différents groupes et où une convergence devient de plus en plus évidente. Après s'être posé la question: Qui sont ces manifestants? Il devient nécessaire de continuer le questionnement: Comment cette résistance opère-t-elle? Comment s'y prennent ces opposants? Nous pensons qu'il est possible d'arriver à des explications plus complètes des événements en se référant à certains concepts des champs théoriques entourant les mouvements sociaux et l'internationalisme nouveau. Ces concepts nous permettraient de mieux comprendre et de mettre en relief certaines dynamiques de la mouvance sociale.

L'ennemi commun

Comment cette mouvance s'oppose-t-elle à la mondialisation économique? Comment arrive-t-elle à rallier ses efforts? Il semblerait que certains éléments ressortant des écrits sur les mouvements sociaux et le rapport de ces mouvements au système en place nous permettent de préciser un aspect de convergence de la mouvance, soit la définition d'un ennemi commun, représenté par la mondialisation économique. En nous penchant sur ces écrits, il est possible d'en ressortir que les différents groupes s'opposent d'une manière ou d'une autre à l'ordre existant, que ce soit au niveau des valeurs, des pratiques ou des politiques en vigueur. Ici, les concepts d'hégémonie et de contre-hégémonie sont utiles afin d'expliquer comment la mouvance s'oppose à la mondialisation économique, partie prenante de l'ordre existant.

D'après Carroll, puisqu'ils contestent l'ordre prédominant, hégémonique, les mouvements agissent en tant qu' «agents contre-hégémoniques»:

[...] a defining attribute of a social movement is "the extent to which its actions challenge or break the limits of a

system of social relations,” as when feminists challenge male patrimony in the legal and medical professions, or when environmentalists defy court injunctions by blocking company access to resource sites, or when indigenous groups refuse to acquiesce in the role of subjugated minority. Such challenges, such transgressions, necessarily entail a disorganization of consent, a disruption of hegemonic discourses and practices. In this sense, movements may be viewed *prima facie* as agencies of counter-hegemony¹⁰⁴.

Pour les groupes, l'ordre hégémonique est caractérisé aujourd'hui par l'accent mis sur l'économie mondiale et la mondialisation des principes néolibéraux. Cependant, les groupes sont préoccupés par d'autres principes et valeurs qui n'ont pas une place centrale dans l'ordre existant. Pour ces groupes, les valeurs et les principes entourant la sauvegarde de l'environnement, la justice sociale, la santé, les droits humains sont plus importants et pressants que les questions de la libéralisation et de la déréglementation de l'économie. Le consensus autour des principes de l'ordre hégémonique commence donc à s'effriter. Les efforts de contrer l'ordre hégémonique se fait par l'entremise d'un discours critique de la mondialisation mais également par le modèle d'organisation adopté par ces groupes, ces derniers évitant une organisation ou une institutionnalisation similaire aux agents hégémoniques. Par ailleurs, pour que l'on puisse considérer une résistance comme contre-hégémonie, il doit y avoir une lutte soutenue et non épisodique ou fragmentée. En s'alliant autour d'un ennemi commun, cette mouvance se rapprocherait davantage d'un phénomène contre-hégémonique.

La mouvance sociale érige ses actions et son discours en opposition aux tendances dominantes de l'ordre existant, plus précisément à ce type de mondialisation économique. Cette dernière est vue en tant que projet politique, source d'injustice, et non en tant que tendance inévitable ou désirable. Il s'agit d'un projet politique qui

¹⁰⁴CARROLL, William K. and R. S. RATNER, «Between Leninism and Radical Pluralism: Gramscian Reflections on Counter-Hegemony and the New Social Movements», *Critical Sociology*, vol. 20, no. 2, 1994, p. 6.

empêche les changements voulus et qui ne tient pas compte de l'intérêt général. Ici, le cadre d'action collective pourrait être utile pour décrire comment les groupes en arrivent à rallier leurs efforts autour de la mondialisation économique. Il devient évident que de plus en plus de groupes progressistes voient la cause de leur problème comme étant la mondialisation économique: «Indeed, the control over decisionmaking wielded by market and financial power across the globe arguably constitutes the major challenge for the realization of the goals of contemporary social movements of all kinds [...]»¹⁰⁵. Cette réalité permet aux groupes de converger leurs efforts autour d'un projet commun. Les événements qui entourent l'AMI et Seattle vont nous permettre de voir pourquoi plus spécifiquement les groupes sentent le besoin de s'opposer aux développements reliés à la mondialisation économique. Nous procéderons donc par une analyse de discours en nous intéressant aux causes, objectifs et explications des conditions de l'ordre existant des opposants.

Les concepts d'hégémonie, de contre-hégémonie ainsi que le cadre d'action collective nous semblent donc utiles afin de mieux comprendre une première dynamique de convergence de la résistance, soit la définition d'un ennemi commun autour de l'opposition à la mondialisation économique. Bien que cette mouvance soit considérée hétérogène et diversifiée en raison de la panoplie de groupes et d'intérêts qu'elle rassemble et représente, ces groupes convergent autour d'un discours articulant l'ennemi en un tout cohérent.

L'effort soutenu

D'autre part, il nous paraît évident que la résistance soit de plus en plus le résultat d'un effort soutenu visible par la continuité qui existe entre les moments. À la suite de l'échec de l'AMI, la lutte continue. Les enjeux formulés contre l'AMI font

¹⁰⁵ LYNCH, Cecelia, «Social Movements and the Problem of Globalization», *Alternatives*, vol. 23, no. 2, 1998, p. 150.

surface mais sont désormais adaptés et appliqués à l'OMC. La mouvance avance qu'il s'agit d'un même combat, d'où la nécessité de continuer l'opposition. L'engrenage des manifestations ne semble pas être le fruit du hasard mais bien de l'effort des groupes de présenter l'AMI et Seattle dans le contexte d'une seule lutte, c'est-à-dire, en articulant les enjeux de façon à présenter une menace qui ne se limite pas à une institution ou à un accord. L'AMI et Seattle représentent les négociations de deux accords, qui peuvent être considérés différents. L'AMI s'intéresse principalement aux investissements et Seattle porte sur la libéralisation du commerce et de la circulation du capital et des services (bien que le commerce des services implique aussi l'investissement). Les groupes qui s'opposent à ces négociations réussissent à intégrer et à présenter ces différentes négociations en un seul discours malgré les différentes circonstances. Tout comme l'internationalisme, la mouvance semble être en mesure de s'adapter au contexte qui change, soit le passage de la lutte contre l'AMI à celle de Seattle. Ici, il est aussi possible d'avoir recours au concept de cadre d'action collective, puisque la continuité est assurée en partie par la façon dont les enjeux sont perçus et ont été formulés. Il existe donc non seulement une continuité directe entre les événements, les groupes ayant continué la lutte en utilisant les mêmes stratégies mises en oeuvre lors de l'AMI et en les utilisant dans leur lutte contre l'OMC, mais aussi une continuité plus conceptuelle visible au niveau de l'articulation et l'argumentation des enjeux auxquels font face les groupes. Puisque les enjeux sont axés autour du changement de valeurs (postulat de l'approche des nouveaux mouvements sociaux), le combat contre la mondialisation économique doit continuer afin de transformer le contexte existant.

Par ailleurs, en se penchant sur les moments en question, il est possible de voir, malgré l'hétérogénéité des phénomènes, qu'il existe tout de même une certaine relation ou un certain dialogue entre les différents groupes et un lien entre les différentes causes. Il semble, de plus en plus, exister une certaine cohérence dans les phénomènes sociaux d'opposition à la mondialisation et entre les différentes revendications, c'est-à-dire que

ces dernières, bien qu'elles soient diversifiées, sont souvent compatibles ou complémentaires. Certains voient dans cette diversité l'incohérence. Cependant, comme l'a expliqué Carroll en traitant de l'approche des nouveaux mouvements sociaux, il est possible de rassembler des divers intérêts autour d'une vision plus large. Aussi a-t-il été possible de voir que la cohérence ne veut pas nécessairement dire homogénéité ou unité. La cohérence peut exister parmi la diversité. Il y aurait donc une mise en relation entre les différentes parties, une organisation de la diversité permettant de continuer la lutte.

La dynamique de l'effort soutenu de la résistance semble s'expliquer à l'aide de plusieurs concepts que nous avons relevés, notamment l'internationalisme qui démontre que l'effort soutenu dépend de la capacité de s'adapter au contexte qui change et le cadre d'action collective qui contient des enjeux articulés de façon large qui permettent la continuation de la lutte. Ces enjeux sont formulés autour de valeurs, comme l'avancent les tenants de l'approche des nouveaux mouvements sociaux. Un changement de valeur est nécessaire afin d'apporter des transformations à l'ordre existant, vu l'insuffisance d'un changement au niveau de politiques. Par ailleurs, le concept de cohérence peut nous permettre de comprendre comment il peut y avoir une continuité dans un ensemble de groupes hétéroclites, la cohérence signifiant la complémentarité, la compatibilité. Les groupes, en dépit de leurs différences en terme de stratégies, d'intérêts et d'organisation (i.e. écologistes et syndicalistes) semblent converger vers un même but.

L'intermédiaire sera essentiel à notre étude. En se penchant sur l'organisation et les événements qui se font entre les grandes manifestations, il est possible de voir que la résistance résulte d'un effort soutenu. L'entre-deux est également important pour les groupes. Il leur permet de se préparer pour la prochaine manifestation. Cette dernière est bien souvent le résultat d'efforts préalables.

Le degré d'institutionnalisation

Quelles structures permettent d'accommoder de nombreux groupes, causes, stratégies et contribuent à la convergence? La mouvance représente une multitude de groupes qui avancent différentes causes telles que l'environnement, le travail, la justice sociale, les droits humains, etc. Ces groupes adoptent nécessairement de différentes stratégies et modes d'organisation. Afin de rassembler cette diversité en une force d'opposition, il semble qu'une troisième dynamique soit importante pour la mouvance. Il devient évident que ces forces sociopolitiques fassent preuve d'une certaine flexibilité organisationnelle. Cette dernière est visible par l'entremise de la coordination de différentes positions, objectifs, stratégies et la reconciliation d'intérêts différents, sinon opposés. Il s'agit de coordonner au lieu d'exclure la différence. Les manifestants, afin de présenter un front commun, se sont alliés en coalitions et en un assemblage fluide et ouvert afin de pouvoir s'adapter à la diversité, permettant une certaine la convergence.

La résistance doit souvent composer avec modérés et radicaux. Le cas de la mouvance qui s'oppose à la mondialisation économique n'y échappe pas. Afin d'éviter la rupture entre les groupes, on cherche souvent à agencer les diverses stratégies. Il est pertinent encore une fois de se référer aux contributions théoriques sur les mouvements sociaux et l'internationalisme nouveau. Ces écrits ont servi à expliquer la tendance et le besoin d'adopter une formation fluide de réseaux. Dans le cas de l'internationalisme nouveau, ce type d'organisation permet d'éviter les hiérarchies et d'accommoder l'hétérogénéité des mouvements. Dans le cas de la théorie de la mobilisation des ressources, l'institutionnalisation partielle ou la non-institutionnalisation permet aux groupes de préserver leur autonomie par rapport aux institutions. Afin de pouvoir articuler un discours cohérent et d'assurer une harmonie rudimentaire entre les différents groupes et de pouvoir composer avec la diversité des stratégies et des degrés d'opposition au système actuel, cette mouvance doit jouir d'une organisation fluide.

Cette dernière est apparente lors de l'AMI et de Seattle par la formation et le maintien de coalitions larges de divers intérêts s'opposant à la mondialisation:

La lutte contre l'AMI et le Cycle du millénaire a mobilisé [...] des acteurs diversifiés appartenant à des milieux hétérogènes. Cette lutte a permis d'observer une véritable mouvance des réseaux de solidarités entre groupes et individus. [...] Cette mouvance se traduit premièrement par la fluidité des liens établis, par le caractère plus ou moins palpable, solide et permanent de regroupement d'individus et de groupes qui mènent la lutte¹⁰⁶.

L'organisation flexible ou en réseaux est peut-être plus manifeste à Seattle en raison de la réconciliation (forcée et temporaire selon certains) de divisions importantes plus visibles à ce moment, par exemple entre générations (jeunes versus plus âgés), entre degrés de radicalisme (modérés versus radicaux), entre stratégies (actions versus messages), entre différents intérêts (écologie versus syndicalisme).

Les concepts d'institutionnalisation partielle et de réseaux nous permettent de mettre en relief le modèle d'organisation qui rend possible la convergence des différents éléments composant la mouvance sociale. La flexibilité de cette structure permet de manier tous ces éléments de façon à ce qu'il n'y ait pas de ruptures importantes qui compromettraient le phénomène lui-même.

Cet effort de conceptualisation nous a permis d'avancer une description ou une caractérisation d'un phénomène social qui s'opposerait à la mondialisation économique. Le prochain chapitre vise à explorer davantage les dynamiques de cette mouvance sociale à partir de moments concrets. Il s'agit donc de voir comment se développe le discours, les stratégies, l'organisation, de la résistance à la mondialisation économique sur une période de temps donnée. Cette démarche nous permet de faire une lecture différente de ce qui a été reporté dans les quotidiens ou les écrits de la presse financière.

¹⁰⁶ LEMIRE, Marc, «Mouvement social et mondialisation économique: de l'AMI au cycle du millénaire de l'OMC», p. 66.

Chapitre 2: Étude empirique des dynamiques de la mouvance sociale

Comme il en a été question dans l'introduction et le cadre conceptuel, nous avançons comme hypothèse que les moments de résistance récents peuvent être utiles afin de mettre en évidence certaines caractéristiques de la mouvance sociale qui sont passées inaperçues dans la conceptualisation de société civile de Scholte ainsi que dans les médias, où l'intérêt est davantage porté sur les aspects négatifs de cette mouvance (i.e. la violence, les confrontations entre manifestants et police, l'incohérence des manifestants, etc.). Une analyse des manifestations qu'ont engendrés l'AMI et le Cycle du millénaire de l'OMC à Seattle peut à notre avis contribuer à mettre en relief les dynamiques et les développements importants de cette mouvance, ces dynamiques qui sont dans un premier temps la possibilité de ces groupes de dépeindre l'ennemi en un tout cohérent, et ce malgré la présence de divers intérêts, des différents degrés de radicalisme et des stratégies différentes. Il semble donc y avoir une convergence des luttes en une opposition consolidée autour de la mondialisation économique. Par ailleurs, cette résistance est capable de créer une continuité entre les moments de résistance en raison de son effort soutenu. Les moments semblent donner lieu à un engrenage et non à des événements séparés. Cet engrenage résulte largement de l'adaptation au contexte, de la formulation d'enjeux de façon plus large permettant de rassembler les différents groupes et du travail continu de ceux-ci en terme d'organisation et de coordination et non de circonstances spontanées. Comme le met de l'avant Bleyer au sujet de Seattle:

The protests outside the Seattle convention centre were far from spontaneous. Canadian activists had thrown their decade-long experience battling the Canada-US Free Trade Agreement (NAFTA) into a successful international campaign to block the Multilateral Agreement on Investment (MAI) at the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD). The MAI focused the energies of activists across sectors and across continents. Arguments and techniques were sharpened, relationships were born and the resulting victory was

energizing to say the least. The new allies in the fight against corporate globalization shifted their focus, analysis and tactics to the WTO¹⁰⁷.

Une autre dynamique qui peut être mise en évidence lors de ces moments est le degré d'institutionnalisation de la mouvance. Cette panoplie de groupes jouit d'une certaine flexibilité qui permet de rassembler d'une façon quelconque les différents groupes et leur stratégies. Les groupes ou la mouvance adoptent habituellement une organisation de réseautage, lui permettant d'accommoder des mouvements structurés de façon diverses.

Ces dynamiques semblent présenter une image différente mais plus complète du phénomène de résistance entourant l'AMI et Seattle, contrairement à si on s'en tenait aux conceptualisations de la société civile mondiale, dont celle de Scholte, soit un ensemble de groupes, de mouvements sociaux, d'organisations non-gouvernementales qui agissent dans l'espace transnational, les acteurs n'entretenant pas nécessairement d'interactions. À partir de ces cas concrets, on peut voir comment la mouvance unit ses parties autour du discours, des actions et des stratégies. Il ne s'agit pas seulement d'une coalition transnationale qui s'intéresse particulièrement aux droits humains, ou une autre qui s'intéresse à l'environnement mais plutôt de l'ensemble de ces coalitions qui constitue la mouvance. Dans les moments de résistance choisis, il y a une convergence entre les coalitions, les intérêts et les groupes, d'où l'importance de mettre en évidence les caractéristiques qui démontrent cette convergence.

En prenant les trois moments ensemble (l'AMI, l'entre-deux et Seattle), il nous est possible de faire ressortir les caractéristiques qui donnent à la mouvance une certaine cohérence. En effet, en nous penchant sur ces moments, il est possible de voir que l'ennemi commun demeure plus ou moins le même, qu'il existe un effort soutenu entre les différents moments et que le faible degré d'institutionnalisation de cette mouvance lui permet d'adopter des structures flexibles, permettant de maintenir un certain

¹⁰⁷ BLEYER, Peter, «The Other Battle in Seattle», *Studies in Political Economy*, vol. 62, Summer 2000, p. 26.

assemblage entre les différentes parties de la mouvance. Ces trois caractéristiques donnent une certaine unité aux trois moments. La mouvance depuis l'AMI semble donc agir de plus en plus comme un seul interlocuteur.

Toutefois, un seul moment ne nous permet pas de démontrer l'ensemble de ces dynamiques. En fait, pris individuellement, chaque moment contient des aspects différents des autres moments. L'utilisation d'un seul groupe ou organisation dans ce type d'étude risquerait de nous poser un problème. Par exemple, il est possible qu'un groupe soit plus important qu'un autre lors d'un moment et que par la suite, ce groupe perde un peu d'importance par rapport à un autre groupe lors d'un autre moment. Puisqu'il n'y a pas un groupe, une coalition ou une stratégie qui se distingue lors de tous ces événements, il est nécessaire de procéder moment par moment afin de faire ressortir les éléments constitutifs de la mouvance .

Par exemple, à Seattle, plusieurs semblent penser que certains groupes ont su jouer un rôle plus important que d'autres dans la mise en échec des négociations de l'OMC. Le «Direct Action Network» (DAN) est un de ces groupes importants. La décision de ne pas faire une étude de cas uniquement à propos de DAN est liée au fait que l'opposition à la mondialisation économique n'a pas commencé avec Seattle, contrairement aux arguments de certains:

Seattle saw both the birth and, to date, the high point of this new mode of activism. There had been isolated days of anti-corporate protest before, notably in Britain, but the disruption of the WTO gathering, amid street scenes reminiscent of the 1960s, confirmed Seattle's standing as the birthplace of the "backlash against globalisation"¹⁰⁸.

Il semblerait que l'opposition ait commencé avant Seattle, comme nous le démontrera l'étude des moments précédents (i.e. l'AMI).

¹⁰⁸THE ECONOMIST, «Anti-Capitalist Protests: Angry and Effective», September 23rd 2000, p. 85.

Dans le but de rester le plus fidèle aux événements, il devient impératif de se pencher sur chacun des moments en raison de ces différences qualitatives qui existent entre ces derniers. Dans le cas de l'AMI, bien qu'il y ait eu des manifestations sur place, notamment à Paris, lieu des négociations de l'OCDE ainsi que lors de journées internationales d'action, la lutte s'est faite en grande partie sur Internet¹⁰⁹. Les divisions étaient donc moins visibles, la stratégie, assez uniforme. Comme nous le verrons avec les propos de certains auteurs, on considère que l'AMI a contribué à établir les fondements du discours contre la mondialisation économique, donc une stratégie axée sur le message. Aussi, la mouvance lors de l'AMI semble avoir un caractère plus international que lors des autres moments. Cet élément peut résulter du fait que le International Forum on Globalization (IFG), une coalition internationale, a joué un rôle essentiel dans la lutte contre l'AMI. Dans les autres moments, bien que la mouvance ait un caractère international sur certains aspects (i.e. discours, ateliers/conférences et groupes présents aux manifestations à Seattle), l'accent a davantage été mis sur le rôle des groupes qui ont vu à la préparation et à l'organisation des événements de Seattle, des groupes de provenance nord-américaine.

Quant à l'entre-deux, il nous permet de voir comment s'est effectué l'organisation préalable à Seattle, la radicalisation de la lutte et les démarches prises afin d'assurer une coordination entre les éléments plus modérés et radicaux de la lutte. En effet, deux coalitions majeures ont coordonné leurs efforts afin d'assurer la continuation de la lutte mais ont toutefois démontré des stratégies différentes, l'une avec l'accent sur le message (plus modérée) et l'autre sur l'action (plus radicale).

Dans le cas de Seattle, il s'agit d'un exemple de lutte différente que celle de l'AMI puisque la bataille comme telle fut effectuée dans la rue. Dès lors, les stratégies de chacun des groupes devenaient davantage visibles (Marchait-on? Participait-on aux actes

¹⁰⁹SMITH, Peter J. and Elizabeth SMYTHE, «Globalization, Citizenship and Technology: The MAI Meets the Internet», p. 90.

de désobéissance civile, considérés comme une stratégie plus radicale? Assistait-on à des ateliers? etc.). Seattle est également le résultat des démarches mises de l'avant lors de l'entre-deux, ce qui démontre que ces événements étaient planifiés et non une coïncidence de mouvements.

Nous passerons donc en revue les différents moments en question, soit la lutte contre l'AMI, l'entre-deux et la bataille de Seattle. Ces moments sont importants puisqu'ils contiennent des éléments spécifiques par rapport à la mouvance sociale, les concepts retenus lors de notre discussion théorique nous aidant à souligner ces éléments de la mouvance sociale. À présent, il est nécessaire, dans un premier temps, de mettre en contexte l'opposition à la mondialisation économique.

Contextualisation: L'opposition à la mondialisation économique

La série de manifestations contre la mondialisation économique visible par l'entremise de l'AMI, Seattle, Washington, Prague et Québec semble pointer vers une nouvelle réalité, soit un lien direct entre la mondialisation économique et les effets perturbateurs subis par les différentes communautés. Les forces de la mondialisation semblent nuire aux buts des différents mouvements sociaux et des ONG, soit les objectifs concernant l'environnement, les droits humains, les droits en ce qui a trait au travail, la culture, la santé, etc.

L'opposition à la mondialisation économique en Amérique du Nord semble s'être consolidée à la suite de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) ainsi qu'à la création de l'OMC. En effet, en Amérique du Nord, l'opposition à l'ALÉNA permit de voir la mise en place de réseaux qui dépassent le local et qui s'insèrent dans un cadre trans-étatique (réseaux rassemblant des groupes à la fois du Canada, des États-Unis et du Mexique). Face à l'AMI et à l'OMC, l'opposition s'élargit et les accords internationaux économiques se font davantage ressentir.

Des campagnes d'éducation et de sensibilisation vis-à-vis la mondialisation économique ont été mises de l'avant dès 1995, avec des organisations telles que IFG¹¹⁰:

In 1995, the International Forum on Globalization held its first Global Teach-In in New York, which brought together leading scientists, activists and researchers to examine the impacts of a single, unfettered world market on democracy, human rights, labor and the natural environment. There were seminars on NAFTA, APEC, the IMF, the World Bank, Structural Adjustment of the North and every other global body or trade agreement you never understood but were afraid to ask¹¹¹.

¹¹⁰IFG s'est rassemblé pour la première fois à San Francisco en janvier 1994. Plus de 60 organisations représentées par les intellectuels et les activistes qui composent IFG dépeignent divers intérêts et l'étendue des réseaux formés contre la mondialisation économique. Parmi les groupes membres d'IFG, on retrouve entre autres «Polaris Institute» représenté par Tony Clarke s'intéressant au pouvoir des entreprises; «Council of Canadians» représenté par Maude Barlow s'intéressant à une panoplies de causes; «West Coast Environmental Law» représenté par Steven Shrybman; «Public Citizen», soit une ONG américaine pour l'intérêt des consommateurs représentée par Lori Wallach; les ONG pour l'environnement, soit le «Sierra Club», «Friends of the Earth» et «Rainforest Action Network»; des organisations mexicaines dont le «Mexican Equipo Pueblo», et le «Mexican Action Network for Free trade»; le «Third World Network», représenté par Martin Khor et qui est constitué d'intellectuels qui s'intéressent aux questions particulières de cette région; les groupes français l'Observatoire de la Globalisation Économique ainsi que la Confédération Générale du Travail; l'ONG «Foundation for Science, Technology and Ecology», représenté par la physicienne indienne Vandana Shiva.

À ses débuts IFG agit en tant que groupe de réflexion («think tank») qui sert à repenser le processus de mondialisation en offrant des alternatives à l'ordre présent. Les membres mettent surtout l'accent sur le local, soit rediriger les tendances de la mondialisation en prônant un relancement des économies locales. Les rencontres permettaient aux différents associés de discuter et de négocier les différences qui se présentaient entre les membres du Nord et du Sud, entre radicaux et modérés, entre les différentes visions portant sur l'environnement et le travail ainsi que celles portant sur les nouvelles technologies et les moyens de «relocalisation» de l'économie. Par l'entremise de ces rencontres, un dialogue s'est établi entre les différents associés. De plus ce forum a permis de créer des liens ainsi qu'assurer une certaine «co-éducation» et une «collaboration» entre les différentes parties.

À partir de ces rencontres, les membres ont décidé de se prononcer publiquement contre la mondialisation économique afin de présenter un portrait équilibré à la population: «IFG associates agreed to begin speaking out against economic globalization because it was clear that public discourse - in the media, academia, and governments - had not seriously questioned the common held belief that a globalized economy would "lift all boats."». IFG s'attardera donc à deux buts. Dans un premier temps, il cherchera à dénoncer et exhiber les effets perturbateurs de la mondialisation économique afin que puisse s'ensuivre le débat. Dans un deuxième temps, IFG tentera de renverser le processus de mondialisation en valorisant davantage le local au niveau de l'économie et des communautés tout en voulant assurer la préservation écologique (www.ifg.org).

¹¹¹KLEIN, Naomi, *No Logo. Taking Aim at the Brand Bullies*, Toronto, Vintage Canada

Les membres de cette coalition (IFG) ont senti le besoin de se réunir à la suite de la conclusion de l'ALÉNA et de l'aboutissement de l'«Uruguay Round» du «General Agreement on Tariffs and Trade» (GATT). Ces deux événements ou la conclusion de ces accords et négociations, considérés comme des échecs par les membres, risquaient d'entraîner de graves conséquences, d'où le besoin d'en aviser la population:

IFG associates felt that, despite setbacks, it was critical that activism continue, but that the full dimensions and scale of the problem be re-articulated. The issues could no longer be confined to the problems of new "free trade" agreements or the policies of the World Bank. The problem needed to be understood systemically, as being a global process. A complete reorganization of the world's economic and political activity was underway, and with it the effective takeover of global governance by transnational corporations and the international trade bureaucracies that they established¹¹².

Il est intéressant de se pencher sur la coalition IFG puisqu'elle nous guide au travers des événements qui se sont déroulés contre l'AMI. IFG nous permet d'établir les arguments contre cet accord international, traçant ainsi les contours de l'ennemi commun. D'après Schittecatte, la formulation des arguments contre l'AMI ont largement contribué à l'élargissement du mouvement menant jusqu'à Seattle: «The growth from a handful of opponents to a movement is in large part due to the formulation of arguments during the anti-MAI campaign»¹¹³. Puisque IFG semble avoir joué un rôle important dans la formulation du discours et dans l'éducation de la population (par l'entremise de «teach-ins»), il devient important d'établir les fondements du discours par l'entremise de leurs arguments généraux qui se répercutent

Edition, 2000, p. 442.

¹¹²INTERNATIONAL FORUM ON GLOBALIZATION, «History of the IFG», Online: <http://www.ifg.org/about.html>, date d'accès:23/09/00, 10h12.

¹¹³SCHITTECATTE, Catherine, *Contested Futures: The Transnational Coalition to Stop the OECD MAI, a Precursor to Seattle 1999*, Paper presented at the International Studies Association 2000 Convention, Los Angeles, California, March 14-18, 2000, p. 30.

dans les autres moments de résistance. Ensuite, nous nous pencherons sur les propos plus spécifiques que tient IFG envers l'AMI. Enfin, il sera essentiel de se pencher sur les événements entourant les négociations, afin de reconstruire le moment que constituent les manifestations contre l'AMI.

L'AMI: Definition d'un ennemi commun

Le moment que constituent les événements entourant l'AMI peut être délimité à partir du temps où certaines ONG réformistes ont pris connaissance de l'accord (1996) et l'échec des négociations (1998). Des ONG réformistes qui entretenaient des relations cordiales avec la communauté politique internationale ont obtenu une ébauche provisoire des négociations de l'accord en juin 1996. Ces ONG cherchaient à réformer le texte en y ajoutant une clause sur la protection de l'environnement et à obtenir un statut de consultation sur l'accord auprès de l'OCDE¹¹⁴. Cette volonté de réformer l'AMI est passée sous silence, sans attirer l'attention des médias ou piquer l'intérêt du public en général. La lutte est devenue publique lorsque des groupes, plus radicaux en comparaison aux réformistes, ont obtenu une copie de l'accord, l'ont affiché sur Internet et ont commencé une campagne d'information sur cet accord, ses effets néfastes et le besoin de l'opposer (mars-avril 1997). C'est cet aspect plus radical de la lutte qui nous intéresse puisqu'il nous permet de voir l'élaboration du cadre d'action collective, la concrétisation des fondements du discours et les efforts des groupes de se partager l'information, d'agir ensemble, etc. L'échec des négociations en décembre 1998 marque la fin de ce moment.

¹¹⁴*Ibid.*, p. 7-10.

Fondements du discours

Nous tenterons dans cette section d'établir les fondements de la présentation d'un ennemi commun, c'est-à-dire de relever les questions principales qui préoccupent les groupes à partir des écrits d'IFG. Le fait de passer en revue les arguments des opposants à la mondialisation économique servent à déceler les contours de l'ennemi commun et servent à dénoter les similarités et/ou les différences d'un moment de résistance à un autre. Il est important de voir qu'il n'y a pas une question ou un intérêt en particulier qui prédomine. IFG démontre vite que l'AMI n'est qu'un symptôme, faisant partie d'un problème plus profond. L'AMI s'intègre dans la problématique de la mondialisation économique. IFG cherche à démontrer que le phénomène de la mondialisation économique ainsi que les institutions qui promouvoient et appuient un tel processus, soit les institutions de la gouvernance globale ainsi que les firmes multinationales, nuisent à l'autodétermination, à la démocratie, aux communautés et à l'environnement. Ces institutions et firmes ainsi que les accords qu'ils négocient sont une entrave au changement voulu par les groupes sociaux afin d'assurer la viabilité de l'ordre existant:

The IFG views international trade and investments agreement, including the GATT, the World Trade Organization (WTO), Maastricht, NAFTA and the Multilateral Agreement on Investment (MAI), combined with the structural adjustments policies of the International Monetary Fund and the World Bank, to be direct stimulants to the processes that weaken democracy, create a world order that is under the control of transnational corporations, and that devastate the natural world¹¹⁵.

De ce fait, la mondialisation n'est pas souhaitable puisque ses politiques contribuent plutôt à plusieurs effets négatifs. IFG en énumère sept: 1) la baisse de pouvoir local, affectant négativement les communautés indigènes, les États et les nations en les

¹¹⁵INTERNATIONAL FORUM ON GLOBALIZATION, «IFG Position Statement», Online: <http://www.ifg.org/about.html>, date d'accès: 23/09/00, 10h12.

empêchant tous de contrôler leur destinée; 2) l'accroissement du type de développement économique qui ignore les conséquences négatives de cette croissance, soit un développement qui menace la planète des points de vue économique, social et environnemental; 3) la continuation ainsi que l'expansion de la «colonisation» des pays du Sud par les pays du Nord et l'écart grandissant entre les riches et les pauvres au sein de tous les pays; 4) l'augmentation du phénomène du chômage à l'échelle de la planète, résultant de la mécanisation du travail, de nouvelles technologies (i.e. biotechnologie) et de la mobilité des industries; 5) l'augmentation des migrations des régions rurales aux régions urbaines, ce phénomène résultant dans bien des cas en pauvreté, famine, conflits ethniques et en une baisse des conditions de vie; 6) la dégradation de l'environnement, devenue manifeste par la baisse de la biodiversité, l'épuisement des ressources naturelles, la destruction de l'équilibre de différents écosystèmes, l'amincissement de la couche d'ozone, la perte de différentes espèces d'animaux et de plantes, la perte de territoire et des droits autochtones; 7) le phénomène d'homogénéisation des différentes cultures, valeurs et systèmes sociaux-économiques¹¹⁶.

IFG propose de remplacer les principes destructeurs de la mondialisation économique par des normes de viabilité écologique, égalitaire et démocratique. Il offre des alternatives à l'ordre existant en mettant l'accent sur de nouveaux principes et valeurs qui partent de la base. Il promouvoit donc l'autonomie locale; le contrôle démocratique en ayant un mot à dire sur les décisions qui peuvent affecter les citoyens tout en avançant un mode de vie soutenable; l'accent sur l'économie locale en supplantant les principes économiques d'avantage comparatif qui résulte en spécialisation régionale, au détriment de l'économie locale, et en transport global, nocif à l'environnement; l'abolition du paradigme de croissance économique illimitée; la reconnaissance des peuples indigènes et de leurs droits; encourager la diversité

¹¹⁶*Ibid.*

culturelle, sociale, économique et politique ainsi que la biodiversité; le développement de cycles de production locale et régionale ayant comme principes fondamentaux le recyclage, l'utilisation de types d'énergies et de matières premières renouvelables, permettant ainsi la sauvegarde des ressources naturelles pour les générations à venir¹¹⁷. Afin d'assurer la mise en place et le respect de ces principes, de nouveaux accords internationaux sont nécessaires:

We believe that the creation of a more equitable economic order will require new international agreements that place the needs of people, local economies and the natural world ahead of the interest of corporations. It is possible, necessary, and in the long run, far more viable to seek such paths rather than a globalized economic system doomed to fail¹¹⁸.

Ces arguments peuvent être considérés comme la base du discours d'IFG et peuvent servir à décoder les éléments qui constituent le fil conducteur entre les différents moments. Les arguments et principes prônés par les opposants tels que la viabilité écologique et sociale, la décentralisation, la transparence, la participation au processus de décision, la démocratie, etc. sont assez larges et permettent d'englober de nombreux intérêts. Par exemple, la viabilité écologique peut rassembler modérés et radicaux, bien que les moyens d'établir cette viabilité peuvent différer.

Le discours opposant la mondialisation prend donc la forme d'un cadre directeur et fait ressortir les difficultés causées par les développements liés à la mondialisation et rassemble les différentes causes et intérêts sous une même bannière. Il s'agit maintenant de voir comment les principes de démocratie, de transparence, de contrôle au niveau local, de viabilité écologique et sociale sont, plus spécifiquement, mis en danger par l'AMI.

¹¹⁷*Ibid.*

¹¹⁸*Ibid.*

Pourquoi opposer l'AMI?

L'AMI est vu comme un outil permettant de renforcer l'ordre existant avec ses injustices et ses inégalités. Les principes qui ressortent des arguments par rapport à l'AMI sont la perte de contrôle du citoyen et du gouvernement national ainsi que la domination des entreprises. L'AMI permettrait dès lors aux firmes multinationales de décider et d'élaborer les règles auxquelles doivent adhérer les gouvernements, les communautés locales et la société démocratique¹¹⁹. Le danger de l'AMI est le déséquilibre de pouvoir: «The balance of power between corporations and governments will be forever altered. In effect, corporations will govern»¹²⁰.

IFG avance ses arguments à partir de l'interprétation faite des éléments du document de l'OCDE¹²¹. Tout d'abord, IFG critique la possibilité que les gouvernements n'aient aucun mot à dire sur les conditions déterminant le fonctionnement, l'emplacement et l'opération des investissements, d'où le sentiment de perte de contrôle:

Until recently, sovereign governments decided the conditions under which foreign investors could buy up domestic businesses, banks, TV stations and utilities. Sometimes we might make rules to keep foreign sources from owning controlling shares in our businesses. Or we might ask new foreign businesses to locate in disadvantaged communities or enterprise zones, or to invest some profits back into the community. [...] But all this will change under the MAI¹²².

¹¹⁹INTERNATIONAL FORUM ON GLOBALIZATION, «Should corporations govern the world?», *Third World Resurgence*, no. 90/91, Feb-March 1998, p. 9-10.

¹²⁰*Ibid.*, p. 9

¹²¹Il est à noter que l'interprétation faite de l'AMI par ses opposants est vivement contestée par certains. Pour un exemple de cette critique, voir HENDERSON, David, *The MAI Affair: A Story and its Lessons*, London, Royal Institute of International Affairs, 1999.

¹²²INTERNATIONAL FORUM ON GLOBALIZATION, «Should corporations govern the world?», p. 9.

Étant donné que l'AMI affecte tous les niveaux du gouvernement, il deviendrait impossible d'encourager les entreprises locales puisque cette prémisse risquerait de nuire au profit des firmes étrangères (le principe de traitement national). Dès lors, ces dernières seraient défavorisées face aux entreprises et commerces locaux. Les firmes étrangères pourraient donc tenter une poursuite judiciaire contre ce gouvernement¹²³.

L'AMI ne permet pas, selon IFG, d'établir des critères de performance pour les investisseurs. Par exemple, il serait interdit d'exiger que l'investisseur étranger embauche un certain pourcentage de la main d'œuvre locale, de réinvestir certains profits dans la communauté, d'exiger l'utilisation des produits domestiques dans la production, etc. La communauté, dans l'impossibilité d'établir ces critères de performance, ne peut se protéger et perd contrôle. Toujours en considérant la question des critères de performance et son implication, les gouvernements n'auraient aucun contrôle sur l'entrée et la sortie du capital : «The MAI effectively abolishes the ability of countries to regulate capital entry and exit as well as currency speculation, or to place conditions on portfolio investments. Such ideas as 'speed bumps' that require investors to keep their investments for a minimum length of time, thereby reducing speculation, will be eliminated»¹²⁴.

Par ailleurs, l'AMI ne permettrait pas de traiter différemment un investisseur en raison de préoccupations environnementales, politiques ou de préoccupations liées aux droits humains, remettant en question les réglementations existantes déjà considérées insuffisantes. L'AMI interdit également la possibilité aux gouvernements d'exproprier un investisseur pour une raison quelconque et rend les gouvernements responsables du profit des entreprises, c'est-à-dire que si certaines conditions, contrôlables par le gouvernement (par exemple les boycotts, les manifestations, les grèves, etc.) au sein du

¹²³*Ibid.*, p. 9.

¹²⁴*Ibid.*, p. 9.

pays nuit au profit de l'investisseur, le gouvernement pourrait être tenu de compenser l'investisseur¹²⁵.

IFG est également critique des bienfaits prétendus de la libéralisation des investissements auprès des pays en développement. L'AMI nuit à ces pays puisqu'il donne la possibilité aux investisseurs étrangers de contrôler et de dominer leurs ressources. Ces derniers ont besoin de contrôler les conditions d'investissement afin d'encourager le développement, l'autonomie et le commerce local. Enfin, ce qui s'avère le plus déconcertant chez l'AMI, toujours d'après IFG, ce sont les négociations secrètes. Le public, dont les groupes écologistes, de consommateurs, d'ouvriers et la presse sont exclus du processus. L'AMI manque de transparence¹²⁶. Ces préoccupations en pousseront plusieurs à l'action.

Les actions, l'organisation et la mobilisation

Se pencher sur les actions et les groupes lors de cette période nous permet de voir comment les groupes ont mené leur campagne de mobilisation, d'éducation et de diffusion d'information sur l'AMI. Il s'agit de voir comment s'est effectuée la lutte contre l'AMI.

Le rassemblement d'activistes et d'intellectuels engendré par IFG a contribué dans un sens positif à la campagne anti-AMI. Tout d'abord constitués face à l'ALÉNA et contre les négociations du GATT, plusieurs réseaux étaient déjà en place lorsque les groupes prirent connaissance de l'AMI. Ce qui a contribué à une plus grande mobilisation et à la diffusion du discours est l'existence préalable de réseaux. En effet, cet aspect a permis de transmettre l'information sur l'AMI rapidement et de façon efficace par l'entremise de divers moyens tels que Internet, appels conférences, etc. Comme il a été possible de voir dans le cadre conceptuel, les réseaux, acteurs

¹²⁵*Ibid.*, p. 10.

¹²⁶*Ibid.*, p. 10.

importants dans la mouvance contre la mondialisation économique, jouent un rôle considérable dans le partage de l'information:

Tout en partageant l'information, les organismes et les groupes reliés en réseau créent des catégories ou des structures au sein desquelles ils organisent et produisent des informations sur lesquelles ils fondent leurs campagnes. La capacité à produire rapidement des informations exactes et d'en faire usage efficacement constitue leur atout majeur et est une de leurs caractéristiques centrales¹²⁷.

Par ailleurs, l'AMI représentait le symbole par excellence du type de mondialisation (ex. négociations secrètes, la protection et la libéralisation des investissements menées surtout par les firmes multinationales) à laquelle s'opposaient ces groupes¹²⁸.

Selon Maude Barlow et Tony Clarke, c'est en participant au sein d'IFG qu'ils prirent connaissance de l'AMI. Leur collègue, Martin Khor, représentant du Third World Network, fut l'un des premiers à aviser les différents membres d'IFG des négociations qui cherchaient à établir un régime global d'investissements et qui se déroulaient à huis clos au sein de l'OCDE à Paris ainsi que par l'entremise de l'OMC¹²⁹. En ayant pris connaissance des négociations, les membres d'IFG, ainsi que d'autres groupes concernés par ces développements, ont cherché à dévoiler toute information sur l'AMI et d'aviser les groupes nationaux dans leur pays respectif afin que ces derniers puissent en informer la population¹³⁰.

En mars 1997, certains membres canadiens d'IFG ont mis la main sur l'ébauche confidentielle de l'accord. Barlow et Clarke expliquent leur stratégie à la suite de

¹²⁷KECK, Margaret E. et Kathryn SIKKINK, «Les réseaux de militants dans la politique internationale et régionale», p. 101.

¹²⁸SCHITTECATTE, Catherine, *Contested Futures: The Transnational Coalition to Stop the OECD MAI, a Precursor to Seattle 1999*, p. 15.

¹²⁹CLARKE, Tony and Maude BARLOW, *MAI: The Multilateral Agreement on Investment and the Threat to Canadian Sovereignty*, Toronto, Stoddart, 1997, p. 1-2.

¹³⁰SCHITTECATTE, Catherine, *Contested Futures: The Transnational Coalition to Stop the OECD MAI, a Precursor to Seattle 1999*, p. 15.

l'obtention du document: «Our strategy was threefold: first, study the text; second, make it public; third, circulate it worldwide»¹³¹. L'ébauche maintenant en mains, il s'agissait d'analyser le contenu de l'accord. La première analyse découlant de l'accord fut celle de Clarke, disponible dès le mois suivant, en avril 1997, intitulée «The Corporate Rule Treaty»¹³². Cette analyse dénonçait l'AMI comme un manifeste des droits accordés aux firmes multinationales. Le traité menaçait de renforcer et garantir les droits et pouvoirs politiques des firmes ainsi que d'assurer la sécurité de leurs investissements de façon disproportionnée aux droits et pouvoirs des citoyens¹³³.

L'analyse de Clarke fut affichée sur Internet, et donc disponible à tous ceux qui avaient accès à une connexion Internet. D'après Schittecatte, la disponibilité des textes d'analyse contre l'AMI sur Internet a contribué à lancer une «campagne publique virtuelle»: «The release of these texts on the internet launched a virtual public campaign that crossed borders as networks of networks linked their sites domestically and internationally. The recorded increase in visits to the original site were an indication of the popularity of the document and its potential exposure»¹³⁴. L'information «anti-AMI» s'est vite diffusée par l'entremise de sites web de différentes organisations, par courrier électronique, par listes d'envoi, etc.

En voyant l'opposition monter contre l'accord (visible en faisant des recherches sur Internet), les négociateurs de l'AMI, soit les représentants des pays de l'OCDE, ont décidé de rencontrer officiellement les ONG contre l'AMI, soit les ONG qui ne visaient pas à réformer l'accord, mais celles qui voulaient arrêter les négociations en exigeant un moratoire. La rencontre a eu lieu le 27 octobre 1997 à Paris. Il est à noter que, jusqu'à

¹³¹CLARKE, Tony and Maude BARLOW, *MAI: The Multilateral Agreement on Investment and the Threat to Canadian Sovereignty*, p. 3.

¹³²*Ibid.*, p. 3.

¹³³CLARKE, Tony, «MAI-DAY! The Corporate Rule Treaty», Online: <http://www.policyalternatives.ca>, date d'accès: 02/10/00, 11h47.

¹³⁴SCHITTECATTE, Catherine, *Contested Futures: The Transnational Coalition to Stop the OECD MAI, a Precursor to Seattle 1999*, p. 16.

cette date, les négociateurs avaient refusé de rencontrer ces ONG sous le prétexte de la technicalité de l'accord et en n'y voyant aucune raison de consulter des organisations habituellement consultées dans le cadre de d'autres accords¹³⁵. Les ONG ont forgé un front commun malgré leurs différences et ont présenté un ensemble de demandes à l'OCDE, entre autres l'expression commune de suspendre les négociations afin de permettre des audiences publiques. Cette expression commune signalait que les différences entre les réformistes et les autres groupes plus radicaux opposés à l'AMI s'étaient estompées (temporairement peut-être), et ce pour plusieurs raisons. Comme nous avons expliqué plus tôt, selon Schittecatté, les réformistes, des groupes qui ont davantage de rapports ou de liens avec la communauté politique internationale en terme de consultation, étaient en contact avec les négociateurs de l'accord dès 1996. Ces ONG réformistes ont fait campagne pour réformer l'ébauche de l'accord afin d'y inclure une clause sur l'environnement et ont demandé de se voir consulter. En raison d'un manque de consultation ainsi que faute de prendre au sérieux leurs critiques, les ONG ont décidé d'augmenter leurs pressions et éventuellement s'allier avec les groupes plus radicaux de la lutte¹³⁶. Barlow explique le processus de forger ce front commun et le document consensus en octobre 1997:

On the first day, over seventy major citizen, environmental, and labour groups (many of them already coalitions of other groups) from thirty countries as far away from India, Hong Kong, Japan, and New Zealand, came together in the cramped offices of a Paris-based environmental group [...] to forge a common position and a joint statement. It was hard work. Some of the more conservative environmental groups like the World Wildlife Fund at first wanted to modify rather than totally oppose the MAI. In the end, we agreed to put a list of demands to the negociators the next

¹³⁵SMITH, Peter J. and Elizabeth SMYTHE, «Globalization, Citizenship and Technology: The MAI Meets the Internet», p. 91-92.

¹³⁶SCHITTECATTE, Catherine, *Contested Futures: The Transnational Coalition to Stop the OECD MAI, a Precursor to Seattle 1999*, p. 8-11, p. 21.

day, including a suspension of the talks and the abandonment of the spring 1998 deadline for closure of the deal in order that full public hearings could take place in all of our countries. If our government delegations approved our demands, we would be willing to sit down and talk with them. If not, we agreed, we would stand together in our resistance and take our statement back to all our countries¹³⁷.

L'AMI est symbolique des différents degrés d'opposition face à ce genre d'accord. En effet, il existe habituellement une partie plus conformiste qui veut travailler dans le cadre de l'accord actuel et une partie plus radicale qui cherche à changer complètement cet accord. Ces différences à l'intérieur du mouvement deviendront plus visible lors de l'opposition contre l'OMC à Seattle. Toutefois, comme l'expliquent Smith et Smythe, en raison du front commun forgé, cette rencontre à Paris allait être emblématique d'une nouvelle étape: «In many ways this signaled a turning point as the NGOs began concerted and coordinated efforts to mobilize domestic opposition within the OECD countries and elsewhere. It thus marked the beginning of the real politicization of these negotiations in a number of countries»¹³⁸. Lors de cette rencontre, l'OCDE ne se plia pas aux demandes des ONG. À partir de ce moment, ces dernières ont décidé d'opposer toute entente ou négociation sur les investissements et de sensibiliser la population aux effets de cet accord¹³⁹.

Le processus d'alerter la population et de diffuser de l'information sur les effets de ces négociations s'est poursuivi jusqu'à la fin des négociations de l'AMI au sein de l'OCDE (décembre 1998). Plusieurs ouvrages ont été publiés dans ce cadre, soit *MAI: The Multilateral Agreement and the Threat to Canadian Sovereignty*¹⁴⁰ et *Dismantling*

¹³⁷BARLOW, Maude, *The Fight of My Life: Confessions of an Unrepentant Canadian*, Toronto, Harper Collins Publishers Ltd, 1998, p. 213.

¹³⁸SMITH, Peter J. and Elizabeth SMYTHE, «Globalization, Citizenship and Technology: The MAI Meets the Internet», p. 92

¹³⁹*Ibid.*, p. 92.

¹⁴⁰CLARKE, Tony and Maude BARLOW, *MAI: The Multilateral Agreement on Investment and the Threat to Canadian Sovereignty*. Il est à noter qu'une version américaine du livre fut également publiée, soit *MAI: The Multilateral Agreement on Investment and the Threat to*

*Democracy: The Multilateral Agreement on Investment (MAI) and its Impact*¹⁴¹, soit un ensemble d'analyses qui s'intéresse au rapport entre l'AMI et différentes questions telles que l'environnement, les droits ouvriers, les droits humains, la culture, les peuples autochtones, les municipalités, les pays en voie de développement, etc. Ces oeuvres tentaient d'expliquer dans un langage clair et compréhensible les implications de l'AMI et leurs effets sur les citoyens. Warkentin et Mingst avancent que la capacité d'expliquer clairement et de relier les effets de l'AMI à différentes causes a contribué à une grande partie du succès de la campagne contre l'AMI:

In the MAI case, NGOs successfully framed the MAI discourse in a way that made sense to large numbers of the public. The intentional erosion of democratic processes and sovereignty are not taken lightly by most, and multinational corporations' disdain for environmental and human rights standards are popular targets in the media and public discussion. Thus, by framing the MAI in such terms, NGOs were able to "make real" to the public the agreement's potential threat¹⁴².

En effet, la capacité des groupes de cadrer les enjeux de façon accessible allait permettre la continuité de l'opposition à d'autres accords ou négociations économiques.

Outre les analyses, IFG ainsi que d'autres organisations ont mené des campagnes publicitaires dans les journaux en affichant de pleines pages d'information à l'intérieur des journaux internationaux, dont le *New York Times*. À partir de ces annonces, des milliers de demandes furent faites afin d'obtenir plus d'information sur la cause¹⁴³. Par

American Freedom, North York, Stoddart Publishing, 1998.

¹⁴¹ JACKSON, Andrew and Matthew SANGER (dir), *Dismantling Democracy: The Multilateral Agreement on Investment (MAI) and its Impact*, Ottawa, Toronto, The Canadian Centre for Policy Alternatives and James Lorimer and Company Ltd., Publishers, 1998.

¹⁴² WARKENTIN, Craig and Karen MINGST, «International Institutions, the State, and Global Civil Society in the Age of the World Wide Web», *Global Governance*, vol. 6, 2000, p. 244.

¹⁴³ BARLOW, Maude, *The Fight of My Life: Confessions of an Unrepentant Canadian*, p. 220.

ailleurs, il y eut également quelques semaines d'action internationale («international week of action») au cours de 1998¹⁴⁴.

Les négociations ont officiellement pris fin le 2 décembre 1998. Il est à noter que l'échec des négociations est devenu imminent en raison de plusieurs facteurs, entre autres le retrait de la France du processus des négociations à la suite de l'opposition nationale et des pressions des partis verts et communistes français¹⁴⁵. Face à l'échec de l'AMI, Smith et Smythe conclurent: «[...] no set of opponents, even ones armed with Internet technology, can take credit for the failure to agree at the OECD. However, the political delays and disagreements created an opportunity which these groups were able to exploit effectively to mobilize domestic opposition in a number of countries»¹⁴⁶.

La mobilisation contre l'AMI allait ouvrir la porte à d'autres manifestations contre la mondialisation économique, surtout celle de Seattle.

L'AMI: Présage des événements à venir?

Comme il a été démontré, la mouvance s'oppose aux tendances prédominantes de l'ordre existant identifiées à la mondialisation économique dont l'AMI représente un instrument. Ici, afin de comprendre l'opposition à l'ennemi commun, il est intéressant de se référer aux écrits sur l'hégémonie et la contre-hégémonie ainsi que sur les mouvements sociaux de Carroll. À présent, on semble reconnaître que l'ordre hégémonique est la source de problèmes importants, visibles par l'entremise de plusieurs groupes qui remettent en question cet ordre. Ce dernier promouvoit les bienfaits de la

¹⁴⁴KHOR, Martin, «NGOs in OECD countries protest against MAI», *Third World Resurgence*, no.90/91, Feb-March 1998, p. 25.

¹⁴⁵SMITH, Peter J. and Elizabeth SMYTHE, «Globalization, Citizenship and Technology: The MAI Meets the Internet», p. 90-91. Pour plus d'information sur le rôle de la France ou sur les divisions internes lors des négociations de l'AMI, voir HENDERSON, David, *The MAI Affair: A Story and its Lessons*, p. 20-32.

¹⁴⁶SMITH, Peter J. and Elizabeth SMYTHE, «Globalization, Citizenship and Technology: The MAI Meets the Internet», p. 91.

mondialisation et des principes néolibéraux, soit des principes qui avancent une déréglementation des protections sociales au nom de l'efficacité et d'une fiscalité responsable. Comment un tel régime peut-il assurer le bien-être social ou environnemental des individus? Ce type de questionnement et la présence accrue des groupes semblent pointer vers un effritement du consensus de l'ordre hégémonique: sa capacité de prendre en compte les valeurs chères aux citoyens est questionnée. Les agents contre-hégémoniques (i.e. les groupes) avancent de plus en plus le besoin de changement de l'ordre existant en raison de ces principes irréconciliables aux valeurs des individus, d'où le besoin de l'établissement d'un ordre alternatif qui est en mesure de tenir compte de ces valeurs.

L'enjeu a été présenté par les groupes comme l'ordre hégémonique et la menace posée par un agenda de déréglementation et de libéralisation poussé au niveau économique en général (non seulement en terme d'investissements) auprès des valeurs et principes prônés par les opposants de l'AMI, soit la démocratie, l'autonomie, la communauté et l'environnement. Les groupes ont perçu et présenté les tendances de déréglementation et de libéralisation comme un effort de suppression des protections des domaines importants pour le bien-être public, ces protections déjà fragiles:

[...] They share a belief that the disparate problems with which they are wrestling all derive from global deregulation, an agenda that is concentrating power and wealth into fewer and fewer hands. Of course there are disagreements - about the role of the nation-state, about whether capitalism is redeemable, about the speed with which change should occur. But within most of these miniature movements, there is an emerging consensus that building community-based decision-making power - whether through unions, neighborhoods, farms, villages, anarchist collectives or aboriginal self-government - is essential to countering the might of multinational corporations¹⁴⁷.

¹⁴⁷ KLEIN, Naomi, «The Vision Thing: Were the DC and Seattle Protests Unfocused, or Are

Comme il a été expliqué dans la section précédente, IFG avance que non seulement les efforts de libéralisation des investissements mais également les ententes de commerce international sont irréconciliables au bien-être général, en raison du pouvoir démesuré du monde des affaires et de l'économie en général par rapport aux citoyens. L'échec de l'AMI ne représente donc pas la fin de l'agenda de libéralisation et de déréglementation. La fin de cet agenda ne peut être accompli sans une transformation du système. Les enjeux cadrés autour de la démocratie, de la viabilité écologique, de la justice sociale, etc. sont considérés irréconciliables avec les tendances prédominantes. Les groupes, dont IFG, ont su assurer la continuation de la lutte, l'OMC ainsi que les autres institutions et ententes économiques internationales dès lors perçues comme des produits de l'ordre existant illégitime. Il devenait donc important d'opposer tous ces accords ou institutions qui avançaient de tels principes. La conférence ministérielle de l'OMC, où les négociations devaient porter sur la libéralisation d'un éventail de domaines, soit l'investissement, les marchés publics, la concurrence, les contrôles de marchandise, l'agriculture, les services, la propriété industrielle¹⁴⁸, allait donner l'occasion à ces mêmes groupes ainsi qu'à d'autres de démontrer leurs préoccupations vis-à-vis non seulement l'OMC mais le système existant.

Enfin, l'AMI a permis d'établir des liens et un dialogue entre les groupes, favorable à la diffusion d'information, d'analyses, etc. Se sont donc développés un assemblage, une organisation logique des groupes autour des discours et enjeux, la preuve d'une certaine cohérence à la mouvance. Cet élément est important puisque plusieurs individus critiques ne font que se pencher sur les intérêts individuels qui s'opposent à la mondialisation économique sans chercher à faire le lien entre les groupes ou les éléments qui permettent une certaine convergence. Les individus critiques de cette

Critics Missing the Point?», *The Nation*, July 10, 2000, p. 19.

¹⁴⁸ LEMIRE, Marc, «Mouvement social et mondialisation économique: de l'AMI au cycle du millénaire de l'OMC», p. 55.

mouvance, majoritairement du milieu des affaires, cherchent plutôt à mettre l'accent sur l'incohérence du mouvement afin de le discréditer.

L'entre-deux: La lutte continue

La période de l'entre-deux peut être délimitée à partir de la période allant du 25 janvier 1999, soit la date où Charlene Barshefsky, représentante du commerce des États-Unis, a annoncé que le Cycle du millénaire allait se dérouler à Seattle jusqu'à la fin novembre 1999, avant le début des négociations.

Le discours

Se pencher sur le discours dans ce contexte permet de démontrer que les groupes voient l'OMC comme une extension du problème et que ce dernier s'insère facilement dans la problématique de la mondialisation économique, tout comme l'AMI. Aussi, une étude du discours nous permet de voir comment la continuité des enjeux, la continuité conceptuelle, est articulée par les groupes. L'ennemi commun, comme il a été identifié lors du premier moment, est toujours perçu en tant que mondialisation économique néolibérale, maintenant incarné dans l'OMC. En effet, les mêmes dangers envers l'environnement, la démocratie, le bien-être public, l'augmentation du pouvoir des entreprises et des intérêts capitalistes sont présents avec l'agenda de l'OMC. Certaines ONG, dont Public Citizen, voient l'AMI tout simplement comme un jeu de «coquille» (The MAI Shell Game), c'est-à-dire que les négociations de l'AMI se continuent, mais elles se réincarnent sous différentes formes ou se cachent sous une différente coquille, dont l'OMC:

Indeed, the MAI principles are at the core of a multifaceted effort by speculators and footloose multinational corporations to remove public interest regulation on their activity. There are many venues in which they are simultaneously pursuing this agenda. These include the WTO, the proposed NAFTA expansion Free Trade Area of

the Americas (FTAA), the International Monetary Fund (IMF), the TransAtlantic Economic Partnership (TEP), and the Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC) forum¹⁴⁹.

Ce qui revient constamment dans les écrits d'IFG, par exemple, au sujet de l'OMC (et similaire à l'AMI) ce sont les arguments de la perte de contrôle et d'autonomie au niveau local. Jerry Mander, président d'IFG, tente de répondre à ceux et celles qui ne comprennent pas le mécontentement des gens face au système actuel et à la question «Why are people so upset?»¹⁵⁰. D'après Mander, les gens s'en prennent à un système qui enlève pouvoir, autonomie et contrôle aux communautés: «We can't save our environment or better ourselves»¹⁵¹. Ce sont les bureaucrates non-élus du commerce («unelected trade bureaucracy») qui prennent les décisions qui touchent la vie des gens. En somme, l'OMC agit en tant que gouvernement global qui n'a pas été élu par les citoyens.

Pourquoi opposer l'OMC?

Tony Clarke, membre d'IFG, a analysé l'opposition à l'OMC. La légitimité de l'OMC est remise en question sur plusieurs points. Selon Clarke, l'OMC reflète un déficit démocratique puisque, d'une part, il s'agit d'une institution qui n'est pas élue par les individus mais qui est plutôt constituée de bureaucrates qui parviennent à outrepasser des lois, des législations ainsi que des programmes adoptés par les assemblées élues démocratiquement¹⁵².

D'autre part, la crédibilité de l'OMC peut être remise en question par le fait que les pouvoirs de l'OMC sont constitués non seulement par des représentants des

¹⁴⁹PUBLIC CITIZENS' GLOBAL TRADE WATCH, «The MAI Shell Game», Online: http://www.citizen.org/pctrade/Shell_Game/Cover.htm, date d'accès: 31/01/01, 9h58.

¹⁵⁰INTERNATIONAL FORUM ON GLOBALIZATION, «Economic Globalization and the Role of the WTO», IFG Teach-In, November 27th 1999. Online: <http://www.wtowatch.org/multimedia/>, date d'accès: 06/11/00, 9h00.

¹⁵¹*Ibid.*

¹⁵²CLARKE, Tony, «Taking on the WTO: Lessons from the Battle of Seattle», *Studies in Political Economy*, vol. 62, Summer 2000, p. 9-10.

gouvernements mais également par des coalitions d'entreprises. Les acteurs corporatistes décident largement dans un premier temps de l'agenda de l'OMC pour ensuite faire adopter leurs propositions presque mot pour mot par l'OMC elle-même¹⁵³. Le fait que les entreprises transnationales jouent un rôle important et influent au sein de l'OMC et que ces dernières ne sont pas élues ou imputables au public démontrent la crise de légitimité qui sous-tend l'OMC. Aussi, les règles émises par l'OMC réduisent considérablement les restrictions en place applicables aux entreprises en matière d'environnement, de droits humains, de conditions de travail et d'options disponibles aux citoyens, ce qui enfreint à la démocratie, soit des problèmes similaires à ceux que posait l'AMI¹⁵⁴.

Enfin, ce qui pousse plusieurs à s'interroger sur la légitimité et les capacités de représentation de l'OMC, c'est sa volonté de privatiser les secteurs publics qui voient habituellement au bien-être collectif, soit la santé, l'éducation publique, les études post-secondaires, la culture, l'assistance sociale, etc. On cherche à transformer ces secteurs en marchés privés pour assurer une meilleure concurrence¹⁵⁵. Les groupes

¹⁵³Clarke cite comme exemple l'entente sur les «TRIPS» (Trade related intellectual property rights). L'entente fut rédigée par le Comité sur les droits de la propriété intellectuelle composé de 13 entreprises américaines telles que Bristol Myers Squibb, Dupont, Pfizer, Monsanto et General Motors (*Ibid*, p. 10.).

¹⁵⁴*Ibid.*, p. 11-12.

¹⁵⁵Susan George établit une liste des secteurs qui seraient touchés: «Les services qui tomberaient sous la férule de règles de l'OMC ne représentent pas seulement des transactions commerciales portant sur des milliers de milliards de dollars chaque année. Ils englobent quasiment toutes les activités humaines, notamment la distribution, le commerce de gros et de détail; le bâtiment et les travaux publics, l'architecture, la décoration, l'entretien; le génie civil et l'ingénierie; les services financiers, bancaires et d'assurances; la recherche-développement; les services immobiliers et le crédit-bail location; les services de communication, les postes, les télécoms, l'audiovisuel, les technologies de l'information; le tourisme et les voyages, les hôtels et les restaurants; les services de l'environnement dont la voirie, l'enlèvement des ordures, l'assainissement, la protection du paysage et l'aménagement urbain; les services récréatifs, culturels et sportifs, dont les spectacles, les bibliothèques, les archives, les musées; l'édition, l'imprimerie et la publicité; les transports par toutes les voies imaginables, y compris spatiales. Sans oublier l'éducation (les enseignements primaire, secondaire, supérieur et la formation permanente) et la santé animale et humaine - soit plus de 160 sous-secteurs et activités» (GEORGE, Susan, «À l'OMC, trois ans pour achever la mondialisation», *Le Monde diplomatique*, Juillet 1999, Online:

cherchent donc à mettre de l'avant et de démontrer qu'il ne s'agit pas de commerce «ordinaire» mais d'un commerce qui tranforme fondamentalement la vie des gens.

Les actions de l'entre-deux

Les actions de l'entre-deux nous sont intéressantes à plus d'un titre. Dans un premier temps, les actions sont un exemple d'effort soutenu puisqu'elles servent à pointer à la continuité entre les événements de l'AMI et l'OMC, visible par l'utilisation des mêmes stratégies de lutte. En effet, les groupes actifs lors de l'entre-deux ont été influencés par les événements entourant l'AMI. Plusieurs groupes opposés à l'AMI se retrouvent dans les préparations de la lutte contre l'OMC.

Dans un deuxième temps, les actions des groupes permettent de voir l'adaptation aux différences que peut représenter le changement de la lutte de l'AMI à celle contre l'OMC. Ces actions permettent également de voir comment les groupes s'organisent en structures souples. Puisque la lutte se radicalise, plusieurs stratégies se manifestent au sein de la même mouvance. Il est donc essentiel, afin de maintenir l'unité des groupes et de respecter leurs différences, d'adopter une organisation flexible permettant aux groupes d'avoir recours à la stratégie de leur choix et non de se faire imposer la stratégie d'un autre groupe.

L'annonce du lieu où se déroulerait la troisième conférence ministérielle de l'OMC s'est faite en janvier 1999. Charlene Barshefsky, représentante du commerce des États-Unis (U.S. Trade Representative), a signalé le 25 janvier 1999 que Seattle, Washington avait été choisi comme hôte du Cycle du millénaire¹⁵⁶. L'annonce de manifestations contre l'OMC à Seattle ne pouvait être considérée inattendue et ce pour plusieurs raisons. À part des arguments montés contre l'AMI et s'appliquant à l'OMC, il

<http://monde-diplomatique.fr/1999/07/GEORGE/12221.html>, date d'accès: 25/03/00, 8h41).

¹⁵⁶ WASHINGTON COUNCIL ON INTERNATIONAL TRADE, «Seattle Selected to Host WTO», Online: http://www.wcit.org/press_release.htm, date d'accès: 02/02/01, 9h30.

y avait déjà eu des manifestations lors des dernières consultations de l'OMC et l'opposition contre tout symbole économique international se faisait de plus en plus fréquent et constant. Par ailleurs, les groupes contre l'AMI avaient annoncé leur intention d'opposer la continuation de ces négociations au sein de l'OMC¹⁵⁷. Selon le Public Citizen, en janvier 1999, l'Union européenne ainsi que le Japon avaient manifesté leur volonté d'inclure des négociations sur l'investissement au sein de l'OMC¹⁵⁸.

Conséquemment, les préparations pour Seattle se sont mises en branle environ 11 mois avant la tenue de la conférence ministérielle à l'aide de courriers électroniques, immédiatement à la suite de l'annonce du 25 janvier 1999 de Barshevsky :

The tumult in Seattle began 11 months ago with a salvo of e-mail. "Everybody clear your calendars," read a message sent Jan. 26 to thousands of supporters by Public Citizens' Global Trade Watch [...] "We're going to Seattle at the end of November." That e-mail, and others from allied organizations, began ricocheting around the globe the moment Seattle was selected to host the World Trade Organization talks. Soon there were dozens of "listservs," or e-mail discussion groups, devoted to devising ways to disrupt the event¹⁵⁹.

L'appel à l'action était lancé.

Tout comme il en a été le cas dans l'analyse du moment que constituait la lutte contre l'AMI, il est important de faire ressortir les groupes importants, représentatifs de l'organisation, des stratégies et du discours. Lors de la lutte contre l'AMI, il s'agissait des groupes entourant la coalition internationale d'IFG et ses membres. L'entre-deux,

¹⁵⁷PUBLIC CITIZENS' GLOBAL TRADE WATCH, «Call to reject any proposal for moving the MAI or an Investment Agreement to the WTO», Online: <http://citizen.org/pctrade/MAI/What%20you/wtosignon.htm>, date d'accès: 31/01/01, 9h48.

¹⁵⁸PUBLIC CITIZENS' GLOBAL TRADE WATCH, «The MAI Shell Game».

¹⁵⁹LOS ANGELES TIMES, «WTO Summit: Protest in Seattle», December 2, 1999, Online: <http://lists.essentials.org/mai-intl/msg00179.html>, date d'accès: 05/10/00, 14h41.

comme il a été mentionné, fait ressortir le rôle de deux coalitions principales: une coalition axée sur le message, qui inclut des groupes plus «conventionnels», et une coalition plus radicale axée sur l'action. Il est à noter que les préparations de Seattle ne se définissent pas uniquement à partir de ces deux coalitions. Plusieurs groupes ont participé aux préparations, cependant, une revue des écrits dénote la démarcation de ces deux coalitions choisies. Par ailleurs, bien que ces deux coalitions aient recours à différentes stratégies, on peut relever une certaine interpénétration entre les deux coalitions sur certains points, c'est-à-dire que certains groupes étaient membres des deux coalitions. Aussi certains groupes d'une coalition ont-ils participé aux activités de l'autre coalition et vice-versa.

La continuation de la lutte: Le rôle des groupes «conventionnels»

Opposés à l'AMI, beaucoup des groupes se retrouvèrent dans les démarches qui allaient mener à la lutte de Seattle. Plusieurs ont donc assumé le rôle d'éducation et de mobilisation, une campagne qui s'est appuyée sur les effets néfastes des principes de l'économie globale. Ces groupes ont bénéficié d'une portée internationale puisque d'autres batailles telles que l'AMI ont permis de cimenter leurs liens transnationaux: «The groups with more routine and formalized transnational connections were also involved in education and mobilization, but they tended to play more important roles in framing and informing protesters critiques of the global trading system and in lobbying government delegations»¹⁶⁰. Ce rôle fut assumé par plusieurs groupes dont IFG. Les liens entre les organisations internationales se sont maintenus, entre autres, à l'aide d'appels «conférences»¹⁶¹.

¹⁶⁰SMITH, Jackie, «Globalizing Resistance: The Battle of Seattle and the Future of Social Movements», Online:
http://depts.washington.edu/pcls/WTO_History_Project/wto.academic.htm, date d'accès:
 04/02/01, 11h24.

¹⁶¹LOS ANGELES TIMES, «WTO Summit: Protest in Seattle».

Cette coalition a eu recours au même type d'actions ainsi qu'au même discours contre la mondialisation économique utilisés lors de la lutte contre l'AMI, c'est-à-dire l'élaboration d'une pétition ou une déclaration unifiée de la part des différents groupes, soit le document consensus de cette coalition (la dernière mise à jour de cette déclaration, soit le 27 novembre 1999, comptait la signature de 1448 organisations de 89 pays¹⁶²). Cette déclaration représente une harmonisation des demandes et donc signale un effort de cohérence dans le sens où les groupes se sont alliés autour de ce document consensus. Dans cette déclaration d'opposition à l'OMC intitulée «Statement from Members of International Civil Society Opposing a Millennium Round or a New Round of Comprehensive Trade Negotiations»¹⁶³, on faisait des demandes similaires à celles de l'AMI, soit un moratoire sur les négociations afin de tenir des audiences publiques et d'évaluer les effets que pourraient avoir un plus grand nombre de privatisation, de déréglementation, de libéralisation par l'entremise de l'OMC. Il est à noter que ces demandes sont souvent larges et non spécifiques afin de pouvoir justement accommoder la plupart des groupes, ceux du Nord et du Sud¹⁶⁴. L'objectif était, comme le voulait le nom de la campagne «No New Round, Turn Around», d'empêcher tout ajout à l'agenda des négociations du Cycle du millénaire et de revenir sur certaines questions. Les nombreux groupes se sont entendus sur un ensemble de revendications:

We, the undersigned members of international civil society, oppose any effort to expand the powers of the World Trade Organization (WTO) through a new comprehensive round of trade liberalisation. Instead, governments should review and rectify the deficiencies of the system and the WTO regime itself. [...] We oppose any further liberalisation negotiations, especially those which

¹⁶²PUBLIC CITIZENS' GLOBAL TRADE WATCH, «Statement from Members of International Civil Society Opposing A Millennium Round of Comprehensive Trade Negotiations».

¹⁶³*Ibid.*

¹⁶⁴SMITH, Jackie, «Globalizing Resistance: The Battle of Seattle and the Future of Social Movements».

will bring new areas under the WTO regime, such as investment, competition policy and government procurement. We commit ourselves to campaign to reject any such proposals. We also oppose the Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights (TRIPS) Agreement. We call for a moratorium on any new issues or further negotiations that expand the scope and power of the WTO. During this moratorium there should be a comprehensive and in-depth review and assessment of the existing agreements. Effective steps should then be taken to challenge the agreements. Such a review should address the WTO's impact on marginalised communities, development, democracy, environment, health, human rights, labour rights and the rights of woman and children. The review must be conducted with civil society's full participation¹⁶⁵.

Toute organisation voulant s'ajouter à ces revendications pouvait le faire par Internet (en communiquant avec «Friends of the Earth»). Ce sont autour de ces revendications et des efforts de certains dont principalement Mike Dolan, membre de «Public Citizen/Global Trade Watch» (organisation fondée par Ralph Nader) et travaillant au nom de la coalition «Citizens' Trade Campaign» (CTC)¹⁶⁶ que de nombreux groupes se sont alliés en opposition à l'OMC, afin de former la coalition connue sous le nom de «People for Fair Trade». Le CTC, au lieu de contribuer une somme d'argent pour l'organisation des manifestations contre l'OMC, a prêté les services de Dolan à la coalition People for Fair Trade basée à Seattle . Ils (les organisateurs) se sont attardés à de nombreuses activités dont la création de liens ou de contacts entre les différents groupes et activistes de la communauté, entre les activistes et la police, ainsi que de voir aux logistiques et à la coordination de plusieurs

¹⁶⁵PUBLIC CITIZENS' GLOBAL TRADE WATCH, «Statement from Members of International Civil Society Opposing A Millennium Round of Comprehensive Trade Negotiations».

¹⁶⁶Le CTC est une coalition nationale qui comprend Public Citizen (membre d'IFG), des syndicats, des groupes de consommateurs, d'environnementalistes, de fermiers, d'églises.

manifestations¹⁶⁷. Un site web géré par People for Fair Trade (<http://www.seattle99.org>) fut mis à la disposition des activistes servant précisément ces fonctions.

Comme il a été mentionné, d'autres groupes ont contribué à la mobilisation qu'était Seattle. Les syndicats américains se sont mis de la partie en désignant des personnes ressources en tant qu'organiseurs: «The American Federation of Labor and Congress of Industrial Organisations (AFL-CIO) has dispatched two full-time field organisers to coordinate a massive march and rally set for 30 November [...]. The teamsters, longshoremen, and other industrial unions are each conducting their own mobilisations [...]»¹⁶⁸.

Mike Dolan et ses collègues, souvent impliqués dans les événements comme tels, ont cherché à mobiliser les syndicats et les différentes ONG autour des différents événements, comme l'explique Alesha Daughtrey de Public Citizen/Global Trade Watch en entrevue avec April Eaton du WTO History Project¹⁶⁹: «We provided, I think, a lot of logistical support in general. And then we also did a lot of programming and coalition building for national and international NGOs. [...] We did a lot in terms of mobilization with unions and NGOs and through getting the word out there to community groups [...]»¹⁷⁰.

¹⁶⁷PARRISH, Geov, «Shutting Down Seattle», *Third World Resurgence*, no. 108/109, August-September 1999, p. 21.

¹⁶⁸*Ibid.*, p. 21.

¹⁶⁹Le «WTO History Project» est un effort de documenter les événements entourant Seattle afin de faire avancer la compréhension de tels développements et les impacts de ces manifestations. Voici la description et les buts du projet: «The World Trade Organization Ministerial and the corresponding anti-WTO protests in Seattle in 1999 had a profound impact on the public perception of the world trade agreements, on the US labor movement, and on the way social movement organizations around the globe work together in pursuit of sustainable global economies. [...] this project's goals are: to provide resources for research related to the anti-WTO protests in Seattle; to preserve historical documents and artifacts related to the anti-WTO protests; to collect a representative set of personal accounts of the protests from the participants and organizers that reflects the diversity of the movement opposed to the WTO; to recognize and analyze the role of organized Labor in these historic event (*sic*)»(WTO HISTORY PROJECT, Online: http://depts.washington.edu/pcls/WTO_History_Projects.htm, date d'accès 03/02/01, 15h30).

¹⁷⁰Entrevue effectuée par April Eaton du WTO History Project auprès de Alesha Daughtrey,

Dolan, bien qu'il ait joué un rôle important, a pris ses distances par rapport aux groupes les plus radicaux. Cette prise de distance a été visible par la volonté de coordonner ses efforts avec ceux des groupes plus radicaux, constitués par le «Direct Action Network» (DAN), tout en ne s'impliquant pas directement dans leurs activités. Daughtrey explique: «Although we definitely had connections with folks at the Direct Action Network who were doing planning for civil disobedience and a lot of those other actions - we did sort of coordinate with them so that no toes would be stepped on and we could do things as harmoniously as possible - we weren't directly involved with that»¹⁷¹.

Cette coordination sera également confirmée par les membres de DAN lors des organisations des activités de l'entre-deux ainsi que lors des manifestations à Seattle, démontrant la volonté de ne pas exclure les différences et de jongler avec différentes stratégies. Il s'agit là d'un exemple de flexibilité mais aussi de cohérence dans le sens où il existait quand-même un dialogue, une interaction entre les deux coalitions afin d'allier leurs efforts vers une même lutte.

La radicalisation de la lutte: Les actions directes

Les groupes d'actions directes ont joué un rôle très important et décisif dans la lutte contre l'OMC. Il importe donc de voir leur rôle lors de l'entre-deux. Comment ces groupes étaient-ils organisés? Quelles différences existaient-ils entre ces derniers et la première coalition? Est-ce que ces différences ont nuit à la continuité ou à la cohérence de cette société lors de la lutte de Seattle?

Les actions directes ne sont pas des stratégies nouvelles qui datent uniquement des manifestations de Seattle. Sturgeon avance que les mouvements d'actions directes se sont formés dans les années 1970. Ils se sont opposés aux centrales et armes nucléaires, à

Field Organizer, Global Trade Watch, le 17 août 2000, Online:

http://depts.washington.edu/pcls/WTO_History_Project/Interviews/Daughtrey.htm.

¹⁷¹ *Ibid.*

l'intervention des États-Unis en Amérique Latine, à l'implication des États-Unis dans la guerre du Golfe, etc.¹⁷² Si la stratégie de la première coalition pour Seattle était de transmettre un message par rapport à l'OMC et la mondialisation économique, la coalition des groupes d'actions directes s'est plutôt attardée à l'action et à la stratégie, comme le note Sturgeon à propos de ce type de groupes:

During my many years of participation in and observation of this movement, I began to realize that the movement's political theory was to a great extent expressed through its organizational structures and political practices, giving many participants the same general understanding of why they proceeded as they did but not requiring an identical, explicit ideology from every participant¹⁷³.

L'action constitue leur discours. En effet, un groupe californien d'action directe, «Ruckus Society», qui a, en partie, parrainé DAN lors des préparations et des actions contre l'OMC, ont comme slogan: «Actions speak louder than words»¹⁷⁴. Le but de ces groupes n'était pas tellement de demander un moratoire des négociations («No New Round», soit la campagne menée par la première coalition) mais d'arrêter physiquement les négociations («Shut Down the WTO»). De même ce qui contribue à leur message est le fait que ces groupes non seulement prônent des principes de décentralisation, d'autonomie, de démocratie directe, de transparence, etc. mais s'organisent en fonction de ces principes, ce qui peut entraîner des tensions avec les ONG qui s'organisent de façon hiérarchique¹⁷⁵. Un exemple de la mise en pratique de ces principes est la transparence: la stratégie des groupes était affichée sur le web des mois avant le début du

¹⁷²STURGEON, Noël, «Theorizing Movements: Direct Action and Direct Theory», *Cultural Politics and Social Movements*, sous la direction de Marcy DARNOVSKY, Barbara EPSTEIN et Richard FLACKS, Philadelphia, Temple University Press, 1995, p. 35.

¹⁷³*Ibid.*, p.35-36.

¹⁷⁴RUCKUS SOCIETY, «Ruckus Society Web Site», Online: <http://www.ruckus.org>, date d'accès: 06/02/01, 9h35.

¹⁷⁵KLEIN, Naomi, «The Vision Thing: Were the DC and Seattle Protests Unfocused, or Are Critics Missing the Point?», p. 21.

Cycle du millénaire. Han Shan, coordinateur de projets pour Ruckus Society, a même discuté ses stratégies et buts avec la police de Seattle:

Yes, I started meeting with the police a few weeks out. John Sellers (Ruckus Society) and I met with a couple of different cops on a couple of different occasions. [...] We were very clear, forthright and open with our intentions. I declared on 50 different occasions in front of police, to police, that we were going to shut down the WTO, that we were going to non-violently put our bodies in the way, that we were going to blockade delegates from getting in. [...] We made every effort to be very open and forthright about our plans to conspire in public as it were, to be transparent as we demand the WTO to be¹⁷⁶.

Shan et son organisation ont pris connaissance des manifestations prévues contre l'OMC à Seattle par l'entremise de l'information partagée et mise de l'avant par les ONG, décidant de s'impliquer au printemps 1999. Le rôle de Ruckus et également de DAN se voulait un rôle d'appui stratégique: «We're not a campaigning organization ourselves. We work and support. We work to train and to support people of conscience, organizations of conscience who are picking discrete targets, who are doing cutting edge, important campaigns»¹⁷⁷. Ruckus jouait donc un rôle complémentaire aux efforts des autres organisations plus axées sur le message. Les groupes tels que Ruckus ont trouvé important de mettre sur pieds des camps d'entraînement d'actions de résistance non-violente, dont un intitulé «Globalize This! Action Camp» se déroulant quelques mois avant le début des négociations, où se concrétisa DAN: «[...] it (the camp) was the first place where the Direct Action Network really was able to come together, not just in Seattle but from a lot of different places. And we had Direct Action Network meetings actually at the camp»¹⁷⁸. Ces camps d'entraînement devaient servir à donner les outils et

¹⁷⁶Entrevue effectuée par Jeremy Simer du WTO History Project auprès de Han Shan, Program Coordinator, Ruckus Society, le 1 juin 2000, Online:
http://depts.washington.edu/pcls/WTO_History_Project/Interviews/Shan.htm.

¹⁷⁷*Ibid.*

¹⁷⁸*Ibid.*

l'expérience nécessaires aux manifestants en terme de désobéissance civile et de résistance non-violente.

DAN organisa également des sessions dans les semaines précédant le début des négociations. On pouvait retrouver sur le web l'horaire de différents ateliers d'actions non-violentes («climbing, banner hanging, lockdown»), de formation en aide légale et solidarité face à la possibilité d'incarcération («This will go over the legal process step by step and jail/court solidarity is, how it works, and how to prepare for it»), de techniques d'observation légale («to train legal observers on how to observe and document possible police misconduct»), de premiers soins, de formation en danse, théâtre de rue («street theatre»), de fabrication de marionnettes, etc.¹⁷⁹ DAN ainsi que les nombreuses organisations qui ont accordé leur parrainage aux actions qui allaient se dérouler à Seattle, entre autres Ruckus, Rainforest Action Network qui est membre d'IFG, National Lawyers Guild, Global Exchange, aussi membre d'IFG, People's Global Action, EarthFirst! ont établi de façon préalable les principes à suivre et à respecter lors des actes de désobéissance civile, soit la non-violence physique ou verbale, la prohibition de l'utilisation d'armes, de consommation de drogues ou d'alcool et de dégâts à la propriété privée¹⁸⁰.

Dans les semaines précédant le Cycle du millénaire, en plus de ces sessions d'entraînement, se sont formés des groupes d'affinité («affinity groups»). Bien que les organisateurs des actions directes s'attendaient à la présence de milliers d'activistes, il fallait désigner des groupes clefs qui allaient jouer des rôles stratégiques, prêts à bloquer les endroits spécifiques et à résister contre la possibilité de violence provenant des policiers. Une participante explique cette organisation:

¹⁷⁹DIRECT ACTION NETWORK, «Street Theater and D.A. Convergence Schedule and Information», Online: <http://www.agitprop.org/artandrevolution/wto/conschedule.html>, date d'accès: 23/01/01, 11h48.

¹⁸⁰MOYNIHAN, Denis, «Anti-WTO Activist Camporee», *Z Magazine*, November 1999, p. 6.

The participants in the action were organized into small groups called affinity groups. Each group was empowered to make its own decisions around how it would participate in the blockade. There were groups doing street theater, others preparing to lock themselves to structures, groups with banners and giant puppets, others simply prepared to risk arrest and others who would be their support people in jail, as well as a first aid person. Affinity groups were organized into clusters. The area around the Convention Center was broken down into thirteen sections, and affinity groups and clusters committed to hold particular sections. As well, some groups were “flying groups” - free to move wherever they were most needed. All this was coordinated at spokescouncil meetings, where affinity groups each sent a representative who was empowered to speak for the group¹⁸¹.

DAN a aussi contribué aux logistiques en mettant à la disposition des groupes d'action directes, un centre de convergence («Convergence Centre»), la mise en place d'une équipe légale et médicale.¹⁸²

L'entre-deux: Une étape essentielle à la lutte de Seattle

De la perspective de Shan (Ruckus Society), les deux coalitions principalement visibles lors de l'entre-deux n'ont pas nécessairement travaillé de façon étroite ensemble sauf en terme de coordination:

We didn't work closely with Public Citizen forces and Trade Campaign, or People for Fair Trade, as you know. But it was more of a recognition that we were working on the same thing. That we had similar goals and we might have different strategies and tactics, but we worked very hard to align and coordinate our efforts, and certainly, we communicated and knew that it was important to constantly

¹⁸¹ STARHAWK, «How We Really Shut Down the WTO», *Globalize This! The Battle Against the World Trade Organization and Corporate Rule*, sous la direction de Kevin DANAHER et Roger BURBACH, Monroe, Maine, Common Courage Press, 2000, p. 37.

¹⁸² Entrevue effectuée par April Eaton du WTO History Project auprès de Nadine Bloch, Direct Action Network/Ruckus Society, le 15 août 2000, Online: http://depts.washington.edu/pcls/WTO_History_Project/Interviews/Bloch.htm.

communicate. [...] So trying to be strategic in the way that we coordinated our efforts, while also recognizing that we were going to be doing a lot of different stuff¹⁸³.

L'entre-deux nous permet de voir que même s'il existe des divisions entre les coalitions ou à l'intérieur des coalitions même, les buts ou objectifs sont souvent similaires. Les groupes d'actions directes, quoique plus radicaux et plus jeunes (20-30 ans) que les autres groupes, développent une conscience de leurs problèmes: la mondialisation économique néolibérale et ses instruments. En effet, DAN se définit comme suit: «The Direct Action Network is a network of local grassroots organizations and street theater groups across the Western United States and Canada who are mobilizing our communities to creatively resist the World Trade Organization (WTO) and corporate globalization»¹⁸⁴. Dès lors, l'ennemi commun demeure manifeste lors de l'entre-deux par l'entremise des deux coalitions.

De son côté, la dynamique de l'effort soutenu a servi à mettre en relief l'adaptation de l'enjeu mais aussi l'organisation de la lutte contre l'OMC en gardant le momentum des efforts des luttes précédentes. En ce qui a trait à la planification et les préparations préalables des actions collectives, les groupes adoptent certaines des mêmes stratégies utilisées contre l'AMI (surtout la coalition axée sur le message), soit les pétitions contenant des demandes par rapport à l'OMC, des listes d'envoi, des courriers électroniques ainsi que des explications claires visant à décoder les traités commerciaux (traitement national, clause de la nation la plus favorisée, etc.). De plus, on continue de mettre l'accent sur les effets que peuvent avoir de tels traités sur la vie des citoyens. Dans une tentative d'assurer la continuité de l'opposition à la mondialisation économique, il deviendra nécessaire de coordonner les différentes stratégies des deux

¹⁸³ Entrevue effectuée par Jeremy Simer du WTO History Project auprès de Han Shan, Program Coordinator, Ruckus Society.

¹⁸⁴ DIRECT ACTION NETWORK, «Against Corporate Globalization», Online: <http://www.agitprop.org/artandrevolution/wto/dan.html>, date d'accès: 23/01/01, 11h41.

coalitions principales afin de présenter un front commun. Ce besoin de coordination s'impose vu la radicalisation de la lutte. Les plus radicaux ont voulu mettre l'accent sur l'action, et les plus modérés, sur l'importance de transmettre un message par rapport à la mondialisation économique. Ceci nous permet de voir une certaine cohérence dans les actions des groupes, puisqu'il y a une interaction et même un dialogue qui se font entre les différents groupes, et ce même s'ils ont des stratégies différentes.

Par ailleurs, l'intérêt porté au degré d'institutionnalisation nous permet de rendre apparente la flexibilité de l'organisation de la mouvance lors de l'entre-deux, et ce en raison de la coordination des différentes stratégies et différents intérêts, tentant de reconcilier radicaux et modérés au sein d'une organisation fluide et ouverte de réseaux et de coalitions. Cette dernière (organisation) devient importante à partir des moments que représentent l'entre-deux et Seattle, en raison de la radicalisation et la diversification de la lutte.

Nous pensons qu'il est important de souligner que l'entre-deux nous a permis de traiter des informations qui ne sont pas habituellement mis en évidence lorsque l'on aborde les manifestations. L'entre-deux expose l'organisation et le développement des coalitions, l'ajustement des enjeux en tant que processus et non en tant que fait accompli. L'entre-deux nous aide à voir les mécanismes sous-jacents des développements entourant la résistance.

Il est maintenant important de se pencher sur les événements de Seattle afin de voir si et comment les divisions, les différents intérêts et les différentes stratégies ont posé ou n'ont pas posé problème à la cohérence de la mouvance.

La bataille de Seattle: Célébration de la différence?

Les manifestations à Seattle qui constituent le troisième moment de notre étude se sont déroulées parallèlement au Cycle du millénaire de l'OMC, du 29 novembre au 3 décembre 1999. Nous nous intéressons à cette période mais également à la semaine précédant le début des négociations puisqu'une série d'activités, organisées par la mouvance, s'est déroulée lors de cette semaine. Aussi, l'accent sera mis sur le 30 novembre puisque la majorité des actions et manifestations ont été organisées pour cette date.

Revue du discours

Comme il en a déjà été question, le discours par rapport à l'OMC s'inscrit dans le principe d'ennemi commun puisqu'il est similaire aux arguments élaborés par rapport à l'AMI, comme nous avons établi lors de l'entre-deux. Puisque nous avons mis l'accent sur le discours opposant l'OMC lors du moment précédant, nous ne reviendrons pas sur le discours de façon approfondie mais seulement en tant que rappel des éléments qui ont servi à mobiliser les individus et les pousser à l'action. On critique le manque de transparence et de démocratie, la perte de contrôle au niveau local et national, le modèle de mondialisation qui bénéficie aux intérêts des plus puissants, les entreprises, nuisant à l'environnement, aux droits ouvriers, aux droits humains, au bien-être social, etc.

Les moments que constituent l'AMI et l'entre-deux ont servi à définir l'ennemi commun et les arguments par rapport aux «agents» favorisant la mondialisation économique. Comme il a été possible de voir avec les écrits de Clarke sur l'OMC, cette institution ne peut être considérée démocratique en raison des alliances ou des relations trop confortables entre les représentants des gouvernements et les entreprises, ces alliances qui mènent à l'élaboration d'un agenda qui met l'accent sur les intérêts économiques au détriment des autres valeurs importantes relatives au bien-être des citoyens, soit l'environnement, les droits humains, les conditions de travail, la santé, etc.

Il n'existe pas de consensus sur ce qui doit être fait à l'OMC (i.e. réformer, abolir), comme il a été possible de voir lors de l'entre-deux. Plusieurs options se dessinent: l'option de réformer provenant des groupes moins radicaux; le moratoire; la production locale et le protectionnisme; l'option de reformuler au complet l'ordre existant¹⁸⁵. Deux discours sont devenus plus visibles lors de l'entre-deux, entourant deux coalitions. La première voulait que l'OMC arrête ses efforts de libéralisation du commerce, c'est-à-dire qu'elle préconisait un moratoire afin de réévaluer les accords déjà conclus. La deuxième cherchait plutôt à empêcher toutes négociations en bloquant physiquement l'entrée du centre des conférences aux délégués. Toutefois, bien qu'il n'y ait pas de consensus sur la réforme ou le rejet de l'OMC, il existe un consensus sur les valeurs à promouvoir: «[...] there was no clear consensus among protest groups about whether the WTO itself should be abolished or reformed. But it was clear that virtually all protesters in the streets of Seattle sought the incorporation of values other than profit making into economic decisions and the democratization of economic decision making»¹⁸⁶. Cet élément peut être démontré lorsque l'on considère les différentes causes présentes dans les rues de Seattle, la plupart qui n'a pas comme intérêt premier le profit.

¹⁸⁵Ici, la notion de protectionnisme n'est pas entendue dans son sens traditionnel: «These movements have pressed to stop certain aspects of globalization and to slow down others. They are pressing for new rules and new institutions to govern global economic activity. And inevitably, they are branded by free trade proponents as "protectionists," a moniker that is deployed as a crude insult. [...] We reject the traditional notion of "protectionism" in that we believe that trade of many goods and services as foreign investment can be positive under the right terms and rules. At the same time, we often use the verb "to protect" to refer to the many gains in local, state, national, and global legislation that "protect" local communities, the environment, viable food systems, the health and safety of workers, and the diversity of cultures» (INTERNATIONAL FORUM ON GLOBALIZATION, «Beyond the WTO: Alternatives to Economic Globalization», Online: <http://www.ifg.org/beyondwto.html>, date d'accès: 07/11/00, 16h55.).

¹⁸⁶SMITH, Jackie, «Globalizing Resistance: The Battle of Seattle and the Future of Social Movements».

Les actions: La mise en oeuvre des stratégies et les résultats

La dynamique de degré d'insitutionnalisation est importante ici puisqu'elle nous permet de comprendre la flexibilité et la souplesse de la mouvance, démontrées par la façon dont les intérêts hétérogènes s'accommodent ensemble. Aussi, l'articulation des enjeux de façon large a permis de rassembler des intérêts parfois contradictoires, comme il sera démontré avec les groupes écologistes et le mouvement ouvrier.

Du 20 novembre jusqu'au 3 décembre 1999, de nombreuses activités, le plus gros des manifestations ayant été organisé pour le 30 novembre 1999, soit la date prévue pour le début des négociations. L'ampleur des manifestations ne fut pas le résultat d'un groupe en particulier, mais de l'ensemble des stratégies et actions des différents groupes. Par conséquent, afin de comprendre ce qui s'est passé à Seattle, il est important de traiter de ces activités.

Dans un premier temps, il y avait la possibilité d'assister à des ateliers et des espaces de discussions, d'éducation et de dialogue avant et pendant les négociations. À part des camps d'entraînement et des ateliers mis en place par DAN, IFG a organisé des ateliers la fin de semaine précédant le début des négociations:

On the weekend prior to the WTO meeting, the International Forum on Globalization held a two-day teach-in at Benaroya Hall in downtown Seattle on just such questions of how countries can maintain autonomy in the face of globalization. Chaired by IFG President Jerry Mander, more than 2,500 people from around the world attended. A similar number were turned away. [...] It was an extravagant display of research, intelligence, and concern, expressed by scholars, diplomats, writers, academics, fishermen, scientists, farmers, geneticists, businesspeople, and lawyers¹⁸⁷.

¹⁸⁷HAWKEN, Paul, «Skeleton Woman Visits Seattle», *Globalize This! The Battle Against the World Trade Organization and Corporate Rule*, sous la direction de Kevin DANAHER et Roger BURBACH, Monroe, Maine, Common Courage Press, 2000, p. 30.

Lors de ces conférences (intitulées «Economic Globalization and the Role of the WTO»), plusieurs thèmes furent abordés dont les impacts de la mondialisation économique, les droits ouvriers dans une économie mondiale, l'environnement, les droits humains, la biotechnologie, le rôle de l'OMC et sa domination sur tous les aspects de la vie humaine, la vision du Sud par rapport à la mondialisation économique, les principes d'un agenda citoyen¹⁸⁸. IFG a également organisé un débat le 30 novembre entre les tenants pro et anti-mondialisation¹⁸⁹. Pendant la semaine, il était donc possible d'assister à de nombreuses conférences ou ateliers mis en place par différents groupes. Malgré les efforts d'aviser les médias de ces événements, il n'y a eu presque aucune couverture médiatique. Plusieurs critiques ont été faites par rapport à la couverture médiatique des événements entourant les manifestations contre la mondialisation économique, non seulement en ce qui a trait à Seattle mais en général: «There is a rythm to these events, and the coverage of them, and unfortunately it doesn't have much to do with content. Whenever there is any unpleasantness - most of the discussion is given over to establishing whose fault it was. Did the demonstrators overstep? Did the police overreact?»¹⁹⁰.

Environ 50 000 manifestants se sont présentés à Seattle à partir du 30 novembre. Les jours suivants furent également des jours de manifestations mais n'avaient pas la même ampleur¹⁹¹. Hahnel a tenté d'analyser la bataille de Seattle en associant le type de manifestants et leur stratégie aux différents événements. La majorité des individus, soit 40 000, ont participé à une marche organisée par les syndicats et groupes ouvriers américains, le jeudi 30 novembre. La plupart des participants à la marche furent des

¹⁸⁸INTERNATIONAL FORUM ON GLOBALIZATION, «Economic Globalization and the Role of the WTO», Seattle Teach-In (November 26-27, 1999), Online: <http://www.ifg.org/tof4.html>, date d'accès: 07/11/00, 9h17.

¹⁸⁹*Ibid.*

¹⁹⁰OTTAWA CITIZEN, «Making an impact in Quebec City», Thursday, April 5, 2001, A14.

¹⁹¹BLEYER, Peter, «The Other Battle in Seattle», p. 25.

membres de syndicats, des écologistes ainsi que les habitants de la ville. Le but de leur marche, selon Hahnel, était de manifester leur opposition aux politiques de l'OMC sans toutefois poser des gestes qui risqueraient une arrestation¹⁹². Par ailleurs, environ 8 000 individus ont pris part aux actions directes, ce qui inclut la désobéissance civile, le blocage de l'entrée au centre des conférences. Cet événement a également eu lieu le 30 novembre et contrairement aux autres manifestants, les participants d'actions directes ont risqué l'arrestation ainsi que bravé le gaz lacrymogène et les balles en caoutchouc. La manifestation et les actes de désobéissance civile dans les rues de Seattle furent organisées largement par des groupes nord-américains, dont principalement DAN. Comme il a été mentionné, DAN avance des idées particulières par rapport à l'art des manifestations. Ces dernières peuvent être plus efficaces et fructueuses si leur stratégie est différente des modes de manifestations traditionnelles.

Enfin, étaient du nombre d'environ 200, les anarchistes, dénommés «Black Bloc»¹⁹³ qui ont endommagé les commerces du centre-ville de Seattle et qui ont reçu majoritairement l'attention de la presse. Il est à noter que les actes de ces anarchistes n'ont pas précipité les actions violentes des policiers. Ces dernières ont débuté quelques heures avant afin de déplacer les manifestants qui bloquaient l'entrée aux délégués¹⁹⁴. De plus, les commerces endommagés n'étaient pas seulement le résultat des actions des anarchistes mais aussi d'habitants qui ont profité de la situation. Il faut tout de même préciser que la plupart des manifestants à Seattle étaient non-violents.

¹⁹²HAHNEL, Robin, «Speaking Truth To Power: Speaking Truth to Ourselves», *Z Magazine*, June 2000, Online: <http://www.zmag.org/zmag/articles/hahneljune2000.htm>, date d'accès: 02/10/00, 14h14.

¹⁹³FOER, Franklin, «Protest Too Much: Meet the New New Left: bold, fun, and stupid», *The New Republic*, May 1, 2000, p. 22.

¹⁹⁴GILLHAM, Patrick F. and Gary T. MARX, «Complexity and Irony in Policing And Protesting: The World Trade Organization in Seattle», *Social Justice*, vol. 27, no. 2, 2000, p. 217.

En se penchant sur l'ensemble des manifestations à Seattle, il est possible de remarquer, selon certains auteurs, certaines divisions qui existent entre les différents groupes, ces divisions davantage visibles que lors des manifestations contre l'AMI. En effet, comme il a été mentionné, les positions perceptibles lors de l'AMI entre deux pôles, soit celles des radicaux et celles des modérés, se sont toutefois reconciliées autour d'une seule position, reflétée par une déclaration unifiée de la part des ONG¹⁹⁵. Dans le cas de Seattle, les positions semblent plus difficilement conciliables. Les divisions sont visibles en se penchant sur les «aspects sociospatiaux» et les stratégies des manifestants, comme l'explique Wainright, Prudham et Glassman:

Although the strategies of labor and representatives of nongovernmental organizations (NGOs), direct action participants, and the Third World delegates overlapped in space and time, they reflected different, and sometimes competing, ways of attending to the political struggle against the WTO and 'corporate globalization'¹⁹⁶.

Les analyses des stratégies employées par les manifestants à Seattle associent habituellement la grande marche «teamster-turtle», organisée par le syndicat américain AFL-CIO et composée par les mouvements ouvriers et les ONG environnementales, à la tendance réformiste. La grande marche s'est tenue loin des éléments plus radicaux de la manifestation dans le centre-ville (i.e. lieu de désobéissance civile) et donc n'a pas réussi à créer une alliance avec la branche plus radicale de la manifestation, ce qui constitue une division importante au sein de l'organisation du mouvement¹⁹⁷. Par contre, en interrogeant les activistes de différentes tendances, plusieurs ont affirmé le

¹⁹⁵ «NGO Statement on the MAI», *Dismantling Democracy: The Multilateral Agreement on Investment (MAI) and its Impact*, p. 319.

¹⁹⁶ WAINRIGHT, Joel, Scott PRUDHAM and Jim GLASSMAN, «The battles in Seattle: microgeographies of resistance and the challenge of building alternative futures», *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 18, no. 1, February 2000, p. 5.

¹⁹⁷ *Ibid.*, p. 6.

contraire, soit qu'un sentiment et des actions de solidarité étaient visibles entre les parties divergentes¹⁹⁸.

Si la grande marche reflète le premier espace, le deuxième est représenté par les participants de l'action directe qui cherchaient à empêcher l'accès des délégués au centre des conférences. Pour ces auteurs, le troisième espace de résistance a été constitué par les délégués des pays en développement à l'intérieur des salles de conférence, en manifestant leur opposition à l'agenda de commerce poussé par les États-Unis¹⁹⁹.

Bien que leurs stratégies soient différentes, les auteurs avancent que ces tensions étaient toutefois productives: «[...] even though the Third World delegates did not share the DAN agenda, the disturbance produced by the protests created a space for the possibility of a serious challenge to the Green Room process»²⁰⁰. En effet, il est de l'avis de plusieurs, dont George, que les différentes stratégies étaient plutôt complémentaires dans le sens qu'une seule de ces stratégies n'aurait pu accomplir le résultat de Seattle. Cette complémentarité est un exemple de la cohérence de la mouvance dans le sens où ces stratégies, bien que différentes, allaient dans la même direction, vers l'affirmation que les choses ne pouvaient et ne devaient pas rester sans changement ou transformation. Toutes les stratégies étaient nécessaires, soit celle de la demande d'un moratoire sur les négociations signée par près de 1500 organisation de plus de 89 pays, les préparations préalables à Seattle dont la recherche de locaux permettant de tenir des conférences et de servir d'hébergement, les marches, les ateliers

¹⁹⁸ Arguments tirés du film documentaire *This Is What Democracy Looks Like*, produit par Jill Freidberg et Rick Rowlers, Big Noise Production et Indymedia, 2000. Dans ce documentaire, il est possible de voir la participation de membres du Direct Action Network à un rassemblement du mouvement ouvrier. Aussi certains individus du mouvement ouvrier sont allés appuyer les manifestant de désobéissance civile dans le centre-ville et ont servi de renfort à ces manifestants.

¹⁹⁹ WAINRIGHT, Joel, Scott PRUDHAM and Jim GLASSMAN, «The battles in Seattle: microgeographies of resistance and the challenge of building alternative futures», p. 10.

²⁰⁰ *Ibid.*, p. 12.

d'IFG, les actions de DAN, les artistes et étudiants, les ouvriers et les écologistes , etc.²⁰¹

Le fait qu'une alliance se soit formée entre écologistes et syndicalistes est un développement importante et signale une vision de l'avenir plus ouverte. Il s'agit là d'un exemple de flexibilité et d'une articulation plus large au niveau des intérêts puisque traditionnellement, ces deux groupes se sont opposés, d'où l'importance de formuler l'enjeu de cette façon:

It is when the "environmentalist" confronts the crisis of the livelihood of the "worker," and when the "worker" confronts the destructive impact of her livelihood that alternatives to the hegemonic model become not only thinkable, but necessary. In this case, the basic elements of discourse may shift from "the environment" and "jobs" as distinct objects to be defended, to conditions for a possible and desirable life on this planet. As a consequence, the definition of conflict changes from "environmentalists versus workers" to "those who defend the conditions for a possible and desirable life versus those who defend practices and relations that make impossible such a life"²⁰².

Historiquement ces deux parties ont été perçues en terme d'opposition en raison de leurs différentes visions du monde. D'une part, l'environnementalisme s'est attardé à la promotion d'un système axé sur la préservation des ressources naturelles et d'autre part, les travailleurs se sont plutôt attardés à un système axé sur la production, sans nécessairement tenir compte des effets d'une telle production sur l'environnement. En terme de mouvement, l'écologisme promouvoit des valeurs quant au style de vie, des

²⁰¹GEORGE, Susan, «Fixing or nixing the WTO», *Le Monde diplomatique*, Janvier 2000, Online: <http://www.monde-diplomatique.fr/2000/01/en/2000/01/07george>, date d'accès: 05/03/00, 9h29.

²⁰²ADKIN, Laurie E., «Counter-Hegemony and Environmental Politics in Canada», *Organizing Dissent: Contemporary Social Movements in Theory and Practice*, sous la direction de William K. CARROLL, Toronto, Garamond Press, 1992, p. 136.

valeurs plus universelles par rapport au respect de la terre et de la vie humaine²⁰³. De leur côté, le travail et le syndicalisme sont davantage axés sur les droits des travailleurs et sont plus structurés et bureaucratisés²⁰⁴. Par ailleurs, le fait que certains travailleurs se battent pour garder un emploi dans une économie de plus en plus globale est difficilement conciliable avec des écologistes qui prônent plutôt la sauvegarde d'espèces en voie d'extinction²⁰⁵. En articulant l'ennemi de façon plus large, les intérêts divergents peuvent établir des liens entre eux: «Ils (les écologistes et les mouvements ouvriers) ont momentanément tissé entre eux une relation dont la force paraît surtout résider dans le combat à mener. Ainsi, la mobilisation de Seattle témoigne d'une identification au conflit qui dépasse ce type de clivage»²⁰⁶.

De plus, plusieurs avancent que la différence d'âge entre les participants auraient pu constituer une division importante dans le mouvement, notamment entre les participants de l'action directe (plutôt jeunes) et les opposants plus modérés (qui inclut des personnes plus âgées), mais elle a su être surpassée de façon assez efficace, comme l'explique Epstein:

The Seattle mobilization drew protesters from high school students through seniors, with the largest numbers in their teens through middle age. With the exception of a small number of young people given disproportionate attention by the media, these groups were united not only by their opposition to the WTO and their anger at corporate power but also by their commitment to non-violence. Each of the movements in the anti-WTO coalition included people of a range of ages, but the fact that most of the blockaders were young, and the larger numbers of middle-aged people among the labor and mainstream environmental

²⁰³LYNCH, Cecelia, «Social Movements and the Problem of Globalization», p. 162.

²⁰⁴COX, Robert, «Civil society at the turn of the millenium: prospects for an alternative world order», p. 19.

²⁰⁵ST. CLAIR, Jeffrey, «Seattle Diary: It's a Gas, Gas, Gas», *New Left Review*, no. 238, November-December 1999, p. 93.

²⁰⁶LEMIRE, Marc, «Mouvement social et mondialisation économique: de l'AMI au cycle du millénaire de l'OMC», p. 66.

organizations, meant the mobilization was not only a coalition of organization but an alliance of generations²⁰⁷.

Le fait que toutes ces différentes stratégies ont été utilisées sans accrocs majeurs, sauf le cas des anarchistes, démontre la fluidité ou la flexibilité de cette mouvance.

Leçons de Seattle

Beaucoup ont tenté, suite à Seattle, d'analyser la structure et l'organisation de cette résistance. Les plus grandes critiques, provenant de la presse financière, ont fait état de son incohérence, du manque de vision et de leader, de la représentation d'intérêts particuliers. Pour d'autres, ces critiques sont tout simplement démesurées et ces éléments de la résistance peuvent servir de forces plutôt que de désavantages.

Klein s'est penchée sur la structure du mouvement et les critiques lors des manifestations de Seattle et de Washington (manifestation contre le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale en avril 2000). Plus précisément, elle a tenté de répondre à la critique du manque de cohérence²⁰⁸. Le mouvement ne s'est pas constitué autour d'une organisation traditionnelle centralisée. Selon Klein, il s'agit plutôt d'une «décentralisation coordonnée»²⁰⁹. De plus, l'organisation et la structure de ce mouvement constituent plutôt sa force: «The fact that these campaigns are so decentralized is not a source of incoherence and fragmentation. Rather, it is a reasonable, even ingenious adaptation both to pre-existing fragmentation within the progressive networks and to changes in the broader culture»²¹⁰. Les différences ne seraient donc pas une entrave à la cohérence de la société en émergence. Une même force de ces groupes est la possibilité de présenter une opposition coordonnée fluide.

²⁰⁷ EPSTEIN, Barbara, «Not Your Parents' Protest», *Dissent*, Spring 2000, p. 11.

²⁰⁸ KLEIN, Naomi, «The Vision Thing: Were the DC and Seattle Protests Unfocused, or Are Critics Missing the Point?», p. 18.

²⁰⁹ *Ibid.*, p. 19.

²¹⁰ *Ibid.*, p. 20.

Corrélativement, elle avance que le modèle d'organisation libre et multiple est une force pour ce mouvement puisqu'il est radicalement différent des structures organisationnelles des institutions qu'il oppose: «It responds to corporate concentration with a maze of fragmentation, to globalization with its own kind of localization, to power consolidation with radical power dispersal»²¹¹.

Par ailleurs, les critiques mettent l'accent sur le fait que ce mouvement n'ait pas de leader. Il est intéressant que les différents groupes ne considèrent pas ce trait en tant que faiblesse mais plutôt une force puisqu'il représente un effort conscient de se distinguer du fonctionnement des institutions internationales. Le mouvement est influencé par les organisateurs individuels ainsi que par des intellectuels, toutefois ces derniers ne sont pas considérés comme dirigeants du mouvement.

Ce que l'on peut retenir de Seattle est, comme démontré dans les paragraphes précédents, la flexibilité de cette mouvance en raison du faible niveau d'institutionnalisation. La formulation plus large des enjeux a contribué à la réconciliation, temporaire peut-être, de l'environnement et du travail, par la grande marche du 30 novembre. Par ailleurs, l'organisation fluide a permis d'accommoder la panoplie de groupes, d'intérêts et de stratégies, tout en envoyant un message clair par rapport à l'organisation d'institutions comme l'OMC. L'ensemble des différentes stratégies a su jouer un rôle complémentaire, un signe de cohérence puisque les stratégies n'étaient pas en contradiction mais dirigées vers un même but, soit le besoin de mettre l'accent sur des valeurs qui ne sont pas centrées sur l'économie mondiale.

Enfin, notre approche nous a permis de relever les éléments qui permettent de dépeindre la mouvance en un ensemble de groupes coordonnés, ayant une conscience de la présence de d'autres intérêts affectés par la mondialisation économique et non en tant que coïncidence de groupes avançant leurs intérêts particuliers. Nous sommes toutefois

²¹¹ *Ibid.*, p. 20.

conscients que certaines difficultés persistent et que d'autres émergent avec ce type d'organisation. Ces éléments seront abordés en conclusion.

Conclusion

L'exploration des moments de résistance nous a permis de voir plusieurs dynamiques à l'oeuvre au sein de la mouvance sociale contre la mondialisation économique. Cette approche permet de mieux expliquer les constituantes du phénomène que les interprétations offertes dans les médias ou même dans certains écrits académiques (i.e. ensemble de groupes incohérents ou qui n'entretiennent pas nécessairement de liens entre eux ou à l'inverse une société civile mondiale). Les dynamiques relevées dans ces moments pointent de plus en plus à la convergence des groupes en un seul interlocuteur, cette convergence rendue possible par la définition d'un ennemi commun, l'effort soutenu des groupes et le degré d'institutionnalisation.

Bilan

Il s'agit tout d'abord de faire un bilan de nos propos. Dans un premier temps, nous avons vu que la mouvance sociale s'est rassemblée autour d'un ennemi commun, soit la mondialisation économique néolibérale. Le discours des groupes nous a permis de comprendre comment ils s'opposaient à la mondialisation économique et comment cette opposition rassemblait de nombreux intérêts ou causes en une même force. La mondialisation économique semble nuire à l'effort des groupes en ce qui a trait à la sauvegarde de l'environnement, à l'amélioration des droits des travailleurs, aux droits humains, à la justice sociale, etc. Selon les groupes, ces domaines doivent être protégés. Toutefois, les principes de libéralisation et de déréglementation cherchent souvent à retirer ou limiter les protections en place, des protections qui sont déjà considérées faibles et inefficaces. Les négociations de l'AMI et de l'OMC, sur la libéralisation des investissements et du commerce, s'inscrivent dans ce contexte. Les négociations sont donc perçues en tant qu'outils du projet de la mondialisation économique. De plus, les institutions économiques internationales sont considérées non-démocratiques parce que l'agenda des négociations et les décisions se font à huis clos, sans consultation auprès

des citoyens affectés par ces décisions. Les décisions prises au niveau mondial, il existe donc une perte de contrôle et d'autonomie au niveau local. Les manifestants remettent en question les principes qui veulent que la libéralisation de l'économie mondiale ou le libre-échange mène nécessairement à la démocratie, à la sauvegarde de l'environnement, à la fin de la pauvreté.

En s'opposant à l'ordre existant, les manifestants peuvent être considérés en tant qu'expression contre-hégémonique puisqu'ils représentent un certain effritement du consensus par rapport à l'ordre hégémonique en place. L'opposition ne se limite donc pas à une cause ou une politique en particulier mais au système même. Les opposants démontrent leur désaccord en s'organisant autour des principes qui font défaut chez ces institutions, c'est-à-dire en fonction de la transparence (en annonçant à l'avance leur stratégie et leurs raisons de manifester), l'organisation non-hiérarchique et non-uniforme. Il semble donc que les membres de la mouvance convergent autour d'un ennemi dépeint en un tout cohérent puisque leurs différents problèmes sont associés à la mondialisation économique.

D'autre part, lors de l'analyse des différents moments, il a été possible de mettre en évidence une deuxième dynamique de la mouvance, soit l'effort soutenu des groupes. Il est possible de dénoter une continuité à deux niveaux: une continuité directe entre les moments, soit une suite entre les événements, ainsi qu'une continuité plus conceptuelle assurée par les groupes, autour d'une formulation des enjeux de façon large afin de mettre le plus de groupes possible aux aguets. Ces groupes avancent que la menace dépasse le cadre de tout accord ou entente au niveau économique.

L'expérience de l'AMI en terme de discours et de stratégies a servi de précédent aux groupes. L'entre-deux a servi à relever cette continuation de lutte au niveau stratégique. On a adopté les mêmes moyens de lutte, par exemple via Internet afin de diffuser l'information le plus rapidement possible, aux fins de mobilisation et afin d'en arriver à un document consensuel. L'entre-deux a également signalé la radicalisation de

la lutte. Dans le but de présenter un front commun et d'assurer la continuation de la lutte, les groupes ont eu recours à la coordination des stratégies modérées et plus radicales ainsi qu'à l'organisation en réseaux ou en coalitions comme dans le cas de l'AMI.

En ce qui a trait à la formulation de l'enjeu, il s'agit d'un moyen qui a su rapprocher les modérés et les radicaux autour d'un problème. Le problème persiste au niveau du système économique en général en raison de la mondialisation des principes de libéralisation et de déréglementation au niveau de l'investissement ou du commerce. Ces aspects ont permis d'articuler la lutte contre l'AMI et l'OMC en une seule lutte, mais aussi de mettre en relation différents groupes et d'établir un lien entre les différentes causes. Il existe donc une certaine cohérence ou convergence autour des buts à atteindre, soit un système qui ne prend pas le principe de profit comme étant central mais qui prône l'importance de valeurs plus humaines.

Par ailleurs, avec l'accent placé sur le degré d'institutionnalisation, il a été possible de souligner la cohabitation de stratégies et d'intérêts, surtout lors de l'entre-deux et Seattle. La mouvance a été en mesure de s'adapter à la radicalisation de la lutte et à la diversité des causes, des intérêts et des stratégies grâce à une organisation flexible, non-institutionnalisée, soit une organisation de réseaux. En raison de ce faible degré d'institutionnalisation, les groupes ont pu exécuter les actions de leurs choix, en autant qu'elles (les actions) ne nuisaient pas à celles d'autres groupes. Comme il a été possible de voir à Seattle, plusieurs actions des plus radicaux, comme les actions directes, ont été mises de l'avant sans empêcher le déroulement des actions des plus modérés, comme la grande marche de l'environnement et du travail. Cette organisation de réseaux rend possible la convergence et la complémentarité de stratégies et de causes diverses: «Networks, as opposed to institutions, are shaped by decentralized command and control structures; are resistant to “decapitation” attacks targeting leaders, and are

amorphous enough to weld together coalitions with significantly different agendas while concentrating forces in a single symbolic target»²¹².

Les forces et les limites de notre approche

Ces dynamiques nous ont permis d'expliquer comment a été rendue possible une convergence, l'opposition à la mondialisation et l'effort soutenu de la résistance. Elle n'est pas identifiable uniquement par l'entremise d'un moment de résistance mais bien de l'ensemble des moments que nous avons choisis ce qui souligne l'importance de s'intéresser une interprétation historique du phénomène de la résistance. En se penchant sur une période de temps donnée, il est possible de relever la construction et les développements de la résistance ainsi que sa convergence, au niveau du discours, de stratégies et de l'organisation. S'il existe un certain nombre de similarités entre les moments, ils contiennent toutefois des différences importantes: la lutte de l'AMI était plus axée sur le discours, l'entre-deux, sur la mise en relation de stratégies et Seattle sur l'organisation décentralisée et les réseaux, soit tous des éléments qui contribuent d'une façon ou d'une autre à la convergence de la résistance et à la possibilité pour cette mouvance de se maintenir et de continuer sa lutte.

Les contributions théoriques de Scholte sur la société civile mondiale ne sont pas axées sur une période concrète, ce qui explique les difficultés de relever certains aspects importants au niveau de la mouvance, notamment la création de liens entre différents groupes, les efforts de coordination, etc. Ces liens et ces alliances se sont mis en place sur une période de temps donnée, d'où la nécessité de faire une interprétation historique de ces éléments afin de voir ces développements. La résistance n'est pas spontanée ou sans contexte. Tout comme la conceptualisation de la société civile mondiale de

²¹²DE ARMOND, Paul, «Netwar in the Emerald City: WTO protest strategy and tactics»,
Online: <http://www.nwcitizen.com/publicgood/reports/wto/>, date d'accès: 22/01/01,
16h36.

Scholte, certains écrits sur les mouvements sociaux ont aussi cette difficulté de détachement et de lecture ahistorique. On se rappellera de la théorie de la mobilisation des ressources qui, dans certains cas, se préoccupe principalement des facteurs de mobilisation et non comment un mouvement se maintient sur une période de temps, ainsi que de l'approche des nouveaux mouvements sociaux qui parfois ne s'intéresse pas nécessairement à des cas concrets de mouvements sociaux mais plutôt à la théorie marxiste. Notre approche nous a permis de voir comment se maintiennent ces groupes en une force d'opposition, soit à l'aide des dynamiques de l'ennemi commun, l'effort soutenu et le degré d'institutionnalisation.

Ces aspects, considérés sur un espace de temps, nous informent sur cette mouvance non seulement par rapport à son opposition à la mondialisation économique mais aussi par rapport à elle-même, à sa construction, à son discours, à ses développements stratégiques et organisationnels, à la mise en relation des différents intérêts. Une analyse d'une seule manifestation n'aurait pas permis de voir ces développements.

Par ailleurs, nous avons cherché avec cette démarche à mettre au clair comment cette résistance s'est développée en une mouvance qui se présente de plus en plus en un seul interlocuteur. Nous pensons que s'intéresser à son fonctionnement et à sa mise en forme nous aide à nous distinguer des débats statiques portant sur la résistance. En effet, comme il a été possible de voir, notre étude n'avait pas pour but de vérifier si le développement de la résistance représentait un bien ou un mal, si les arguments de cette dernière étaient vrais ou faux autour d'événements tels que l'AMI et Seattle. Nous cherchions plutôt à identifier les composantes essentielles de la résistance par l'entremise de tels événements mais aussi à établir les liens entre ces moments pour voir ce qu'ils représentent sur la résistance.

Notre approche, bien qu'elle jouisse de certaines forces, a aussi ses limites. Une difficulté importante est que la résistance est un objet d'étude qui est en mouvement. De

ce fait, la représentation de la résistance, toujours en mouvement, peut changer, d'où le besoin de renouveler les études portant sur la résistance à la mondialisation économique. Comme il a été mentionné, les moments depuis Seattle se sont multipliés. On n'a qu'à penser à Washington, Windsor, Prague, Québec, etc. Les manifestations continuent. Bien qu'il peut y avoir des éléments de continuité entre les manifestations, plusieurs choses peuvent changer. Il devient donc difficile de se faire une représentation complète et bien définie du phénomène.

Aussi est-il important de rappeler que la difficulté de l'étude est qu'il n'existe pas un lien ou une cause qui puisse expliquer cette mouvance mais bien plusieurs liens et explications possibles. Ce que nous considérons important dans l'analyse de la résistance peut paraître contestable pour d'autres individus qui s'intéressent à la question. Il est donc difficile d'arriver à un consensus sur les développements de cette mouvance.

Les impacts et les limites objectives de la mouvance

Puisque la mouvance sociale qui s'oppose à la mondialisation économique a été le sujet central de notre étude, nous pensons qu'il importe de poser les questions suivantes: Quels impacts ont résulté des actions de la mouvance sociale? À quelles limites doivent faire face les groupes? Plusieurs pensent qu'il est trop tôt pour affirmer que la mouvance sociale agit en tant que contrepoids démocratique des institutions de la gouvernance globale. L'échec des négociations de l'AMI et Seattle, bien que la mouvance y ait joué un rôle important, n'a pas réussi à remettre en question les modes de gouvernance économique existante: «Instead of the unadultered neoliberalism that prevailed in the 1980s and early 1990s, we now have neoliberalism with some fringes of social and environmental policy. Advocates of change have succeeded in placing

neoliberal approaches to globalisation under more critical public scrutiny, but the supertanker is slow to turn»²¹³.

Toutefois, nous pensons que cette mouvance a su avoir un impact concret auprès de certaines institutions économiques et auprès de la population en général. Dans un premier temps, la critique du manque de démocratie et plus spécifiquement la critique du manque de transparence des accords ou négociations économiques a eu un impact dans le sens où il semble que les institutions soient plus conscientes de justifier leur position ou actions. En effet, il a été décidé de rendre public l'ébauche de l'accord de libre-échange des Amériques. Il est à noter que plusieurs ont remis en question ce geste puisque le document devait être rendu publique à la suite du Sommet, où l'accord a été discuté en détail, question de traduire l'accord en plusieurs langues. Toutefois, certains associent cet effort de rendre le processus de libre-échange plus transparent directement à la lutte menée par la mouvance sociale:

There was a breakthrough in world trade this weekend in Argentina, and the international protest movement can take credit. On Sunday in Buenos Aires, trade ministers from 34 countries in the Americas promised to release the 250-page draft of the proposed deal to create a Free Trade Area of the Americas (FTAA). This is not the bland announcement it might seem. International trade deals are always negotiated in strict secrecy and drafts are not released until a deal is signed²¹⁴.

Il s'agit là d'un exemple d'impact concret qui ne résulte pas seulement des manifestations à Québec. Des critiques similaires avaient été émises lors des manifestations contre l'AMI et l'OMC. Les groupes étaient critiques du fait que les

²¹³SCHOLTE, Jan Aart, «Cautionary Reflections on Seattle», *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 29, no. 1, 2000, p. 117.

²¹⁴GLOBE AND MAIL, «A real trade victory, but the timing is off», Tuesday April 10, 2001, A14.

accords soient négociés en secret et de la non-inclusion des groupes dans le processus de négociations.

Un autre développement qui signale un impact est que la lutte a su mettre dans l'arène de débat et de discussion la mondialisation économique qui a longtemps été prise pour acquis ou considérée comme l'état naturel des choses. Même si ce débat est souvent statique (i.e. pro et anti-mondialisation), la mouvance a contribué à l'éducation et à la sensibilisation de la population en général sur les effets de la mondialisation économique et à piquer la curiosité.

Bien que cette mouvance ait des aspects et impacts positifs, les événements entourant la mouvance ont révélé certains problèmes. Face à cette mouvance décentralisée sans leaders, comment s'adresser au mouvement? Qui représente ou agit en tant que porte-parole d'un mouvement sans représentant? Le problème est devenu clair lorsque Vaclav Havel, le président tchèque, a tenté de mettre sur pied une rencontre entre les manifestants et les représentants de la Banque Mondiale, une rencontre qui devait précéder une réunion officielle de la Banque mondiale et du FMI en septembre 2000 à Prague. Les activistes ne pouvaient s'entendre sur le bien ou le mal d'une telle rencontre. De plus, on ne pouvait s'entendre sur qui pourrait assister à une telle rencontre²¹⁵. Ce type d'organisation de la part des activistes ne semble pas être en mesure de promouvoir un dialogue entre les tenants pro et anti-mondialisation économique. Il reste donc à voir si ces désaccords sont conciliables à la longue.

Par ailleurs, plusieurs auteurs ont également soulevé d'autres éléments qui pourraient poser problème au développement et à l'évolution de la mouvance. Malgré le fait que la mouvance semble avoir eu un certain impact puisqu'elle a rendu public un sujet qui a longtemps passé sous silence et dans le cas de Seattle et qu'elle a empêché les négociations d'aller de l'avant, le succès ou l'impact ainsi que la survivance de la

²¹⁵THE ECONOMIST, «Anti-Capitalist Protests: Angry and Effective», p. 86.

mouvance dépendront également de la manière dont elle composera avec certaines situations, entre autres, l'inclusion des minorités, l'écart qui se creuse entre les gens qui participent et qui ne participent pas à ces manifestations et la dépendance sur l'agenda des institutions économiques.

Tout d'abord, en ce qui a trait à l'inclusion des minorités, les manifestations de Seattle dans la rue ont permis de relever que même s'il y avait différentes nationalités présentes aux événements, la majorité était blanche, comme l'explique Epstein:

[...] the union participation in the Seattle mobilization was largely white, and the environmental and direct action groups were even whiter. The environmental movement, once virtually all white, now has an environmental justice wing that is composed predominately of people of color. But the groups concerned with trade and international issues are overwhelmingly white, as is the direct action movement. There were young people of color among the blockaders, but on the whole they tend not to be drawn to this movement²¹⁶.

George fait le même constat à propos de Seattle mais aussi sur l'opposition de la mondialisation économique en général: «In terms of how the protest should develop, I believe we've not been very good at including minorities. We haven't been able to show everybody that they too are in danger from the international economic system»²¹⁷. Il semble donc que cette mouvance, en particulier la branche radicale (i.e. DAN), n'a su rejoindre que la majorité blanche. Aussi, malgré le fait qu'il y avait des groupes représentant les pays du Sud à la manifestation de Seattle, ils demeurent peu nombreux. Il reste donc du travail à faire dans l'articulation du discours, qui se fait habituellement de façon plus large afin d'attirer le plus de gens possible. Si la mouvance veut s'élargir

²¹⁶EPSTEIN, Barbara, «Not Your Parents' Protest», p. 11.

²¹⁷GEORGE, Susan, «Anti-capitalism: what next?», *Socialist Review*, no. 245, October 2000, p. 16.

afin d'être plus inclusive des minorités, elle devra trouver un moyen de formuler les enjeux ou le message de façon à les rejoindre.

Dans un même sens, il semblerait qu'une tendance qui devient de plus en plus visible pour certains membres cette mouvance contre la mondialisation économique est l'écart qui se creuse entre les individus qui participent à ces manifestations et ceux qui n'y participent pas. Le danger de cet écart est que la mouvance devienne statique en ne cherchant plus à s'élargir et devenir plus inclusive, soit un constat d'Albert:

So here is our current problem as I see it. There is a partial disconnection between many of our most informed activists, and the bulk of people who are dissatisfied with the status quo but inactive or just beginning to become active. And this disconnection induces some to become very highly involved and to interact fantastically well with one another, even having their own supportive subcultures, but to lose touch with others who become long distance spectators, watching the action, or detached from it entirely²¹⁸.

Un élément qui devient important pour la mouvance, puisqu'elle veut changer l'ordre existant, est qu'elle doit s'assurer de grandir afin de continuer sa pression de façon à maintenir l'intérêt non seulement de ses membres mais aussi du public en général. Les membres de la mouvance devront s'efforcer non seulement d'établir des liens entre eux, comme ils semblent déjà être en mesure de faire, mais aussi avec ceux qui ne font pas partie de ce mouvement contre la mondialisation. La mouvance fait de plus en plus partie du paysage permanent de ces négociations économiques. Elle doit s'assurer que son message ne soit pas perdu dans la routine ou dans l'habitude. Certains proposent donc de changer la manière de transmettre le message, c'est-à-dire de se renouveler, afin de garder l'intérêt et de faire un impact. Il sera intéressant de voir comment la mouvance arrive à maintenir cet objectif. Les événements de Seattle, où les actions

²¹⁸ALBERT, Michel, «The Trajectory of Change», *Z Magazine*, Online:
<http://www.zmag.org/trajectory.htm>, date d'accès: 17/01/01, 10h58.

directes ont empêché le déroulement des négociations, eurent un impact en grande partie puisque les policiers ont été pris au dépourvu. Comme il a été possible de voir avec les arrangements pour Québec, les préparations des polices se sont faites des mois à l'avance. Les chances d'un autre Seattle semblent de plus en plus mince au niveau stratégique.

Enfin, cette mouvance semble être dépendante des institutions économiques dans le sens où les manifestations se font habituellement en parallèle aux négociations ou rencontres économiques. Le lieu des négociations est déterminé par les agents de l'économie mondiale et donc ces derniers ont un rôle important à jouer dans les possibilités des manifestations. De ce fait, la mouvance ne semble pas avoir le contrôle de son propre agenda. Comme il en a déjà été question, les prochaines négociations de l'OMC à l'échelle ministérielle se dérouleront à Qatar. Aussi, dans le cas du Sommet des Amériques à Québec, on a érigé une clôture qui a empêché les manifestants de démontrer leur mécontentement aux négociateurs: le lieu des conférences était à l'intérieur de la zone délimitée par la clôture et les manifestants se trouvaient confinés à l'extérieur. Comment la mouvance arrivera-t-elle à surmonter ces obstacles physiques dans le but de transmettre efficacement son message?

Cette mouvance semble aussi être influencée par les critiques faites par les médias ainsi que les représentants des institutions économiques, qui présentent l'opposition comme quelque chose d'incohérent et sans vision uniforme. La forme que prend la mouvance a été vivement critiquée dans les médias: «The young activists who went to Seattle to shut down the World Trade Organization and to Washington, DC, to protest the World Bank and the IMF had been getting hammered in the press as tree-wearing, lamb-costumed, drumbeating bubble brains»²¹⁹. Face à ces critiques, plusieurs individus participant à la mouvance voient le besoin de trouver une solution à

²¹⁹KLEIN, Naomi, «The Vision Thing: Were the DC and Seattle Protests Unfocused, or Are Critics Missing the Point?», p. 18.

ce «manque de cohérence» en termes de vision et de stratégie unifiée. Certains proposent d'adopter un manifeste, d'autres la mise en place d'un centre de «convergence» permanent et d'autres que la mouvance s'ajuste en fonction des réactions²²⁰. Cependant il ne faut pas oublier que la mouvance a été capable de convergence malgré la diversité de groupes, de stratégies et de visions sans organisation centrale:

The movement's suprising level of unity has been achieved without centralized organization, either nationally or globally. It is composed primarily of locally and nationally based issue groups, tansnational linking organizations, and a huge amount of networking conducted via the Internet. It seems unlikely that such a diverse global movement could ever develop a centralized organization and leadership. Unity will have to be maintained and deepened by other means²²¹.

Un mouvement qui fait preuve de cohérence ne doit pas nécessairement être homogène ou centralisé. La mouvance ne devrait donc pas chercher à changer son organisation et ses stratégies dans le but d'être prise au sérieux par les institutions ou les médias. La force de cette mouvance est précisément le fait qu'elle puisse se maintenir par la coordination des divers intérêts, par une structure décentralisée ainsi que par la flexibilité, permettant d'accommoder cette diversité.

Perspectives d'avenir

Les impacts peuvent pour certains sembler limités puisque la mouvance n'a su engendrer les changements prônés et qu'elle se voit confrontée à de nombreux obstacles. Toutefois, le développement de cette mouvance et l'ampleur de ces manifestations ne doivent pas être réduits à ces éléments (i.e impacts et obstacles). Comme Wainwright

²²⁰*Ibid.*, p. 21.

²²¹BRECHER, Jeremy with Tim COSTELLO and Brendan SMITH, «The Road fom Seattle», *Z Magazine*, January 2000, Online: <http://www.zmag.org/zmag/articles/jan2000brecher.htm>, date d'accès: 02/10/00, 13h59.

constate: «The process of movement building and all it involves (debate, decision-making, etc.) is often, wrongly, undervalued. It is just as important and contingent as the development of a common and alternative discourse»²²². Par ailleurs, la mise en branle de ces manifestations ne semble pas vouloir s'estomper. La preuve est l'organisation et la préparation de manifestations à venir.

Bien que l'aboutissement de telles manifestations et de cette mouvance demeure incertaine, le message véhiculé dans le cas de l'AMI et Seattle est clair: le rejet d'une vision économiste du monde, la nécessité d'un ordre viable et démocratique permettant la participation et assurant la représentation d'intérêts non-économiques. Il reste à voir si les institutions de la gouvernance globale répondront à cet appel.

Jusqu'à présent, les tenants favorables à l'agenda de libéralisation et à la mondialisation des principes néolibéraux et ceux qui opposent un tel agenda semblent se resserrer derrière leur rang sans chercher à établir un dialogue. Un exemple de ce phénomène est visible dans les écrits de Henderson. Ce dernier avance que l'AMI sert à démontrer la faiblesse de la transmission efficace du message du camp libéral qui ne contrecarre pas les critiques du camp anti-libéral, les manifestants:

Despite their many weaknesses and exaggerations, the hostile arguments of the NGOs and the other opponents were not forcefully countered. Neither OECD member governments nor the Organisation itself have made effective rejoinders, nor have the multinationals and the organizations that speak for them. Neither governments nor businesses have fully applied themselves to the task. [...] This combination of passivity and lack of resourcefulness in the liberal camp has been a depressing aspect of the story²²³.

²²²Hilary Wainright citée dans BLEYER, Peter, «The Other Battle in Seattle», p. 32.

²²³HENDERSON, David, *The MAI Affair: A Story and its Lessons*, p. 47.

Le camp libéral doit donc s'assurer de démontrer la supériorité de leur vision: «Both within and outside government, the case for a liberal approach has to be put more effectively, in different ways, at different levels, and in relation to the leading issues of the day»²²⁴. Selon Henderson, ce besoin d'articuler la supériorité doit se faire en raison de la légitimité accordée au discours anti-libéral. Certains gouvernements et agences appuient les déclarations du camp anti-libéral au pied de la lettre, c'est-à-dire sans questionner la validité de leurs déclarations²²⁵.

Du côté de la mouvance sociale, on avance également le besoin de rajuster le tir et de resserrer les rangs afin d'assurer le succès de leur mouvement et de discréditer l'agenda néolibéral:

We need to continue to identify and exploit opportunities to bring together international global forces opposed to increasing corporate control. These opportunities will not always be obvious frailties in the neo-liberal project although these pressure points obviously bear attention. We need to identify the issues, the international forums and the agreements that embody the concerns uniting us²²⁶.

Il semble donc que le seul point de rencontre entre ces deux visions du monde soit la conviction de chaque côté de la supériorité de leur projet. Ces deux positions mettent en relief le besoin pressant de débattre le projet de la mondialisation. Il reste finalement à voir si ce débat peut aboutir en discussion constructive et éviter les débats statiques.

²²⁴*Ibid.*, p. 61.

²²⁵*Ibid.*, p. 60.

²²⁶BLEYER, Peter, «The Other Battle in Seattle», p. 31.

Bibliographie

Oeuvres citées

- ADKIN, Laurie E., «Counter-Hegemony and Environmental Politics in Canada», *Organizing Dissent: Contemporary Social Movements in Theory and Practice*, sous la direction de William K. CARROLL, Toronto, Garamond Press, 1992, p. 135-156.
- ALBERT, Michel, «The Trajectory of Change», *Z Magazine*, Online: <http://www.zmag.org/trajectory.htm>, date d'accès: 17/01/01, 10h58.
- BARLOW, Maude, *The Fight of My Life: Confessions of an Unrepentant Canadian*, Toronto, Harper Collins Publishers Ltd, 1998.
- BLEYER, Peter, «The Other Battle in Seattle», *Studies in Political Economy*, vol. 62, Summer 2000, p. 25-33.
- BRECHER, Jeremy with Tim COSTELLO and Brendan SMITH, «The Road fom Seattle», *Z Magazine*, January 2000, Online: <http://www.zmag.org/zmag/articles/jan2000brecher.htm>, date d'accès: 02/10/00, 13h59.
- CAROTHERS, Thomas, «Civil Society», *Foreign Policy*, Winter 1999-2000, p. 18-29.
- CARROLL, William K. (dir.), *Organizing Dissent: Contemporary Social Movements in Theory and Practice*, Toronto, Garamond Press, 2e édition, 1997.
- CARROLL, William K. (dir.), *Organizing Dissent: Contemporary Social Movements in Theory and Practice*, Toronto, Garamond Press, 1992.
- CARROLL, William K., «Social Movements and Counterhegemony: Canadian Contexts and Social Theories», *Organizing Dissent: Contemporary Social Movements in Theory and Practice*, Toronto, Garamond Press, 2e édition, 1997, p. 3-38.
- CARROLL, William K. and R. S. RATNER, «Between Leninism and Radical Pluralism: Gramscian Reflections on Counter-Hegemony and the New Social Movements», *Critical Sociology*, vol. 20, no. 2, 1994, p. 3-26.
- CARROLL, William K. and Robert S. RATNER, «Master Frames and Counter-Hegemony: Political Sensibilities in Contemporary Social Movements», *The Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 33, no. 4, November 1996, p. 407-435.

- CERNY, Philip G., «Paradoxes of the Competition State: The Dynamics of Political Globalization», *Gouvernement and Opposition*, vol. 32, no. 2, 1997, p. 251-274.
- CLARK, Ann Marie, Elisabeth J. FRIEDMAN and Kathryn HOCHSTETLER, «The Sovereign Limits of Global Civil Society: A Comparison of NGO Participation in UN World Conferences on the Environment, Human Rights, and Women», *World Politics*, no. 51, October 1998, p. 1-35.
- CLARKE, Tony, «MAI-DAY! The Corporate Rule Treaty», Online:
<http://www.policyalternatives.ca>, date d'accès: 02/10/00, 11h47.
- CLARKE, Tony, «Taking on the WTO: Lessons from the Battle of Seattle», *Studies in Political Economy*, vol. 62, Summer 2000, p. 7-24.
- CLARKE, Tony and Maude BARLOW, *MAI: The Multilateral Agreement on Investment and the Threat to American Freedom*, North York, Stoddart Publishing, 1998.
- CLARKE, Tony et Maude BARLOW, *MAI: The Multilateral Agreement on Investment and the Threat to Canadian Sovereignty*, Toronto, Stoddart, 1997.
- COX, Robert, «Civil Society at the Turn of the Millenium: Prospects for an Alternative World Order», *Review of International Studies*, vol. 25, 1999, p. 3-28.
- DANAHER, Kevin and Roger BURBACH (dir.), *Globalize This! The Battle Against the World Trade Organization and Corporate Rule*, Monroe, Maine, Common Courage Press, 2000.
- DANAHER, Kevin and Roger BURBACH (dir.), «Introduction: People Making History», *Globalize This! The Battle Against the World Trade Organization and Corporate Rule*, Monroe, Maine, Common Courage Press, 2000, p. 7-11.
- DARNOVSKY, Marcy, Barbara EPSTEIN and Richard FLACKS (dir.), *Cultural Politics and Social Movements*, Philadelphia, Temple University Press, 1995.
- DE ARMOND, Paul, «Netwar in the Emerald City: WTO protest strategy and tactics», Online: <http://www.nwcitizen.com/publicgood/reports/wto/>, date d'accès: 22/01/01, 16h36.
- DIRECT ACTION NETWORK, «Against Corporate Globalization», Online:
<http://www.agitprop.org/artandrevolution/wto/dan.html>, date d'accès: 23/01/01, 11h41.
- DIRECT ACTION NETWORK, «Street Theater and D.A. Convergence Schedule and Information», Online:

<http://www.agitprop.org/artandrevolution/wto/conschedule.html>, date d'accès: 23/01/01, 11h48.

DRAINVILLE, André C., «Continental Integration and Civil Society in the Americas», *Social Justice*, vol. 24, no. 1, 1997, p. 120-147.

DRAINVILLE, André, C., «Left Internationalism and the Politics of Resistance in the New World Order», *A New World Order? Global Transformations in the Late Twentieth Century*, sous la direction de David A. Smith et József Böröcz, Praeger, Westport, Connecticut, London, 1995, p. 217-237.

EPSTEIN, Barbara, «Not Your Parents' Protest», *Dissent*, Spring 2000, p. 8-11.

EPSTEIN, Barbara, «Rethinking Social Movement Theory», *Socialist Review*, vol. 20, no. 1, 1990, p. 35-65.

EVANS, Peter, «Fighting Marginalization with Transnational Networks: Counter-Hegemonic Globalization», *Contemporary Sociology: A Journal of Reviews*, vol. 29, no. 1, January 2000, p. 230-241.

FINANCIAL TIMES, «Network guerrillas», Thursday April 30, 1998, Online: www.gwb.com.au/gwb/news/onenation/mainet/2.html, date d'accès: 08/10/00, 14h47.

FOER, Franklin, «Protest Too Much: Meet the New New Left: bold, fun, and stupid», *The New Republic*, May 1, 2000, p. 21-23.

FOSTER-CARTER, A. «The modes of production debate», *New Left Review*, no. 107, 1978, p. 47-77.

FREIDBERG, Jill and Rick ROWLERS (dir.), *This Is What Democracy Looks Like*, Film documentaire, Big Noise Production et Indymedia, 2000.

FROEHLING, Oliver, «The Cyberspace "War of Ink and Internet" in Chiapas, Mexico», *The Geographical Review*, vol. 87, no. 2, April 1997, p. 291-307.

GEORGE, Susan, «Anti-capitalism: what next?», *Socialist Review*, no. 245, October 2000, p. 16.

GEORGE, Susan, «À l'OMC, trois ans pour achever la mondialisation», *Le Monde diplomatique*, Juillet 1999, Online: <http://monde-diplomatique.fr/1999/07/GEORGE/12221.html>, date d'accès: 25/03/00, 8h41.

- GEORGE, Susan, «Fixing or nixing the WTO», *Le Monde diplomatique*, Janvier 2000, Online: <http://www.monde-diplomatique.fr/2000/01/en/2000/01/07george>, date d'accès: 05/03/00, 9h29.
- GERMAIN, Randall D. and Michael KENNY, «Engaging Gramsci: international relations theory and the new Gramscians», *Review of International Studies*, 24, 1998, p. 3-21.
- GHILS, Paul, «Le concept et les notions de la société civile», *Associations Transnationales*, 3, 1995, p. 139-155.
- GILL, Stephen, «Towards a Postmodern Prince? The Battle in Seattle as a Moment in the New Politics of Globalisation», *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 29, no. 1, p. 131-140.
- GILLHAM, Patrick F. and Gary T. MARX, «Complexity and Irony in Policing And Protesting: The World Trade Organization in Seattle», *Social Justice*, vol. 27, no. 2, 2000, p. 212-236.
- GILLS, Barry K., (dir.), *Globalization and the Politics of Resistance*, London, MacMillan Press Ltd, 2000.
- GILLS, Barry K., «Introduction: Globalization and the Politics of Resistance», *Globalization and the Politics of Resistance*, London, MacMillan Press Ltd, 2000, p. 3-11.
- GLOBE AND MAIL, «A real trade victory, but the timing is off», Tuesday April 10, 2001, A14.
- GLOBE AND MAIL, «Battered WTO discovers a haven: Qatar», Friday, February 9, 2001, A1.
- GLOBE AND MAIL, «Letters to the editor», Thursday, April 5, 2001, A14.
- GLOBE AND MAIL, «Obstacles frustrate protesters», Thursday, March 8, 2001, A5.
- GLOBE AND MAIL, «Windsor: both sides of the street», June 7, 2000, A11.
- HAHNEL, Robin, «Speaking Truth To Power: Speaking Truth to Ourselves», *Z Magazine*, June 2000, Online: <http://www.zmag.org/zmag/articles/hahneljune2000.htm>, date d'accès: 02/10/00, 14h14.

- HALL, Stuart, «Race, articulation and societies structured in dominance», *Sociological theories: race and colonialism*, sous la direction de l'UNESCO, Paris, UNESCO, 1980, p. 305-345.
- HALLIDAY, Fred, «Getting Real about the Battle of Seattle», *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 29, no. 1, 2000, p. 123-129.
- HAMEL, Pierre, Louis MAHEU et Jean-Guy VAILLANCOURT, «Repenser les défis institutionnels de l'action collective», *Politique et sociétés*, vol. 19, no. 1, 2000, p. 3-25.
- HAWKEN, Paul, «Skeleton Woman Visits Seattle», *Globalize This! The Battle Against the World Trade Organization and Corporate Rule*, sous la direction de Kevin DANAHER et Roger BURBACH, Monroe, Maine, Common Courage Press, 2000, p. 14-34.
- HENDERSON, David, *The MAI Affair: A Story and its Lessons*, London, Royal Institute of International Affairs, 1999.
- HERMANN, Tamar, «From unidimensionality to multidimensionality: some observations on the dynamics of social movements», *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, vol. 15, 1993, p. 181-202.
- INTERNATIONAL FORUM ON GLOBALIZATION, «Beyond the WTO: Alternatives to Economic Globalization», Online: <http://www.ifg.org/beyondwto.html>, date d'accès: 07/11/00, 16h55.
- INTERNATIONAL FORUM ON GLOBALIZATION, «Economic Globalization and the Role of the WTO», IFG Teach-In, November 27th 1999. Online: <http://www.wtowatch.org/multimedia/>, date d'accès: 06/11/00, 9h00.
- INTERNATIONAL FORUM ON GLOBALIZATION, «Economic Globalization and the Role of the WTO», Seattle Teach-In (November 26-27, 1999), Online: <http://www.ifg.org/tof4.html>, date d'accès: 07/11/00, 9h17.
- INTERNATIONAL FORUM ON GLOBALIZATION, «History of the IFG», Online: <http://www.ifg.org/about.html>, date d'accès: 23/09/00, 10h12.
- INTERNATIONAL FORUM ON GLOBALIZATION, «IFG Position Statement», Online: <http://www.ifg.org/about.html>, date d'accès: 23/09/00, 10h12.
- INTERNATIONAL FORUM ON GLOBALIZATION, «Should corporations govern the world?», *Third World Resurgence*, no. 90/91, Feb-March 1998, p. 9-10.

- JACKSON, Andrew and Matthew SANGER (dir), *Dismantling Democracy: The Multilateral Agreement on Investment (MAI) and its Impact*, Ottawa, Toronto, The Canadian Centre for Policy Alternatives and James Lorimer and Company Ltd. Publishers, 1998.
- KALDOR, Mary, « 'Civilising' Globalisation? The Implications of the 'Battle in Seattle' », *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 29, no. 1, 2000, p. 105-114.
- KECK, Margaret E. et Kathryn SIKKINK, «Les réseaux de militants dans la politique internationale et régionale», *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 159, Mars 1999, p. 97-110.
- KHOR, Martin, «NGOs in OECD countries protest against MAI», *Third World Resurgence*, no.90/91, Feb-March 1998, p. 25-26.
- KLEIN, Hans K., «Tocqueville in Cyberspace: Using the Internet for Citizen Associations», *The Information Society*, vol. 15, 1999, p. 213-220.
- KLEIN, Naomi, *No Logo. Taking Aim at the Brand Bullies*, Toronto, Vintage Canada Edition, 2000.
- KLEIN, Naomi, «The Vision Thing: Were the DC and Seattle Protests Unfocused, or Are Critics Missing the Point?», *The Nation*, July 10, 2000, p. 18-21.
- KOBRIN, Stephen J., «The MAI and the Clash of Globalizations», *Foreign Policy*, Fall 1998, p. 97-109.
- LAÏDI, Zaki, «La mondialisation comme phénoménologie du monde», *Projet*, no. 262, Été 2000, p. 41-48.
- LEMIRE, Marc, «Mouvement social et mondialisation économique: de l'AMI au cycle du millénaire de l'OMC», *Politique et sociétés*, vol. 19, no. 1, 2000, p. 49-78.
- LICHBACH, Mark Irving, *Regime Change and the Coherence of European Governments*, Denver, Monograph Series in World Affairs, Graduate School of International Studies, University of Denver, 1984.
- LOS ANGELES TIMES, «WTO Summit: Protest in Seattle», December 2, 1999, Online: <http://lists.essentials.org/mai-intl/msg00179.html>, date d'accès: 05/10/00, 14h41.
- LYNCH, Cecelia, «Social Movements and the Problem of Globalization», *Alternatives*, vol. 23, no. 2, 1998, p. 149-173.

- MACDONALD, Laura, «Globalising Civil Society: Interpreting International NGOs in Central America», *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 23, no. 2, 1994, p. 267-285.
- MASSICOTTE, Marie-Josée, «Global Governance and the Global Political Economy: Three Texts in Search of a Synthesis», *Global Governance: A Review of Multilateralism and International Organizations*, vol. 5, no. 1, Jan.-Mar. 1999, p. 127-148.
- MOEN, Darrell Gene, «Analysis of Social Transformative Movements in Advanced Capitalism: A Neo-Gramscian Approach», *Journal of Policy and Culture*, vol. 3, March 1998, Online: <http://www.fps.chuo-u.ac.jp/~moen/essays/gram.htm>, date d'accès: 03/06/00, 15h52.
- MOYNIHAN, Denis, «Anti-WTO Activist Camporee», *Z Magazine*, November 1999, p. 5-7.
- «NGO Statement on the MAI», *Dismantling Democracy: The Multilateral Agreement on Investment (MAI) and its Impact*, sous la direction d'Andrew JACKSON et Matthew SANGER, Ottawa, Toronto, The Canadian Centre for Policy Alternatives and James Lorimer and Company Ltd. Publishers, 1998, p. 319-337.
- OTTAWA CITIZEN, «Making an impact in Quebec City», Thursday, April 5, 2001, A14.
- PARRISH, Geov, «Shutting Down Seattle», *Third World Resurgence*, no. 108/109, August-September, 1999, p. 21-24.
- PAULY, Louis W., «Capital Mobility, State Autonomy and Political Legitimacy», *Journal of International Affairs*, vol. 48, no. 2, Winter 1995, p. 369-388.
- PUBLIC CITIZENS' GLOBAL TRADE WATCH, «Call to reject any proposal for moving the MAI or an Investment Agreement to the WTO», Online: <http://citizen.org/pctrade/MAI/What%20you/wtosignon.htm>, date d'accès: 31/01/01, 9h48.
- PUBLIC CITIZENS' GLOBAL TRADE WATCH, «Statement from Members of International Civil Society Opposing A Millennium Round of Comprehensive Trade Negotiations», Online: http://www.citizen.org/pctrade/gattwto...nisterial/intl_no_new_round_letter.htm, date d'accès: 31/01/01, 9h53.
- PUBLIC CITIZENS' GLOBAL TRADE WATCH, «The MAI Shell Game», Online: http://www.citizen.org/pctrade/Shell_Game/Cover.htm, date d'accès: 31/01/01, 9h58.

- RUCKUS SOCIETY, «Ruckus Society Web Site», Online: <http://www.ruckus.org>, date d'accès: 06/02/01, 9h35.
- SCHITTECATTE, Catherine, *Contested Futures: The Transnational Coalition to Stop the OECD MAI, a Precursor to Seattle 1999*, Paper presented at the International Studies Association 2000 Convention, Los Angeles, California, March 14-18, 2000, p. 1-39.
- SCHOLTE, Jan Aart, «Cautionary Reflections on Seattle», *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 29, no. 1, 2000, p. 115-121.
- SCHOLTE, Jan Aart, «Global Civil Society: Changing the World», Centre for the Study of Globalisation and Regionalisation (CSGR) Working Paper, no. 31/99, May 1999, University of Warwick, Coventry, Online: www.warwick.ac.uk/fac/soc/CSGR/wpaper99.html, date d'accès: 20/05/00, 15h15.
- SCHOLTE, Jan Aart, O'BRIEN, Robert et Marc WILLIAMS, «The WTO and Civil Society», *Journal of World Trade*, vol. 33, no. 1, February 1999, p. 107-123.
- SHAW, Martin, «Civil Society and Global Politics: Beyond a Social Movements Approach», *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 23, no. 3, 1994, p. 647-667.
- SMITH, David A. and József BÖRÖCZ (dir), *A New World Order? Global Transformations in the Late Twentieth Century*, Praeger, Westport, Connecticut, London, 1995.
- SMITH, Jackie, «Globalizing Resistance: The Battle of Seattle and the Future of Social Movements», Online: http://depts.washington.edu/pcls/WTO_History_Project/wto.academic.htm, date d'accès: 04/02/01, 11h24.
- SMITH, Jackie and Timothy Patrick MORAN, «WTO 101: Myths About the World Trade Organization», *Dissent*, Spring 2000, p. 66-70.
- SMITH, Neil, «Global Seattle», *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 18, no. 1, February 2000, p. 1-4.
- SMITH, Peter J. and Elizabeth SMYTHE, «Globalization, Citizenship and Technology: The MAI Meets the Internet», *Canadian Foreign Policy*, vol. 7, no. 2, Winter 1999, p. 83-105.

- STARHAWK, «How We Really Shut Down the WTO», *Globalize This! The Battle Against the World Trade Organization and Corporate Rule*, sous la direction de Kevin DANAHER et Roger BURBACH, Monroe, Maine, Common Courage Press, 2000, p. 35-40.
- ST. CLAIR, Jeffrey, «Seattle Diary: It's a Gas, Gas, Gas», *New Left Review*, no. 238, November-December 1999, p. 81-96.
- STURGEON, Noël, «Theorizing Movements: Direct Action and Direct Theory», *Cultural Politics and Social Movements*, sous la direction de Marcy DARNOVSKY, Barbara EPSTEIN et Richard FLACKS, Philadelphia, Temple University Press, 1995, p. 35-51.
- TABB, William K., «After Seattle: Understanding the Politics of Globalization», *Monthly Review*, vol. 51, no. 10, March 2000, p. 1-18.
- THE ECONOMIST, «Anti-Capitalist Protests: Angry and Effective», September 23rd 2000, p. 85-87.
- THE ECONOMIST, «Clueless in Seattle», December 4th 1999, p. 17.
- THE ECONOMIST, «The battle in Seattle», November 27th 1999, p. 21-23.
- THIBAUT, Jean-François, «Réflexions sur la démocratie, la mondialisation et les relations internationales», *Associations Transnationales*, no. 4, 1999. Online: <http://www.uia.org/uiata/THIBAUT.htm>, date d'accès: 20/01/00, 14h57.
- TURNER, Scott, «Global Civil Society, Anarchy and Governance: Assessing an Emerging Paradigm», *Journal of Peace Research*, vol. 35, no. 1, 1998, p. 25-42.
- UNESCO (dir.), *Sociological theories: race and colonialism*, Paris, UNESCO, 1980.
- URRY, John, *Sociology beyond societies: mobilities for the twenty-first century*, London, Routledge, 2000.
- WAINRIGHT, Joel, Scott PRUDHAM and Jim GLASSMAN, «The battles in Seattle: microgeographies of resistance and the challenge of building alternative futures», *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 18, no. 1, February 2000, p. 5-13.
- WALKER, R. B. J., «Social Movements/World Politics», *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 23, no. 3, Winter, 1994, p. 669-700.

WARKENTIN, Craig and Karen MINGST, «International Institutions, the State, and Global Civil Society in the Age of the World Wide Web», *Global Governance*, vol. 6, 2000, p. 237-257.

WASHINGTON COUNCIL ON INTERNATIONAL TRADE, «Seattle Selected to Host WTO», Online: http://www.wcit.org/press_release.htm, date d'accès: 02/02/01, 9h30.

WATERMAN, Peter, «For the Liberation of Internationalism: A Long March Through the Literatures», *Alternatives*, vol. XIV, 1989, p. 5-47.

WATERMAN, Peter, «From Labor Internationalism to Global Solidarity», Online: <http://www.antenna.nl/~waterman/Pages/peters/globals.htm>, date d'accès: 30/01/00, 11h22.

WATERMAN, Peter, «Social Movements, Local Places and Globalized Spaces: Implications for 'Globalization from Below'», *Globalization and the Politics of Resistance*, sous la direction de Barry K. GILLS, London, MacMillan Press Ltd, 2000, p. 135-149.

WTO HISTORY PROJECT, Online: http://depts.washington.edu/pcls/WTO_History_Project.htm, date d'accès: 03/02/01, 15h30.

Entrevue effectuée par April Eaton du WTO History Project auprès de Alesha Daughtrey, Field Organizer, Global Trade Watch, le 17 août 2000, Online: http://depts.washington.edu/pcls/WTO_History_Project/Interviews/Daughtrey.htm, date d'accès: 04/02/01, 11h38.

Entrevue effectuée par April Eaton du WTO History Project auprès de Nadine Bloch, Direct Action Network/Ruckus Society, le 15 août 2000, Online: http://depts.washington.edu/pcls/WTO_History_Project/Interviews/Bloch.htm, date d'accès: 04/02/01, 11h28.

Entrevue effectuée par Jeremy Simer du WTO History Project auprès de Han Shan, Program Coordinator, Ruckus Society, le 1 juin 2000, Online: http://depts.washington.edu/pcls/WTO_History_Project/Interviews/Shan.htm, date d'accès: 04/02/01, 11h33.

Oeuvres consultées

ACME COLLECTIVE, «N30 Black Bloc Communiqué», Online: http://www.infoshop.org/octo/wto_blackbloc.html, date d'accès: 17/01/01, 9h47.

- ALBERT, Michel, « A Q&A on the WTO, IMF, World Bank, and Activism », *Z Magazine*, Jan. 2000, Online: <http://www.zmag/articles/jan2000albert.htm>, date d'accès: 09/11/00, 11h23.
- BIRCHFIELD, Vicki, «Contesting the hegemony of market ideology: Gramsci's 'good sense' and Polanyi's 'double movement' », *Review of International Political Economy*, vol. 6, no. 1, Spring 1999, p. 27-54.
- BOHMER, Pete, «A Powerful Movement Emerges», Online: <http://zena.secureforum.com/wto-watch/report.cfm?ItemID=101>, date d'accès: 17/01/01, 10h15.
- BORGERS, Frank, «The Clouds Clear: Seattle and Beyond», Online: <http://www.antenna.nl/~waterman/borgers.html>, date d'accès: 27/09/00, 12h21.
- BRENNAN, Timothy, «Cosmopolitanism and Internationalism», *New Left Review*, 7, Jan.-Feb. 2001, p. 75-84.
- CALLAHAN, David, «What is "global civil society"?», *Civnet Journal*, January-February 1999, vol. 3, no. 1, Online: <http://128.241.163.21/journal/vol3no1/fldcall.htm>, date d'accès: 10/10/00, 10h56.
- CLEAVER, Harry, «Computer-Linked Social Movements and the Global Threat to Capitalism», Online: <http://www.antenna.nl/~waterman/cleaver2.html>, date d'accès: 27/09/00, 12h25.
- COCKBURN, Alex, «So Who did Win in Seattle? Liberals Rewrite History», Online: <http://www.antenna.nl/~waterman/cockburn.html>, date d'accès: 27/09/00, 12h13.
- COHEN, Jean L. et Andrew ARATO, «Un nouveau modèle de société civile», *Temps Modernes*, 49e année, no. 564, juillet 1993, p. 40-70.
- COLÁS, Alejandro, «Putting Cosmopolitanism into Practice: the Case of Socialist Internationalism», *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 23, no. 3, 1994, p. 513-534.
- CONCA, Ken, «The WTO and the undermining of global environmental governance», *Review of International Political Economy*, vol. 7, no. 3, Autumn 2000, p. 484-494.
- DAVIS, James and Cheryl BISHOP, «The MAI: multilateralism from above», *Race and Class*, vol. 40, no. 2/3, 1998/1999, p. 159-170.

- DEVETAK, Richard et Richard HIGGOTT, «Justice unbound? Globalization, states and the transformation of the social bond», *International Affairs*, vol. 75, no. 3, 1999, p. 483-498.
- DRAINVILLE, André C., «Of Social Spaces, Citizenship, and the Nature of Power in the World Economy», *Alternatives*, vol. 20, 1995, p. 51-79.
- DRAINVILLE, André C., «The Fetishism of Global Civil Society», *Comparative Urban and Community Research*, no. 6, 1998, p. 35-63.
- FONTAN, Jean-Marc, «Le Net au service de la pensée critique», *Possibles*, vol. 24, no. 2-3, printemps-été 2000, p. 62-78.
- FOSTER, John W. and Anita ANAND (dir.), *Whose World is It Anyway? Civil Society, the United Nations and the Multilateral Future*, Ottawa, The United Nations Association in Canada, 1999.
- GEORGE, Susan «Another World is Possible», *Dissent*, Winter 2001, vol. 48, no. 1, Online: <http://www.dissentmagazine.org/archive/wi01/george.htm>, date d'accès: 29/01/01, 15h18.
- GHILS, Paul, «International civil society: International non-governmental organizations in the international system», *International Social Science Journal*, vol. 133, 1992, p. 417-431.
- GHILS, Paul, «La nouvelle agora: Genèse de la société civile transnationale», *Associations transnationales*, 4, 2000, p. 173-180.
- GILL, Stephen, «Globalisation, Market Civilisation, and Disciplinary Neoliberalism», *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 24, no. 3, p. 399-423.
- GOULD, Ellen, «Siren Call from Seattle», *Studies in Political Economy*, vol. 62, Summer 2000, p. 35-42.
- HART-LANDSBERG, Martin, «After Seattle: Strategic Thinking About Movement Building», *Monthly Review*, July-August 2000, p. 103-126.
- HUNTER, Allen, «Globalization from Below? Promises and Perils of the New Internationalism», *Social Policy*, vol. 25, no. 4, Summer 1995, p. 6-13.
- LARNER, Wendy, «Neo-liberalism: Policy, Ideology, Governmentality», *Studies in Political Economy*, 63, Autumn 2000, p. 525.

- LIPSCHUTZ, Ronnie D. «Reconstructing World Politics: The Emergence of Global Civil Society», *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 21, no. 3, 1992, p. 389-420.
- LÖWY, Michael, «Pour un nouvel internationalisme», *Recherches internationales*, no. 52-53, Printemps-été 1998, p. 73-84.
- LYNCH, Cecelia, «The Promise and Problems of Internationalism», *Global Governance: A Review of Multilateralism and International Organizations*, vol. 25, 1999, p. 83-101.
- MAGNUSSON, Warren, «Globalization, Movements, and the Decentred State», *Organizing Dissent: Contemporary Social Movements in Theory and Practice*, sous la direction de William K. Carroll, Toronto, Garamond Press, 2e édition, 1997, p. 94-113.
- MALKKI, Liisa, «Things to Come: Internationalism and Global Solidarities in the Late 1990s», *Public Culture*, vol. 10, no. 2, Winter 1998, p. 431-442.
- MARTINEZ, Elizabeth, «Where was the Color in Seattle? Looking for reasons why the Great Battle was so white», *Monthly Review*, July-August 2000, p. 141-148.
- MAZUR, Jay, «Labor's New Internationalism», *Foreign Affairs*, vol. 79, no. 1, January/February 2000, p. 79-93.
- MITTELMAN, James H. and Christine B. N. CHIN, «Conceptualising Resistance to Globalisation», *New Political Economy*, vol. 2, no. 1, 1997, p. 25-37.
- MITTELMAN, James H., «Globalisation and environmental resistance politics», *Third World Quarterly: Journal of Emerging Areas*, vol. 19, no. 5, December 1998, p. 847-872.
- MURPHY, Craig, «Global governance: poorly done», *International Affairs*, vol. 76, no. 4, 2000, p. 789-803.
- NAÍM, Moisés, «The FP Interview: Lori's War», *Foreign Policy*, Spring 2000, p. 29-55.
- PASHA, Mustapha Kamal and David L. BLANEY, «Elusive Paradise: The Promise and the Peril of Global Civil Society», *Alternatives*, vol. 23, no. 2, 1998, p. 417-450.
- PEOPLE FOR FAIR TRADE, «Events», Online:
<http://home.att.net/~sally.pfft/events.html>, date d'accès: 23/01/01, 11h58.
- PETERSON, M. J. «Transnational Activity, International Society and World Politics», *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 21, no. 3, 1992, p. 376-378.

- POLLACK, Aaron, «A new 'internationalism' in the making: encounters, networks, alliances», *Transnational Associations*, 4/1999, p. 205-217.
- PUBLIC CITIZENS' GLOBAL TRADE WATCH, « "WTO - Shrink or Sink!" The turn Around Agenda », Online:
<http://www.citizen.org/pctrade/gattwto/ShrinkSink/shrinksink.htm>, date d'accès: 25/09/00, 9h45.
- REES, John, «The battle after Seattle», *Socialist Review*, no. 237, January 2000, p. 9-11.
- SCHULZ, Markus S., «Collective Action Across Borders: Opportunity Structures, Network Capacities, and Communicative Praxis in the Age of Advanced Globalization», *Sociological Perspectives*, vol. 41, no. 3, 1998, p. 587-616.
- SEATTLE TIMES, «Countdown to chaos in Seattle», Sunday, December 5, 1999, Online:
http://http://seattletimes.nwsourc.com/news/local/html98/tick_19991205.html, date d'accès: 10/10/00, 9h27.
- SHANTZ, Jeffrey A. et Barry D. ADAM, «Ecology and Class: The Green Syndicalism of IWW/Earth First Local 1», *International Journal of Sociology and Social Policy*, vol. 19, no. 7/8, 1999, p. 43-72.
- SHRYBMAN, Steven, *A Citizen's Guide to the World Trade Organization*, Ottawa, Toronto, The Canadian Centre for Policy Alternatives and James Lorimer and Co. Ltd., 1999.
- SIMMONS, P. J., «Learning to Live with NGOs», *Foreign Policy*, Fall 1998, p. 82-96.
- SMITH, Jackie, «Global Civil Society? Transnational Social Movement Organizations and Social Capital», *American Behavioral Scientist*, vol. 42, no. 1, September 1998, p. 93-107.
- SOLOMON, William S. «More Form than Substance: Press Coverage of the WTO Protests in Seattle», *Monthly Review*, May 2000, p. 12-20.
- TARROW, Sidney, *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2e édition, 1998.
- URRY, John, «Mobile sociology», *British Journal of Sociology*, vol. 51, no. 1, January/March 2000, p. 185-203.

USEEM, Jerry, «There's Something Happening Here», *Fortune*, May 15, 2000, p. 232-244.

WAPNER, Paul, «Politics Beyond the State: Environmental Activism and World Civic Politics», *World Politics*, vol. 47, April 1995, p. 311-340.

WATERMAN, Peter, «Is global civil society down to earth», *Transnational Associations*, 51, 2, 1999, Online: <http://www.uia.org/uiata/lipschut.htm>, date d'accès: 20/01/00, 11h14.

WOLIN, Richard, «Société civile et théorie politique», *Temps Modernes*, 49e année, no. 564, juillet 1993, p. 25-39.

WORKING GROUP ON THE WTO/MAI, «A Citizen's Guide to the World Trade Organization. Everything You Need to Know to Fight for Fair Trade», July 1999, Online: http://www.citizen.org/pctrade/booklet_text.htm, date d'accès: 25/09/00, 10h11.

WTO HISTORY PROJECT, Online:
http://depts.washington.edu/pcls/WTO_History_Project.htm, date d'accès
03/02/01, 15h30.

Entrevue effectuée par April Eaton du WTO History Project auprès de Dan Seligman, Director of the Responsible Trade Program, Sierra Club, le 17 août 2000, Online:
http://depts.washington.edu/pcls/WTO_History_Project/Interviews/Seligman.htm,
date d'accès: 04/02/01, 11h44.

Entrevue effectuée par Miguel Bocanegra du WTO History Project auprès de Bill Aal, People For Fair Trade/NO2WTO, le 11 novembre, 2000, Online:
http://depts.washington.edu/pcls/WTO_History_Project/Interviews/Aal.htm, date
d'accès: 23/02/01, 8h34.

Entrevue effectuée par Miguel Bocanegra du WTO History Project auprès de Victor Menotti, International Forum on Globalization, le 27 octobre, 2000, Online:
http://depts.washington.edu/pcls/WTO_History_Project/Interviews/Menotti.htm,
date d'accès: 20/02/01, 7h53.